

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA RIVIÈRE ROMAINE AU CŒUR DU *NITASSINAN* :
TRANSFORMATIONS CONTEMPORAINES DE LA TERRITORIALITÉ DES
INNUS D'EKUANITSHIT

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
ALEXIA DESMEULES

MAI 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je dois d'abord remercier tout spécialement ma directrice de recherche Laurie Guimond, sans qui ce mémoire n'aurait pas vu le jour. Son support, son encadrement, sa très grande disponibilité, ses conseils justes et pertinents, et plus largement son expertise en géographie du monde nordique, sont les ingrédients précieux qui m'ont accompagnée ces deux dernières années et qui m'ont poussée à me dépasser.

Ensuite, je tiens à remercier du fond du cœur les membres de la communauté innue d'Ekuanitshit, à qui ce mémoire est principalement adressé. Sans leur générosité et leur accueil chaleureux au sein de la communauté, celui-ci n'aurait pas la même profondeur ni la même richesse. Grâce à eux, j'ai pu vivre une immersion unique, marquée d'expériences personnelles et collectives inoubliables qui vont bien au-delà du volet académique de cette recherche. Tout particulièrement, je remercie les gens d'Ekuanitshit qui ont participé aux entrevues. Ce sont leurs récits et leurs expériences qui forment l'essence même de ce mémoire. *Tshinashkumiten !*

J'en profite pour remercier également les évaluateurs de mon mémoire, Caroline Desbiens (Université Laval) et Mario Bédard (Université du Québec à Montréal), professeurs-chercheurs en géographie, pour leur relecture attentive et leurs commentaires constructifs ayant guidé les dernières étapes de son parachèvement.

Je tiens aussi à témoigner ma gratitude à ma mère, à mes sœurs et à mon copain, pour leur appui et leur confiance en moi. Ils ont su m'encourager et m'épauler jusqu'à l'atteinte de mes objectifs.

Enfin, à la mémoire de mon père, qui n'aura pas vu l'aboutissement de ce projet, mais qui serait sans aucun doute très fier et qui, j'en suis convaincue, a veillé sur moi tout au long de ce cheminement.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX	viii
RÉSUMÉ.....	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
TERRITORIALITÉS AUTOCHTONES ET PROJETS DE DÉVELOPPEMENT... 11	
1.1 Questions et hypothèses de recherche.....	11
1.2 Rapports au territoire, identité et gouvernance : une problématique géographique	13
1.3 Cadre théorique	16
1.3.1 La géographie humaniste	16
1.3.2 La géographie indigène.....	17
1.4 Cadre conceptuel : territorialité multidimensionnelle.....	18
1.4.1 Territorialité matérielle : territoire et pratiques.....	21
1.4.2 Territorialité culturelle : représentations et identité	23
1.4.3 Territorialité politique : gouvernance et autodétermination.....	27
CHAPITRE II	
TERRAIN D'ÉTUDE, CADRE D'ANALYSE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	31
2.1 Cadre spatio-temporel de la démarche.....	31
2.2 Types de recherche et d'approche.....	36
2.3 Séjours de terrain et collecte de données	37
2.4 Échantillonnage et description des participants	42
2.5 Techniques de traitement et mode d'analyse des données.....	45

CHAPITRE III

LA RIVIÈRE-CHANTIER AU CŒUR D'UNE IDENTITÉ EN

CHANGEMENT	47
3.1 La rivière en héritage	50
3.1.1 Le courant de la mémoire.....	51
3.1.2 Innu Aitun : source de subsistance et d'abondance	53
3.1.3 Le cadre naturel comme source de bien-être.....	57
3.2 De rivière à réservoirs	58
3.2.1 Paysages post-chantier	58
3.2.2 Perception des impacts environnementaux	59
3.3. La rivière devenue chantier	60
3.3.1. Le chantier inaccessible ou la « prison dorée ».....	61
3.3.2. Expérience quotidienne mitigée	64
3.3.3. Retombées économiques et culturelles	71
3.4 Bilan : Importance de la rivière dans l'identification culturelle	77

CHAPITRE IV

TERRITOIRE DE CONFLUENCES : RELATIONS INTERETHNIQUES ET RAPPORTS DE FORCE

.....	81
4.1 L'avant-projet : Le règne du « chacun pour soi »	83
4.1.1 Des décennies en gestation.....	83
4.1.2 Contexte régional : jeux de pouvoir	84
4.1.3 Contexte local : décision communautaire	89
4.2 Travaux en cours : La rencontre (forcée ?)	92
4.2.1 Relations interethniques quotidiennes au chantier	92
4.2.2 Relations régionales	95
4.3. L'après-Romaine : Traces du chantier sur les relations régionales et le développement économique et territorial.....	99
4.3.1 Visions d'avenir	99
4.3.2 Projet de gouvernement national innu.....	104

4.3.3 Gestion du <i>Nitassinan</i> : Ouverture, accès et contrôle	107
4.4 Bilan : Sacrifice ou opportunité ?.....	109
CHAPITRE V	
DU TERRITOIRE ESSENTIALISÉ À UN TERRITOIRE ESSENTIEL	113
5.1 Paysages hégémoniques, paysages identitaires.....	114
5.2.1 Un chantier « autochtonisé » ?.....	115
5.2.2 Minganie et <i>Nitassinan</i> : territoires de l’interculturalité ?	117
5.2 Folklorisation de l’identité territoriale comme stratégie.....	121
5.3 Le rôle des Autochtones dans le développement nordique.....	125
5.4 Guérison et réaffirmation	127
5.5 Territorialités autochtones contemporaines	131
CONCLUSION	135
6.1 Retombées pour la communauté	135
6.2 Retour sur la démarche de recherche	138
6.2.1 Limites de la problématique et de la schématisation conceptuelle	138
6.2.2 Limites de la collecte de données.....	141
6.3 Portée scientifique et pistes de recherche.....	143
ANNEXE A	
Grilles d’entrevues	147
ANNEXE B	
Article de vulgarisation publié dans le journal <i>Inniun</i>	157
BIBLIOGRAPHIE	167

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure

1.1	Complexe hydroélectrique de la rivière Romaine.....	7
1.2	Schématisation du cadre conceptuel	22
2.1	Photographie aérienne de la réserve d'Ekuanitshit	32
2.2	Carte de la MRC de la Minganie et localisation d'Ekuanitshit.....	33
2.3	Carte du <i>Nitassinan</i> de l'ensemble des communautés innues du Québec et du Labrador	34
2.4	Répartition des répondants des entrevues principales et complémentaires	44
3.1	Remaniement du cadre conceptuel.....	48
3.2	Photos du campement des Murailles.....	64
5.1	<i>Shaputuan</i> érigés au campement des Murailles et à Ekuanitshit	116

Tableau

3.3.1	Nombre d'employés innus dans les entreprises de la SEIE liées au chantier, octobre 2011	65
3.3.2	Nombre d'employés innus dans les entreprises de la SEIE liées au chantier, juin 2012.....	66
3.3.3	Nombre d'employés innus dans les entreprises de la SEIE liées au chantier, juin 2013.....	66
4.1	Détails des ententes signées entre HQ et les communautés innues	87

RÉSUMÉ

Les membres de la communauté innue d'Ekuanitshit (aussi appelée Mingan), située sur la Côte-Nord au Québec, sont confrontés, depuis 2009, à un projet d'exploitation hydroélectrique d'envergure sur la rivière Romaine, partie intégrante de leur territoire ancestral, le *Nitassinan*. La construction de quatre barrages, et d'autant de centrales et de réservoirs, pour un coût estimé à 6,5 milliards de dollars, en fait l'un des plus gros chantiers en cours de développement dans le nord canadien. Nous souhaitons réfléchir, dans ce mémoire, aux impacts des transformations vécues sur le rapport tant matériel qu'idéal que les Innus entretiennent à la rivière. Nous proposons d'explorer l'hypothèse selon laquelle ce mégaprojet transforme le rapport traditionnel au territoire – marqué par un fort attachement identitaire et symbolique – en un rapport davantage utilitaire, dicté lui plutôt par des intérêts économiques et politiques. Afin de vérifier notre postulat, et avec l'accord du Conseil des Innus d'Ekuanitshit, nous avons mené des entrevues en profondeur avec 14 Innus de la communauté et 4 autochtones qui occupent des positions particulières au sein de celle-ci. L'analyse des résultats révèle que la territorialité des Innus, bien qu'elle se soit en partie transformée, notamment en ce qu'elle s'est ouverte sur l'extérieur et l'altérité sous les projecteurs qu'a amenés l'arrivée du chantier, demeure en même temps encore ancrée dans un fort héritage culturel et une identification toujours profondément ressentie au territoire. Nous avançons que ces conceptions en apparence différenciées, de traditions d'une part et de modernité de l'autre, ne sont pourtant pas incompatibles, au contraire. Elles se nourrissent mutuellement dans une territorialité renouvelée qui est ainsi à la fois interne et externe, à la fois ancestrale et contemporaine, à la fois identitaire, sociale et politique.

Mots-clés : Territorialités autochtones, identité, représentations, gouvernance, relations interethniques, développement territorial.

INTRODUCTION

L'histoire du développement du Nord québécois est marquée par l'ignorance des usages matériels, affectifs et symboliques du territoire des Autochtones, et de leur présence même (Hamelin, 1975 ; Desbiens, 2013 ; Duhaime et al., 2013). L'exploitation des ressources forestières, minières et hydrauliques du Nord s'est effectuée dans une perspective expansionniste et de croissance économique de la population allochtone majoritaire de la vallée laurentienne (Desbiens, 2013). Les réalités des communautés nordiques sont ignorées : « Indubitablement, le Sud mène le Nord; l'on n'est pas loin d'une situation de fait qui affiche un faciès colonial, centralisateur et purement capitaliste » (Hamelin, 1975 : 50). L'ignorance de la présence des communautés qui y vivent peut être attribuable, en partie, à une méconnaissance du monde nordique.

Si le monde nordique a été fréquenté depuis plusieurs milliers d'années dans le cas des Indigènes, il demeure l'une des mégarégions les moins connues du monde. Un tel étiage de scientificité a favorisé la création imaginative et la circulation de toute une série de clichés plus symboliques que vrais. Ce que l'on pense connaître du Nord pourrait relever davantage de l'imaginaire que d'un réel mesurable (Hamelin, 1975 : 33).

En 1898, puis en 1912, les lois sur l'extension des frontières du Québec ont conduit la population sudiste à se projeter dans un nouveau territoire vaste, dont la seule chose connue était sa position géographique relative: au nord (Desbiens, 2013). Pour saisir l'immensité de ce que constituait désormais le Québec, il fallait l'imaginer. Or, l'appropriation du Nord par la population allochtone du Sud à travers toute une gamme de représentations idylliques a contribué à renforcer la dépossession des communautés qui y vivent depuis des siècles, voire des millénaires (Desbiens & Rivard, 2012 ; Desbiens, 2013). Les représentations les plus répandues sont celles d'un vaste espace sauvage et inhabité, d'un bassin de ressources inépuisables pour les besoins du Sud et d'une ultime frontière à conquérir dans la destinée de peuple

aventurier des Québécois (Duhaime et al., 2013 ; Desbiens, 2013). Les gouvernements provinciaux qui se sont succédés ont récupéré ces images mythiques pour susciter l'adhésion et l'identification aux différents projets nordiques qu'ils proposaient (Desbiens, 2004 ; 2013 ; Duhaime et al., 2013). Au début des années 1970, lors de la construction des grands barrages hydroélectriques à la Baie-James, le discours employé par le gouvernement de Robert Bourassa s'appuyait sur des images de nature majestueuse :

Le territoire du Québec est immense et en bonne partie inexploré. [...] il y a sur notre territoire, tout près de nous, à l'intérieur de nos frontières, un des plus beaux défis à relever : la conquête du nord québécois, avec ses rivières tumultueuses qui sont autant de fleuves grandioses, ses lacs immenses qui sont autant de mers intérieures, ses forêts de conifères qui cachent des ressources inouïes en gisements miniers de toutes sortes. [...] C'est toute l'histoire du Québec qu'il faut réinventer; c'est le courage et la volonté de nos ancêtres qu'il faut répéter au XX^e siècle; c'est notre territoire qu'il faut occuper (Bourassa, 1973 in Desbiens, 2004 : 107).

Le slogan d'Hydro-Québec à cette même époque - « Nous sommes Hydro-Québécois » (Desbiens, 2004 : 109) - situe la ressource hydraulique comme une partie intégrante non seulement du développement territorial, mais aussi de l'identité et de la fierté nationale québécoises. Nature et culture sont ainsi enchevêtrées à des fins de construction identitaire (Desbiens, 2004). À l'opposé, ce que l'eau représente en tant que ressource et symbole pour l'identité autochtone est complètement évacué du discours dominant (Desbiens, 2004). Pourtant, l'eau est au cœur des modes de vie et des identités autochtones au Québec, au Canada et à travers le monde. Au-delà de sa valeur marchande probable, elle fait partie d'un cycle plus holistique et possède en ce sens des significations profondes multiples liées aux activités, aux traditions, à la mémoire, à la spiritualité, aux valeurs, etc. Les rivières sont aussi importantes, voire plus, pour les peuples qui habitent à proximité, les utilisent et s'y identifient. Le fait de situer l'eau comme une ressource exploitable, et plus largement le territoire dans

cette même perspective capitaliste, ne laisse pas de place à l'expression de ses significations culturelles alternatives :

“Colonial meanings of land constructed a view of nature’s utility that ignored other perspectives, resulting in exploitation and loss of access by those who viewed and used the land differently. These examples document the impacts of “rendering certain cultural values/practices inconsequential through the effects of dominance and hegemony” (Escobar, 2006a: 10). They provide clear illustrations of how changes in meanings (the shift from “nature” to “resource”, for example) create cultural resource conflicts based on differences between Western and Indigenous worldviews” (Dallman et al., 2013 : 35).

Dans le cas de l'harnachement des grandes rivières de la Baie-James, les Cris et les Naskapis, pourtant directement affectés, n'ont pas été consultés avant le lancement des travaux initiaux. Ils ont appris à travers les médias qu'une vaste partie de leur territoire allait être inondée. Deux ans de lutte et de mobilisation ont finalement été nécessaires pour aboutir à une forme de reconnaissance de leur présence sur les lieux par la signature en 1975 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) pour les Cris, et de son extension, la Convention du Nord-Est québécois (CNEQ), pour les Naskapis en 1978.

Le gouvernement libéral actuel, même s'il est davantage sensible aux processus de consultation avec les Autochtones, continue à entretenir l'image du Nord comme un vaste bassin de ressources pour enrichir le Québec. Le Plan Nord, lancé officiellement en 2011 par le gouvernement de Jean Charest, puis repris par ses successeurs, vise le développement et l'exploitation des ressources sur la portion continentale au nord du 49^e parallèle. Ce territoire est habité par quelques 120 000 personnes, dont le quart sont autochtones, réparties dans une soixantaine de localités dispersées (Duhaime et al., 2013). Les Libéraux vantent les avancées du Plan Nord en termes de relation basée sur le respect mutuel et le partenariat qui stipule, entre autres choses, l'obligation de consultation, la participation des Autochtones à la réalisation

des projets de développement, le respect de leur culture et de leur identité ainsi que le respect des traités et des ententes déjà signées et à venir (Gouvernement du Québec, 2011 in Scott, 2013). Or, le Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) du Québec entretient et exploite directement le mythe de l'ultime frontière à franchir pour mousser le projet et favoriser son acceptabilité sociale. Il est en effet dépeint comme la prolongation naturelle de vocations historiques « d'aventurier, de découvreur de pays, de coureur de bois, de bûcheur de forêts, de constructeur de barrages, de foreur de montagnes, de maître de l'électricité » (Duhaim et al., 2013 : 480). Le discours employé par l'ancien premier ministre Jean Charest pour légitimer les fondements de cette nouvelle vague d'exploitation des ressources fait écho à celui de Robert Bourassa à l'époque des barrages de la Baie-James :

Mon rêve, mon ambition est d'ouvrir le Nord québécois. La nouvelle économie est une occasion rêvée de développer nos ressources énergétiques, notre secteur minier, le secteur du tourisme, le transport. Si vous fermez les yeux et pensez à la carte du Québec, considérez ce vaste territoire. Il y a là pour nous une occasion extraordinaire. Ouvrir le Québec, c'est également ouvrir le Nord québécois (Jean Charest, 2008 in Rivard & Desbiens, 2011 : 83).

Les mêmes représentations du Nord, conçu comme un vaste territoire qui regorge de ressources inexploitées, sont convoquées pour favoriser l'acceptabilité du plan de développement proposé. Or, le contexte a changé depuis les années 1970. Du côté autochtone, les outils de reconnaissance et de gouvernance ont évolué. La CBJNQ et la CNEQ sont considérés comme les premiers « traités modernes » avec les communautés autochtones (Papillon & Lord, 2013). En outre, les droits ancestraux de celles-ci bénéficient d'une plus grande protection depuis le rapatriement de la Constitution : « Sur papier du moins, la *Loi constitutionnelle de 1982* reconnaît et affirme les droits des Autochtones et les droits issus des traités » (Ladner & Orsini, 2004 : 73). La Paix des Braves, conclue en 2002 entre le gouvernement provincial québécois et la Nation crie, clarifie et étend certains droits de celle-ci en matière de

foresterie. En janvier 2014, les Cris ont tenu la première séance du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour marquer son entrée en vigueur¹. Les Inuits et les Innus travaillent toujours sur des projets semblables visant une plus grande autonomie gouvernementale (Rodon, 2013). À l'échelle mondiale, depuis 2007, le principe d'autodétermination est inscrit dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (ONU, 2007). La négociation pendant plus de 20 ans de cette déclaration à vocation universelle a largement contribué à la visibilité des enjeux autochtones sur la scène internationale (Bellier, 2011) et à l'émergence d'une solidarité transnationale autochtone (Busbridge, 2016). Le mouvement *Idle No More* qui a vu le jour en 2012 est un exemple récent de cette mobilisation pan-autochtone. Celui-ci vise, au-delà de la simple reconnaissance de la présence des peuples autochtones, leur souveraineté et leur participation de « nation à nation » dans les enjeux politiques, économiques et sociaux les touchant (Idle No More, 2015). Plus récemment encore, les mobilisations autochtones contre les projets d'envergure de l'industrie pétrolière se multiplient au Québec et au Canada (notamment autour du forage sur l'île d'Anticosti et du projet de pipeline de TransCanada Est) ainsi qu'aux États-Unis (par exemple la lutte à grande échelle qui s'organise dans la communauté de Standing Rock au Dakota contre un projet de pipeline²).

En somme, les luttes autochtones pour l'autodétermination et la préservation du territoire, de l'identité et de la culture, sont à l'avant-scène médiatique depuis l'adoption de la Déclaration des Nations Unies en 2007 (Busbridge, 2016). Les projets d'exploitation des ressources naturelles prévus en territoire autochtone ne peuvent plus dorénavant être envisagés sans la prise en compte des nombreux impacts

¹ Pour tous les détails sur l'historique et la composition de ce nouveau gouvernement régional, voir le site web officiel : <http://www.greibj.ca>.

² Le tracé proposé du pipeline *Dakota Access* traverse quatre États américains (Dakota du Nord, Dakota du Sud, Iowa, Illinois) pour transporter du pétrole sur près de 2 000 kilomètres. Pour dénoncer les impacts environnementaux et culturels du projet sur leur territoire et stopper son avancement, les Sioux de Standing Rock ont choisi de l'occuper et d'y organiser nombreux événements médiatisés.

qu'ils engendrent, puis le consentement et la participation des communautés concernées.

En 2009, dans la foulée d'une nouvelle vague d'exploitation des ressources naturelles du Nord menant au lancement officiel du Plan Nord, Hydro-Québec amorçait les travaux d'un méga-chantier hydroélectrique sur la rivière Romaine, qui s'écoule sur 500 kilomètres sur la Côte-Nord. Le projet, estimé à 6,5 milliards de dollars, comprend quatre barrages et autant de réservoirs et de centrales (Vincent, 2008) (cf. figure 1.1). C'est un des plus gros chantiers en cours dans le Nord canadien. La rivière se trouve également en plein cœur du *Nitassinan*, soit le territoire ancestral des communautés innues de la Côte-Nord.

À la mi-parcours du projet, débuté en 2009 et qui devrait s'échelonner jusqu'en 2019, il nous semble opportun de nous interroger sur les impacts des transformations en cours sur les pratiques territoriales, l'identité et la gouvernance de la communauté d'Ekuanitshit qui, limitrophe à la rivière, est la plus directement touchée par ces travaux. Une telle étude de cas pourrait en effet nous permettre de mieux comprendre les territorialités contemporaines des communautés autochtones, c'est-à-dire de voir comment s'articule leur relation au territoire, dans ce cas-ci, au su des changements majeurs suscités par le développement nordique et l'exploitation des ressources.

Cette relation au territoire doit se comprendre à la fois du point de vue de l'intériorité, et dans un contexte sociopolitique plus large. Un des aspects peu documenté du projet Romaine que nous explorons porte sur ses impacts sur le rapport autochtone-allochtone, aspect qui est également au cœur du projet de recherche plus large³ dans

³ Ce mémoire s'inscrit dans le projet de recherche financé par le FRQSC « *Je monte au chantier* » : *l'expérience géographique des travailleurs allochtones et autochtones du chantier hydroélectrique de la Romaine (Minganie, Côte-Nord)*, sous la direction de Laurie Guimond.

lequel s'inscrit ce mémoire. Les relations interethniques, depuis les premiers contacts avec les colons européens, demeurent teintées d'une méconnaissance qui peut être expliquée par l'absence d'échanges interculturels fructueux entre les deux populations (Chartier & Désy, 2014). Historiquement, une distance symbolique a toujours été maintenue entre le *Eux* et le *Nous* de part et d'autre, une mise à distance qui fait abstraction de la proximité socioculturelle réelle des deux populations et qui concourt à leur clivage :

Depuis le 17^{ème} siècle, la cohabitation et l'interaction des Autochtones et des Euro-Canadiens ont été caractérisées par une double réalité: alors que d'un côté ont prévalu des rapports effectifs qui ont mené, notamment, à un métissage culturel significatif, de l'autre a persisté un discours politique mettant l'accent sur les différences, voire la distance infranchissable qui séparerait ces deux ensembles culturels (Gélinas, 2013 : 177).

En plus des enjeux relationnels et politiques liés au développement territorial, nous explorons également les questions identitaires au cœur des bouleversements vécus, vu l'identification profonde des communautés autochtones à leurs terres ancestrales. Dans le chapitre suivant, nous développerons en détails sur l'importance du triangle identité-culture-territoire pour les communautés autochtones. Pour l'instant, nous nous contentons d'introduire brièvement un bémol sur l'essentialisation des identités autochtones, idée sur laquelle nous reviendrons également abondamment dans les chapitres suivants. D'entrée de jeu, soulignons que les recherches menées *sur* les peuples autochtones ont renforcé une représentation figée de ceux-ci en réduisant « leurs identités collective et personnelle à une série de traits empiriques et statiques » (Simard, 2003 in Gagnon, 2013 : 5). Ils ont constitué un objet d'étude fascinant pour nombre de chercheurs, entre autres pour les anthropologues intéressés par les cultures minoritaires, qui en ont fait « leur science » (Smith, 1999 : 11). Or, la valorisation de particularismes culturels parfois désuets risque de minimiser la nature foncièrement évolutive de l'identité et de la culture autochtones (Otis et Émond, 1996 in Gagnon, 2013). Smith, dans son ouvrage *Decolonizing methodologies : Research and*

indigenous people (1999), signale que le mot « recherche » est l'un des mots les plus « sales » pour les Autochtones, ce à cause des intentions impérialistes et déshumanisantes de la recherche menée depuis l'arrivée des premiers voyageurs européens, qui ont eu des conséquences dévastatrices pour les communautés.

L'instrumentalisation des Autochtones par des études à portée réductionniste, à travers des représentations statiques et parfois même romantiques de leurs modes de vie traditionnels, a progressivement été remplacée par des recherches menées sur les enjeux contemporains les touchant et leurs nouvelles aspirations multiples. De plus en plus, les communautés souhaitent briser leur isolement, s'inscrire dans l'économie mondiale et contribuer au développement des territoires (Rivard, 2006 in Gagnon, 2013). Dans le monde anglo-saxon, depuis les années 1990, le domaine de la recherche semble suivre une même courbe ascendante de renouvellement d'intérêt pour les enjeux autochtones. Cela est entre autres choses attribuable à l'émergence du post-colonialisme, entre autres en géographie, avec ce que ce courant de pensée amène comme nouvelles perspectives aux niveaux théorique et méthodologique. On pense ici entre autres à l'apparition du courant de la géographie indigène (Blunt & McEwan, 2002; Ryan, 2004 ; Kovach, 2009 ; Larsen & Johnson, 2012) et des outils comme la contre-cartographie, dite aussi ethno-cartographie⁴ (Chapin & Threlkeld, 2001 ; Crampton & Krygier, 2005 ; Hirt, 2008 ; Eades, 2015). La critique post-coloniale sort les Autochtones de la marge où ils étaient confinés : ceux-ci ne sont plus « enfermés dans le monde des ethnies, voire des tribus et des communautés » (Bellier, 2011 : 1) et ce sont leurs savoirs épistémologiques et ontologiques qui sont de plus en plus valorisés dans la production de connaissances.

⁴ La cartographie officielle est vue comme un outil étatique qui a bénéficié les colonisateurs et qui a renforcé la dépossession des peuples autochtones. L'émergence d'une contre-cartographie alternative, retraçant les territoires et les toponymes ancestraux, se veut une forme de réappropriation territoriale.

Dans le recensement qu'il fait des articles publiés dans le quotidien québécois *Le Devoir* entre 2001 et 2006, Rivard (2006) relève que plusieurs chercheurs se sont exprimés sur les nombreux sujets autochtones qui ont marqué l'actualité, dont une quinzaine d'anthropologues, six historiens et trois sociologues. Or, seulement deux géographes réputés dans le domaine, Hamelin et Morisset, l'ont fait (Rivard, 2006). Il semble ainsi que les recherches géographiques québécoises sur les territorialités contemporaines autochtones demeurent limitées, malgré le renouvellement d'intérêt pour les questions dans d'autres domaines (Rivard, 2006). Le désintéressement des géographes québécois sur ces questions est d'autant plus désolant considérant à quel point le concept de *territoire* y est central (Rivard, 2006). Les relations socio-spatiales s'articulant à des échelles multiples sont en effet déterminantes dans la définition et la compréhension des enjeux autochtones qui sont, au final, fondamentalement territoriaux. La géographie québécoise devrait s'inspirer du courant post-colonial fort présent dans le monde anglo-saxon pour mieux comprendre les réalités territoriales contemporaines des Autochtones. Soulignons toutefois que, même si les géographes anglo-saxons sont de plus en plus nombreux à explorer les liens sociaux et culturels entre le territoire et l'identité pour mieux comprendre l'attachement complexe des Autochtones envers leurs terres ancestrales, les études critiques sur les sens transformés de territoires affectés par des projets d'envergure, demeurent encore largement absentes (Dallman et al., 2013).

Notre étude de cas, menée dans le contexte d'un mégaprojet d'exploitation de la ressource hydraulique sur le territoire ancestral des Innus de la communauté d'Ekuanitshit, tente justement d'approfondir les connaissances sur ces enjeux sensibles actuels, identitaires et politiques, et sur leur articulation dans des relations au territoire et à l'altérité, en renouvellement continu.

CHAPITRE I

TERRITORIALITÉS AUTOCHTONES ET PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

1.1 Questions et hypothèses de recherche

Les projets de développement prévus dans le Nord québécois interpellent directement les territoires et les territorialités autochtones par leur déploiement en plein cœur de terres ancestrales revendiquées par les communautés qui y vivent. L'étude d'impacts complétée en 2009 par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) du projet hydroélectrique de la rivière Romaine anticipait des retombées somme toute assez positives pour les communautés innues : création d'emplois et hausse du taux d'activité, augmentation de l'employabilité des travailleurs innus, opportunités d'affaires, augmentation des revenus (BAPE, 2009). Deux autres impacts, soit la disparition d'une partie du territoire par ennoisement et l'ajout de nouveaux accès à celui-ci, ainsi que la perturbation et la modification des conditions de pratique des activités de pêche (BAPE, 2009), découlent plus directement de la transformation radicale de l'environnement qui s'ensuivra. Cependant, l'étude d'impacts n'aborde pas de manière précise la façon dont ces différents impacts allaient ensuite être ressentis et représentés par les Innus. De la même façon, les études de suivi environnemental s'attardent surtout aux impacts mesurables sur la fréquentation et l'utilisation concrète de la rivière Romaine par les Innus ainsi qu'à leur appréciation des mesures d'atténuation déployées (AECOM, 2015). En cantonnant les impacts recensés à leur dimension tangible, ces études ne suffisent pas à saisir pleinement leur portée à d'autres niveaux, notamment identitaires et sociopolitiques, qui sont pourtant fortement touchés par la venue du projet.

Ainsi, aucune étude approfondie n'a été menée sur les transformations du rapport matériel et idéal au territoire de la communauté innue d'Ekuanitshit dont la proximité à la rivière en fait la plus directement affectée par les travaux. C'est pourquoi nous

cherchons, par notre question principale, à déterminer : en quoi le chantier hydroélectrique de la rivière Romaine participe-t-il – ou non – à la transformation de la territorialité des Innus ? Nous explorons l'hypothèse selon laquelle ce projet de développement transforme le rapport traditionnel au territoire – marqué par un fort attachement identitaire et symbolique – en un rapport davantage utilitaire, dicté lui plutôt par des intérêts économiques et politiques. Afin de vérifier la justesse de cette hypothèse principale, nous explorons trois questions et hypothèses secondaires.

Par notre première question secondaire – Comment les changements des cadres naturel et bâti induits par l'harnachement en cours de la rivière Romaine affectent-ils les pratiques socio-territoriales des Innus d'Ekuanitshit ? – nous tentons de connaître les effets de la transformation de la rivière sur le rapport matériel qu'entretiennent les Innus d'Ekuanitshit à leur territoire. Nous postulons à cet effet que les transformations de la rivière et de ses rives affectent le rapport à la terre ancestrale en ceci qu'elles rendent difficile, voire impossible, la pratique de leurs activités dites traditionnelles, telles que la pêche, la chasse et la cueillette.

Dans un deuxième temps, nous souhaitons voir si ces pratiques émanent de valeurs culturelles innues toujours effectives. Nous examinons à cet effet le rapport identitaire, davantage subjectif, qu'entretiennent les Innus à leur territoire ancestral. Notre deuxième question secondaire va comme suit : l'identité contemporaine des Innus d'Ekuanitshit est-elle toujours animée par des valeurs traditionnelles ? À cet égard, nous explorons l'hypothèse que leur identité s'est transformée avec l'adoption de nouvelles valeurs instiguées par la culture allochtone majoritaire. Les représentations socio-territoriales des Innus seraient ainsi dorénavant modulées à la fois par des valeurs traditionnelles davantage collectives et des aspirations individuelles néo-libérales.

Enfin, compte tenu des actuelles transformations à leur territoire et à leur mode de vie, quel est le mode de gouvernance souhaité par la communauté innue d'Ekuanitshit ? L'évolution des relations entre Innus et allochtones et des mécanismes de reconnaissance des droits appellent à des processus de gouvernance plus inclusifs, alternatifs à ceux qui sont prescrits actuellement par la population majoritaire. À cet effet, nous postulons que le projet de gouvernance récemment esquissé par les Innus, celui d'un gouvernement régional innu porteur d'une volonté d'autodétermination, reflète à la fois le désir de réaffirmation d'une identité nationale, à la fois une concession aux instances politiques allochtones, en ce que le projet doit être négocié dans le cadre étatique existant.

1.2 Rapports au territoire, identité et gouvernance : une problématique géographique

Le point de vue de la géographie nous apparaît le plus pertinent pour aborder ces questions et hypothèses. Nous avons déjà effleuré, en Introduction, la pertinence sociale du projet proposé en vue des restructurations majeures prévues dans le Nord québécois, dans les territoires ancestraux des peuples autochtones qui y habitent depuis des millénaires. Les revendications et luttes autochtones ne peuvent plus être ignorées dans les projets d'exploitation des ressources naturelles comme celui de la rivière Romaine. Le besoin social, environnemental et politique de comprendre les enjeux socio-spatiaux complexes qui les sous-tendent est grandissant.

Rappelons aussi le paradoxe évoqué par Rivard comme quoi le désintéressement des géographes québécois des études autochtones advient « alors que le concept de territoire n'a jamais été aussi utilisé pour mieux comprendre ces questions autochtones » (2006 : 387). Les transformations des territoires, et parallèlement des territorialités autochtones, qui constituent le cœur de notre recherche, sont des sujets profondément géographiques. D'autant plus que la notion d'échelle, également

centrale en géographie, est incontournable dans la compréhension de l'enchevêtrement de territoires autochtones multiples : la réserve, le territoire familial, le territoire de chasse, le territoire revendiqué, le territoire ancestral de chaque communauté et de chaque nation. Chacune de ces échelles s'articule en interaction avec les autres et découle de relations complexes entre les membres de la communauté et avec les membres des communautés qui leur sont voisines (autochtones ou allochtones), la population québécoise en général, les gouvernements provincial et fédéral, etc. Ces territoires sont, en partie, le résultat de relations quotidiennes et de rapports de solidarité ou de force, favorables – ou non – aux Innus. Comme le définissent Rose et Gilbert, le territoire « décrit les rapports qui se tissent entre les individus, les groupes, les sociétés et l'espace et qui témoignent de leur appropriation économique, politique et idéologique de celui-ci » (2005 : 284). Le territoire est donc entendu comme une construction sociale et culturelle en évolution constante selon les individus et les groupes qui le produisent et l'investissent.

Puisque les territoires sont des entités géographiques complexes et changeantes, les territorialités qui en découlent, c'est-à-dire les relations au territoire des personnes qui y habitent, vont elles aussi se transformer. Cette affirmation forme le cœur même de notre hypothèse principale et est confortée par la conception dynamique de la territorialité chez plusieurs géographes :

La territorialité est aussi une réalité dynamique et transactionnelle qui n'est pas strictement déterminée à l'interne, mais aussi grandement par des influences externes, par l'altérité (Raffestin, 1986). Il n'est donc pas incongru que la territorialité, qu'elle soit autochtone ou allochtone, soit appelée à changer dans le temps à mesure que les changements sociaux se multiplient sur un territoire donné (Bonnemaison, 1981 ; Di Méo, 1996) (Desbiens & Rivard, 2012 : 562).

La territorialité, comme nous le verrons plus loin, en plus d'être évolutive, est aussi multidimensionnelle. En effet, il existe plusieurs définitions et applications de la

territorialité selon la perspective adoptée. Par une brève introduction à ses composantes culturelle et politique, nous pouvons mieux positionner la géographie humaine comme la discipline la plus pertinente pour l'étudier.

L'identité individuelle et collective des Autochtones a toujours été largement tributaire d'une relation unique et holistique au territoire, bien que celle-ci évolue. Pour eux, l'être humain appartient à la terre, il est « inséparable de son environnement et [...] il ne peut exister de division entre lui, la terre, la mer, l'eau, ainsi qu'entre les pratiques sociales, culturelles et de survie » (Chartier & Désy, 2014 : 14). La terre n'est pas un bien qui peut être acheté, échangé, cédé ou vendu. La notion d'*appartenance* est ainsi plus appropriée que la notion de *propriété* pour traduire le lien qui les unit au territoire (Leclair & Otis in Lajoie, 2007). La condition territoriale des Autochtones est donc centrale dans l'autodéfinition de leur identité. Le territoire, qui rend possible et encadre des pratiques particulières, est en effet porteur de référents et de symboles qui modulent la conception identitaire qu'un individu ou qu'un groupe se fait de lui-même. Les individus et les groupes « investissent ensuite à leur tour le territoire de valeurs et d'idéologies, pour y puiser les fondements mêmes de leur identité » (Gagnon, 2013 : 10). C'est une relation de réciprocité qui se dessine entre la condition territoriale des individus et leur identité.

La gouvernance autochtone-allochtone, autre thématique interpellée par l'arrivée du chantier hydroélectrique de la Romaine en territoire innu, fait appel, quant à elle, à une dimension davantage politique de la géographie. Si en géographie culturelle, on s'intéresse à une territorialité ontologique renvoyant au « lien organique de l'autochtone avec le terreau ancestral » (Leclair & Otis in Lajoie, 2007 : 14), en géographie politique, on a plutôt recours à une forme de territorialité qui renvoie à l'idée de souveraineté et de contrôle d'un groupe sur le territoire qui lui appartient (Sack, 1983), ou dans le cas des Innus, le territoire revendiqué. Nous reviendrons plus loin sur les liens complexes qui se dessinent entre territoire, identité et gouvernance.

1.3 Cadre théorique

Les approches humaniste et indigène guident notre réflexion. La première parce qu'elle est interpellée d'emblée par le concept de territorialité, qui s'intéresse à la relation subjective des individus au territoire et à leur expérience quotidienne des lieux. La seconde, quant à elle, est retenue surtout pour la démarche méthodologique qu'elle préconise dans la recherche en milieu autochtone. Il ne s'agit plus de travailler *sur* les Autochtones, mais plutôt *avec* eux, dans des projets de recherche qui répondent à leurs intérêts et besoins prioritaires. Ainsi, la première approche est retenue à des fins théoriques pour encadrer nos choix conceptuels, et la seconde à des fins opératoires pour guider nos choix méthodologiques et éthiques en collaboration avec les membres de la communauté d'Ekuanitshit.

1.3.1 La géographie humaniste

Le courant humaniste en géographie, duquel va s'inspirer le tournant culturel de la discipline, a commencé à se dessiner à partir des années 1970, en réaction à la logique néo-positiviste très étroite qui dominait alors le milieu de la recherche scientifique et qui valorisait « the universal over the particular and emphasized objective, quantifiable data and abstract, geometric space » (Foote & Azaryahu, 2009 : 96). À l'inverse, l'humanisme en géographie s'est intéressé aux singularités des expériences, des lieux et des perceptions de chacun, ce que les modèles de généralisation statistique ou spatiale ne permettaient pas de prendre en compte.

La condition humaine et les interactions de l'être humain vis-à-vis de son milieu sont déterminées par les attitudes, les impressions et les relations subjectives que les individus ont à l'égard des lieux. C'est que [...] l'être humain ne vit pas seulement dans un paysage matériel. De manière consciente ou pas, il invente des univers imaginaires, composés de faits, de représentations et de rêves (Bédard, 2015 : 54).

La géographie humaniste témoigne ainsi d'une plus grande sensibilité « aux faits, aux idées, aux images et aux symboles inhérents aux lieux et communautés que l'être humain a créés » (Bédard, 2015 : 55). Elle s'intéresse davantage à « l'incidence des valeurs et des intentions sur les pratiques spatiales » (Gagnon 2013 : 12). C'est une approche qui nous apparaît particulièrement féconde en vue de nos questions spécifiques de recherche qui concernent l'expérience subjective des Innus à la rivière et au chantier de la Romaine. On s'intéresse en effet, rappelons-le, à leurs pratiques territoriales, mais tout particulièrement à l'incidence de valeurs traditionnelles et nouvelles sur leur identité et leurs intentions politiques.

1.3.2 La géographie indigène

La géographie indigène, qui s'inscrit dans le courant post-colonial, a commencé à émerger à partir des années 1990, dans le monde anglo-saxon surtout. Elle s'évertue à déconstruire et à reconstruire des savoirs et méthodologies dictés par la recherche occidentale (Larsen & Johnson, 2012 ; Smith, 1999). Elle vise ainsi la décolonisation de la recherche et l'intégration des intérêts, préoccupations et pratiques autochtones dans la production des connaissances (Smith, 1999 ; Louis, 2007 ; Kovach, 2009 ; Larsen & Johnson, 2012). Nous préférons le terme « indigène » pour qualifier cette géographie plutôt que « post-coloniale » pour être conforme aux postulats de cette approche qui visent à rompre avec les grands paradigmes théoriques occidentalistes. Le terme « post-colonialisme » est perçu par plusieurs chercheurs autochtones comme une nouvelle tentative occidentale d'universaliser les savoirs théoriques et méthodologiques :

“Many indigenous intellectuals actively resist participating in any discussion within the discourses of post-coloniality. This is because post-colonialism is viewed as the convenient invention of Western intellectuals which reinscribes their power to define the world” (Smith, 1999 : 14).

Une autre critique importante concerne le préfixe « post » qui suppose la fin du colonialisme. Or, les rapports de force actuels inégaux entre peuples autochtones et sociétés majoritaires, notamment de domination et d'exclusion dont découlent différentes formes de marginalisation, s'inscrivent en continuité de pratiques coloniales qui forment plutôt le néocolonialisme (Nash, 2002). Malgré ces critiques du terme comme tel, plusieurs chercheurs défendent tout de même certains de ses fondements, notamment l'intérêt pour la géographie de s'engager sur la voie des savoirs ontologiques, épistémologiques et méthodologiques autochtones (Shaw et al., 2006 ; Louis, 2007 ; Panelli, 2008). Les débats entourant la pertinence de la discipline géographique présentent de nouvelles opportunités pour imaginer des fonctions plus larges dont elle pourrait se prévaloir (Panelli, 2008). La géographie ne pourrait être qu'améliorée par son engagement plus direct avec les connaissances et les façons de faire alternatives des communautés autochtones (Shaw et al., 2006). Si la géographie n'adopte pas les méthodologies indigènes, certains affirment même que la discipline risque de perdre sa pertinence pour les communautés autochtones et les sociétés au XXI^e siècle (Louis, 2007).

Dans le cadre de notre étude, nous retenons l'approche indigène surtout à des fins opératoires dans notre recherche en collaboration avec les Innus d'Ekuanitshit, respectant leurs intérêts et perspectives. Le chapitre portant sur nos choix méthodologiques exposera plus en détails la façon dont nous avons intégré cette plus grande sensibilité à notre démarche géographique.

1.4 Cadre conceptuel : territorialité multidimensionnelle

Nos question et hypothèse principales reposent sur un méta-concept, la territorialité. Nous postulons, rappelons-le, que le chantier hydroélectrique de la Romaine participe à la transformation de la territorialité des Innus d'Ekuanitshit. La territorialité ici est

entendue au sens le plus large possible, en tant que rapport(s) au territoire. Si le territoire change, disions-nous, dans ce cas-ci avec l'harnachement de la rivière Romaine pour en faire des réservoirs, nous pouvons présumer que le rapport à ce territoire va également être modifié. D'autres chercheurs en milieu autochtone ont eux aussi postulé une relation concomitante entre territoire et territorialité : les territoires, à la fois concrets et abstraits, seraient le résultat de l'objectivation de l'espace, soit la territorialité matérielle, et de sa subjectivation, soit la territorialité idéale (Germain, 2015).

Pour saisir de façon plus claire ce que nous entendons par territorialité, un bref retour sur l'émergence du concept en géographie humaine nous apparaît pertinent. Il est apparu d'abord en éthologie en référence au monde animal, notamment ornithologique, en tant que comportement territorial. C'est l'idée, pour une espèce animale, de délimiter et de défendre un territoire spécifique où se trouvent les ressources nécessaires à sa survie et à sa reproduction (Germain, 2015). À partir des années 1970, l'idée de la territorialité appliquée aux sociétés humaines a commencé à trouver des échos en géographie humaine. Les écrits de Soja (1971) et de Gottmann (1973) en constituent les chefs de file (Murphy, 2012).

Néanmoins, ce sont les écrits de Sack dès la fin des années 1970, reflétant l'influence behavioriste des études en sciences naturelles, qui ont véritablement mis la territorialité à l'agenda de la géographie politique dans le monde anglo-saxon (Murphy, 2012). Sack définit la territorialité comme "the attempt by an individual or group to influence, affect or control objects, people and relationships by delimiting and asserting control over a geographic area" (1983 : 56), soit comme une stratégie spatiale de contrôle. Dans le monde européen, à la même époque, Raffestin développait une toute autre conception de la territorialité. Celui-ci s'intéressait davantage aux processus qu'à la finalité, et à cette fin aux relations qui déterminaient la territorialité, définie comme un « ensemble des relations entretenues par l'homme,

en tant qu'il appartient à une société, avec l'extériorité et l'altérité à l'aide de médiateurs et instruments » (Raffestin, 1987 : 5). Les deux chercheurs ont développé leurs idées en parallèle, donnant naissance à deux approches distinctes de la territorialité. Certains auteurs s'avancent sur leur potentiel de complémentarité (Murphy, 2012 ; Klauser, 2012) que nous reprendrons plus en détails pour articuler les concepts liés à notre troisième hypothèse secondaire.

Pour l'instant, contentons-nous de mentionner que Sack et Raffestin, chacun à leur manière, ont su déborder les approches de la territorialité de leurs prédécesseurs en éthologie en accordant à l'être humain une intentionnalité et une sémiologie dont l'animal est dépourvu. Ce sont précisément ces dimensions de la territorialité humaine qui nous intéressent.

Si Soja a raison d'écrire que "Man is a territorial animal and territoriality affects human behavior at all scales of social activity" (Soja, 1971), il a tort de s'arrêter en si bon chemin car il aurait pu (dû ?) ajouter que l'homme est un animal sémiologique dont la territorialité est conditionnée par les langages, les systèmes de signes et les codes (Raffestin, 1987 : 4).

Par ailleurs, c'est aussi Raffestin (1986) qui a évoqué l'idée de la « multidimensionnalité du vécu territorial ». Cette notion nous sert de point de départ pour préciser certaines définitions associées au concept largement théorisé de la territorialité, qui renvoient à des dimensions distinctes de celle-ci (Bédard, accepté pour publication). Nous les avons regroupées sous trois appellations : matérielle, culturelle et politique.

Précisons d'entrée de jeu que ces trois dimensions sont inextricablement liées et ne peuvent être comprises qu'en relation les unes aux autres. Ainsi la territorialité matérielle, qui réfère au territoire tangible et aux pratiques concrètes, est indissociable de ses dimensions culturelle et politique. Il en est ainsi car les pratiques modulent les valeurs identitaires et les représentations symboliques qui guident ensuite les choix et

les aspirations politiques. La territorialité dévoile la manière dont chacun tisse sa relation aux territoires qu'il pratique, qu'il représente et auxquels il s'identifie (Di Méo, 2006). L'espace de vie quotidien, l'espace vécu et l'espace projeté renvoient ainsi à des relations matérielles et idéelles enchevêtrées sur un même territoire. Si nous traitons de ces trois dimensions de la territorialité comme autant de concepts-clés distincts, c'est pour mieux les définir et les articuler dans la vue d'ensemble de la territorialité contemporaine des Innus d'Ekuanitshit. La figure 1.2 illustre de façon schématique l'articulation de notre hypothèse principale, soit la transformation de la territorialité des Innus (HP) en trois hypothèses secondaires (HS) qui renvoient aux différentes déclinaisons de celle-ci et aux concepts-clés que nous leur associons.

1.4.1 Territorialité matérielle : territoire et pratiques

La première hypothèse secondaire renvoie à une territorialité qui serait davantage générique ou primaire, soit celle des relations territoriales matérielles. En effet, nous nous intéressons avec cette hypothèse aux changements physiques de la rivière et de ses rives, puis aux perturbations concrètes qu'ils occasionnent sur les pratiques territoriales traditionnelles, telles que la chasse, la pêche et la cueillette ainsi qu'aux nouvelles pratiques occasionnées par le chantier hydroélectrique.

Pour cette première acception de la territorialité, les deux concepts-clés mobilisés sont le territoire, en tant que milieu de vie, et les pratiques qui s'y déroulent, en tant que modes de vie. Bien que le territoire s'inscrive en filigrane dans toutes nos hypothèses, il est retenu ici comme concept-clé à part entière en tant qu'entité matérielle pour dégager et caractériser les changements visibles aux cadres naturel et bâti induits par l'harnachement de la rivière. Il est pour cela encore défini comme l'espace de vie quotidien des membres de la communauté d'Ekuanitshit.

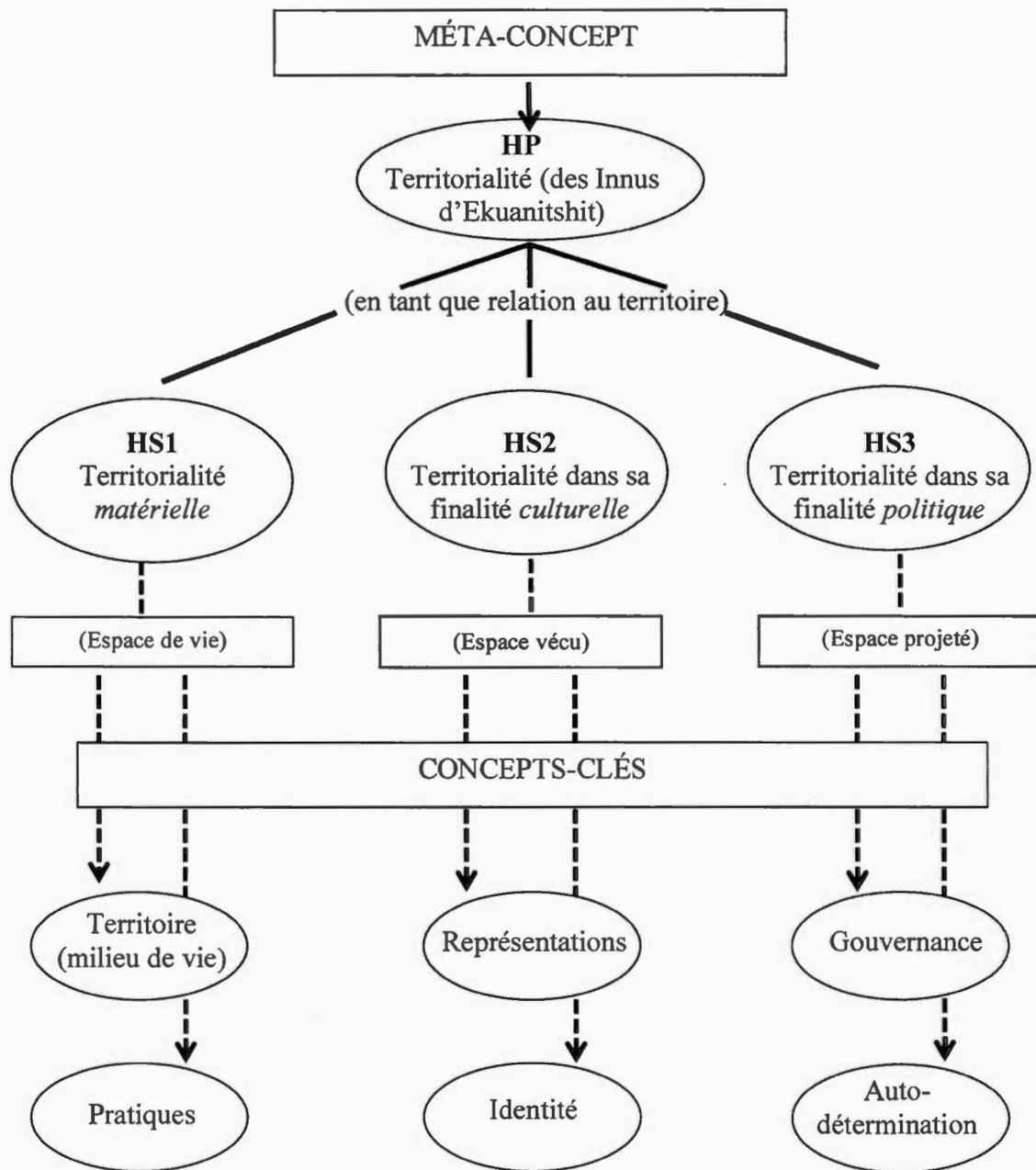


Figure 1.2 : Schématisation du cadre conceptuel

Le deuxième concept-clé retenu est directement lié au premier, soit les pratiques territoriales concrètes des membres de la communauté, qu'elles soient dites traditionnelles (pêche, chasse, cueillette, etc.) ou nouvelles (emplois directs et indirects liés au chantier). On s'intéresse par son truchement à l'incidence directe du chantier et de l'inondation du territoire sur les activités qui y sont pratiquées, qu'elles soient de subsistance, de plaisir, d'emploi, de sociabilité, etc. Di Méo (2015) définit les pratiques comme une manière concrète ou matérielle d'établir une relation avec l'espace. Le terme renvoie ainsi à « un mode de vie, au sens où une pratique peut être habituelle, liée à la vie quotidienne » (Lussault, 2013a : 811). En somme, on s'intéresse pour cette première déclinaison de la territorialité à son aspect tangible, autant au niveau des changements des paysages que des pratiques socioterritoriales quotidiennes des Innus d'Ekuanitshit depuis le début des travaux du chantier.

1.4.2 Territorialité culturelle : représentations et identité

Dans un deuxième temps, nous nous intéressons à la territorialité dans ce qu'elle comprend d'immatériel, que nous identifions avec le terme de territorialité culturelle. Si la première hypothèse secondaire explore les transformations du territoire comme entité *matérielle* et des pratiques qui s'y déroulent, la seconde concerne plutôt l'indicible, les significations et les valeurs responsables de ces transformations et pratiques. Le territoire est donc ici entendu dans sa dimension davantage abstraite, comme une « entité *identitaire* [...] qui en fait un attribut d'identification essentiel à toute collectivité en vertu de ses fortes dimensions symboliques » (Debarbieux, 1995 ; Bonnemaïson, 1996 in Bédard, 2015 : 3).

À partir des années 1980 surtout, la géographie culturelle, s'inspirant du courant humaniste, s'est intéressée au sens que les individus et les groupes accordent à leurs pratiques et à l'ensemble des valeurs culturelles et sociales qui les guident (Lussault,

2013a). Di Méo, que nous venons d'invoquer dans notre définition des pratiques quotidiennes puisqu'il les aborde comme sources de territorialité au niveau objectif, les projette aussi à un niveau subjectif, qui est de l'ordre du symbolique :

Si les pratiques produisent et reproduisent au quotidien les espaces géographiques en tant que structures objectives, elles nourrissent également, du fait de leur répétition et de leur inévitable rationalisation, mais aussi par le médium des images et des sensations qui naissent dans l'esprit de chacun au cours de leur déroulement, des représentations territoriales plus abstraites que l'on qualifiera de structures cognitives (Di Méo, 1999 : 78).

La notion de représentation est retenue comme premier concept-clé pour opérationnaliser la dimension culturelle de la territorialité. La représentation, contrairement à la perception qui s'opère comme un acte instantané lorsqu'on se trouve en présence de l'objet observé, consiste à évoquer des objets en leur absence (Bailly, 2015).

Autrement dit, s'effectuant en l'absence du phénomène, la représentation est un mode d'entendement indirect et abstrait grâce auquel l'être humain non seulement rend « à nouveau » sensible – une opération de « redite » que souligne le préfixe re - un phénomène oublié ou lointain qu'il a déjà perçu en vertu d'une image, d'un signe, d'un mot le rappelant, mais qui, encore et surtout, exprime par l'encodage que permettent ces mêmes image, signe et mot, ce que ce phénomène signifie, non plus en lui-même, mais par et pour ce même individu (Bédard, sous presse).

Elle se définit encore comme une « une création de schémas pertinents du réel qui aident à fonctionner dans le monde. La représentation permet alors de structurer mentalement l'espace pour le pratiquer en fonction de nos valeurs et de nos objectifs » (Bailly, 2015). C'est ainsi que le groupe culturel ou « l'ethnie se crée et se conforte par la profondeur de son ancrage au sol » et par le biais de représentations symboliques qui structurent l'espace selon ses finalités (Bonnemaison, 1981 : 254). Prises dans ce sens, les représentations de paysages et de lieux peuvent ensuite servir à informer en retour les individus ou les collectivités sur leur propre identité.

D'ailleurs, la notion de paysage, employée pour l'analyse de nos résultats, nous servira de porte d'entrée aux représentations de la rivière chez les Innus.

L'identité est retenue comme deuxième concept-clé. La relation plus holistique des Autochtones au territoire, précédemment évoquée, nous pousse à opter pour une définition de l'identité dite territoriale. En s'identifiant à un territoire particulier, en s'y engageant par la pratique et le langage, en le valorisant, voire en le défendant, les individus ou les collectivités forgent leur singularité identitaire (Lussault, 2013b). Les travaux en géographie culturelle positionnent l'identité dans le « triangle magique » culture-territoire-identité (Debarbieux, 2006). Les chercheurs de cette branche de la discipline géographique insistent sur le rôle fondamental de la relation au territoire dans la constitution de l'identité comme son fondement géographique (Bonnemaison, 1981 ; Di Méo, 2002 ; 2004). Les « ressources substantielles puisées à même le territoire, matérielles et idéelles, symboliques en particulier via des objets, des choses, des paysages et des lieux construisent et confortent l'identité » (Gagnon, 2013 : 20). De ce fait, le territoire ne serait pas le simple reflet d'une culture, mais plutôt son « incarnateur » (Bonnemaison, 1981 : 262) :

C'est par le territoire que s'incarne la relation symbolique qui existe entre la culture et l'espace. Le territoire devient dès lors un « géosymbole » : c'est-à-dire un lieu, un itinéraire, un espace, qui prend aux yeux des peuples et des groupes ethniques, une dimension symbolique et culturelle, où s'enracinent leurs valeurs et se conforte leur identité (Bonnemaison, 1981 : 249).

L'identité est donc ici considérée comme la source et comme le résultat de plusieurs processus territoriaux : identification du groupe à son milieu de vie ; projection sur le territoire d'une conception du monde et de la structure du groupe lui-même par le recours à des schèmes spatiaux ; inscription de « marqueurs » territoriaux visant à singulariser le groupe aux yeux des autres et à créer des discontinuités symboliques (Debarbieux, 2006).

À la lumière de ce qui précède, nous supposons que l'identité individuelle et collective des Innus est en partie tributaire de leur identification et de leur attachement à la terre ancestrale, le *Nitassinan*. Or, comme le territoire est en mutation incessante selon les nouveaux rapports socio-spatiaux qui s'y tissent, nous pouvons avancer, tout comme Di Méo (2004), que le complexe identitaire se trouve également en recomposition constante compte tenu des changements qui surviennent. Notre deuxième hypothèse secondaire, rappelons-le, postule que l'identité des Innus risque de se transformer avec l'adoption de nouvelles représentations et valeurs résultant de l'arrivée du chantier, de la transformation subséquente de leur territoire, et de l'influence de la culture allochtone majoritaire. Leur identité, que nous supposons liée à des pratiques et des représentations dites traditionnelles, serait maintenant plus hybride. Le rôle de l'héritage et des traditions, les référents territoriaux qui prévalent dans l'autodéfinition des Innus rencontrés, ainsi que l'influence du chantier et de la culture majoritaire dans les valeurs identitaires sont quelques-uns des indicateurs retenus pour étudier les transformations en cours.

Bonnemaison (1981), dans sa conception culturelle de la territorialité, souligne que celle-ci provient à la fois d'une relation interne au territoire, qui est sécurisant en tant que symbole d'identité, à la fois d'une relation externe à celui-ci, davantage empreinte de mobilité, de liberté et, parfois, d'aliénation. Sur ce point, il rejoint Raffestin qui, rappelons-le, définit la territorialité comme un processus profondément relationnel, modulé par des relations à l'altérité (1987). Ainsi, nous supposons que l'identité contemporaine des Innus résulte d'un processus de médiation entre une relation interne plus organique au territoire et une relation externe marquée par des rapports d'influence ou de force avec la culture dominante, l'arrivée de grands projets dans la région et la nécessité pour eux de s'y engager. D'une conception culturelle de la territorialité, nous cheminons ainsi vers une conception davantage politique, qui constitue le cœur de notre troisième hypothèse secondaire.

1.4.3 Territorialité politique : gouvernance et autodétermination

Notre troisième hypothèse secondaire postule que l'évolution des relations interethniques et l'imbrication des structures politiques autochtones à celles des allochtones obligent une forme de compromis aux aspirations politiques des Innus. Celles-ci s'inscriraient désormais à la fois dans un désir de réaffirmation identitaire et dans une obligation d'intégrer les structures étatiques existantes.

Pour cette dernière hypothèse, c'est donc à la dimension politique de la territorialité que nous référons. Rappelons, à cet effet, la conception de la territorialité selon Sack (1983) qui la définit comme une stratégie d'influence et de contrôle des objets, des personnes et des relations, par le truchement du contrôle d'un espace géographique donné. Sack s'intéresse davantage à la finalité, qui est le contrôle d'un territoire, alors que Raffestin (1987) s'intéresse davantage aux modalités pour y arriver, c'est-à-dire aux relations entretenues par l'être humain avec l'altérité. Même si leurs conceptions respectives de la territorialité ont souvent été posées en opposition (Murphy, 2012), elles sont considérées ici de manière complémentaire pour définir les deux concepts-clés qui structurent selon nous la territorialité politique, soit la gouvernance et l'autodétermination.

La gouvernance est retenue en ce qu'elle reflète les modalités et les processus utilisés par les Innus pour obtenir plus de contrôle sur les matières les affectant. L'autodétermination, elle, renvoie plutôt à la finalité souhaitée des processus en place. Nous utilisons ainsi les approches des deux chercheurs conjointement pour voir comment le contexte historique et les relations externes (Raffestin, 1987) ont donné forme à un projet socio-territorial, dans ce cas-ci le projet de gouvernement régional innu, soit une stratégie territoriale d'autodétermination (Sack, 1983).

Le lien entre territoire, gouvernance et autodétermination chez les peuples autochtones est une question qui suscite de nombreux débats dans la communauté de chercheurs intéressés par ces interrogations (Lajoie, 2007). Ceux-ci tentent notamment de résoudre l'épineuse question des revendications territoriales autochtones. Le territoire est-il ainsi une condition essentielle au déploiement de la gouvernance et de l'autodétermination autochtones (Otis, 2006 ; Dubois, 2011) ? Autrement dit, peut-on envisager la gouvernance autochtone sans la gouvernance territoriale ? Ces questions non résolues découlent largement de l'importance accordée – ou non – à l'identité territoriale dans la gouvernance chez les Autochtones. Lorsque l'identité des Autochtones est définie de façon essentielle ou ontologique, la rendant tributaire du lien organique entre ceux-ci et leur terre ancestrale, le territoire apparaît incontournable dans la question de la gouvernance autochtone (Leclair & Otis in Lajoie, 2007). À l'opposé, si le territoire est pris comme une simple modalité juridique ou institutionnelle, et non comme une condition obligée du déploiement de la gouvernance, celle-ci peut être envisagée de façon beaucoup plus large, et déborder le cadre des seules revendications territoriales (Otis, 2006 ; Leclair & Otis in Lajoie, 2007). Pour englober toutes ces possibilités, nous avons choisi une définition de la gouvernance autochtone très large, qui n'est pas strictement territoriale : « Tout processus de prise de décision par une ou des personnes revêtues d'une autorité reconnue ou acceptée comme légitime, touchant des matières d'intérêt commun affectant au moins une partie sinon la totalité des membres d'une collectivité » (Rocher in Lajoie, 2007 : 1).

Rappelons également que notre hypothèse postule un degré de compromis dans la territorialité politique des Innus, et donc d'une certaine hybridité dans les processus de gouvernance. L'évolution de l'identité des Innus, entre tradition et modernité, n'est pas étrangère à la tension qui existe aussi dans la gouvernance.

Cette importance incontournable de l'identité dans la gouvernance chez les Autochtones tient évidemment à la tension aigüe vécue entre la culture et la vie traditionnelles d'une part, et les exigences de la société euro-canadienne, son économie, sa politique, ses idéologies, d'autre part. La participation aux deux, à des degrés et sous des formes variables, les aménagements, adaptations et compromis nécessaires leur imposent une situation que nous appelons « d'hybridité » à la fois culturelle, économique, spirituelle et politique (Lajoie, 2007 : 3).

La gouvernance autochtone renvoie donc nécessairement aux rapports de force entre la communauté d'Ekuanitshit et les sociétés québécoise et canadienne (Savard, 2009). Nous chercherons à voir par le truchement de ce concept-clé comment les relations externes avec les communautés autochtones et allochtones voisines, ainsi qu'avec les paliers de gouvernements provincial et national ont évolué et à en connaître l'incidence sur les processus décisionnels liés au chantier de la Romaine. Pour le moment, nous faisons nôtre l'idée selon laquelle la relation particulière des Innus avec le territoire serait « précarisée par l'insuffisance de leur participation aux décisions qui affectent l'utilisation des ressources sur leurs territoires ancestraux » (Germain, 2015 : 3).

Par ailleurs, les chercheurs intéressés par la gouvernance autochtone rappellent que celle-ci varie largement d'une communauté à l'autre selon les volontés d'autodétermination de chacune (Lajoie, 2007). Elles n'aspirent pas toutes au même degré d'intégration aux structures étatiques canadiennes (Leclair & Otis in Lajoie, 2007). C'est pourquoi, dans un deuxième temps, nous nous intéressons à la finalité politique souhaitée par les Innus d'Ekuanitshit. C'est plus spécifiquement sur le projet de gouvernement innu que nous nous pencherons, en tant que stratégie d'autodétermination. Nous définissons l'autodétermination telle qu'elle est entendue dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (ONU, 2007). Ces derniers, en vertu de ce droit, « déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel » (Art. 3). Ils

peuvent en outre, « être autonomes et s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales, ainsi que disposer des moyens de financer leurs activités autonomes » (Art. 4). Enfin, ils ont le droit de « maintenir et de renforcer leurs institutions politiques, juridiques, économiques, sociales et culturelles distinctes, tout en conservant le droit, si tel est leur choix, de participer pleinement à la vie politique, économique, sociale et culturelle de l'État » (Art. 5). Munie de ce concept-clé, nous désirons, d'une part, savoir à quels types de besoins identitaires et politiques le projet de gouvernement régional souhaité par les Innus répond et comment il s'intègre – ou non – dans les structures existantes. D'autre part, nous voulons savoir si celui-ci passe nécessairement par le contrôle d'un territoire particulier, dans ce cas-ci du territoire ancestral dont fait partie la rivière Romaine.

CHAPITRE II

TERRAIN D'ÉTUDE, CADRE D'ANALYSE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Nous pouvons maintenant préciser le cadre spatio-temporel, le cadre d'analyse et la démarche méthodologique qui nous permettront d'éprouver les hypothèses qui structurent notre problématique. D'entrée de jeu et compte tenu que nous nous intéressons à la relation matérielle et idéale des Innus à la rivière Romaine, nous empruntons une approche qualitative s'inspirant des géographies humaniste et indigène. Notre démarche méthodologique est en effet, rappelons-le, largement structurée par le courant indigène, qui commande des méthodes de recherche basées sur des relations respectueuses, réciproques et collaboratives avec la communauté concernée, soit la communauté innue d'Ekuanitshit.

2.1 Cadre spatio-temporel de la démarche

Les deux échelles spatiales retenues dans le cadre de cette recherche font appel à deux acceptions innues du territoire. La première, *Innu Asi*, renvoie à l'espace de résidence (Hamelin in Chartier & Désy, 2014), dans ce cas-ci, la réserve d'Ekuanitshit (cf. figure 2.1). Précisons que cette échelle comprend également les campements au chantier, en tant que nouvel espace de vie et de résidence quotidien pour les travailleurs innus. Notre travail de terrain a été mené à l'échelle de la communauté comme telle puisque nous nous intéressons aux impacts du projet hydroélectrique sur celle-ci. La réserve d'Ekuanitshit couvre une superficie totale de 19,15 km². Les participants de notre étude ont été majoritairement recrutés parmi les 464 membres de la communauté (MAMOT, 2015).



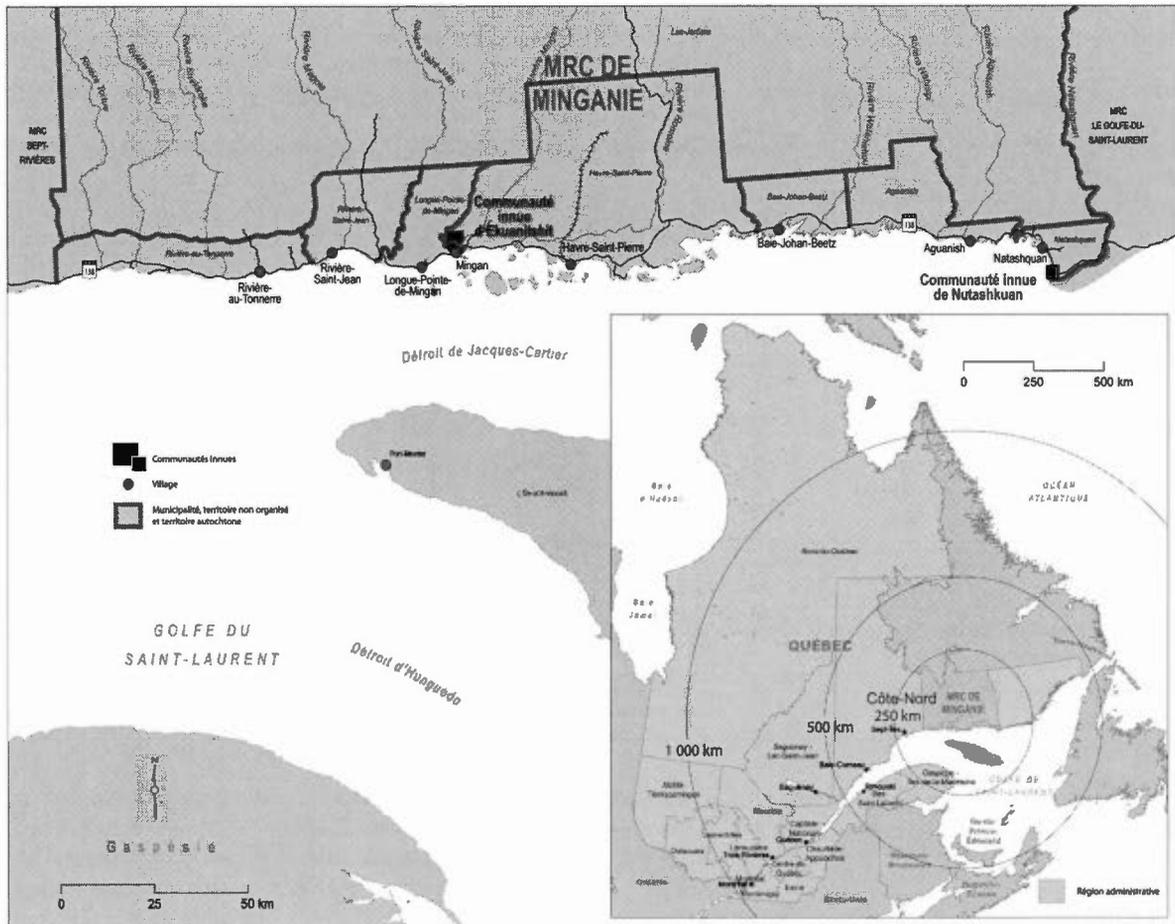
Source : ARUC Tetauan, 2011

Figure 2.1 : Photographie aérienne de la réserve d'Ekuanitshit

La deuxième échelle renvoie plutôt à une vision plus holistique du territoire. Concrètement, nous nous attardons au *Nitassinan*, le territoire ancestral des communautés innues, dont la rivière Romaine est partie intégrante. La carte du *Nitassinan* à l'échelle du Québec et du Labrador (cf. figure 2.2) est composée de l'ensemble des territoires ancestraux de chaque communauté innue⁵. Le territoire ancestral autour de la rivière Romaine, qui englobe la Municipalité régionale de comté (MRC) de la Minganie (cf. figure 2.3) est retenu comme deuxième échelle d'analyse des relations au territoire des Innus d'Ekuanitshit, pour saisir l'étendue des transformations induites par l'harnachement de la rivière. Des clés de lecture pour

⁵ Dans le cadre de nos recherches, nous n'avons pas pu avoir accès à la carte du *Nitassinan* spécifique de la communauté d'Ekuanitshit, ni confirmer l'existence d'une telle carte.

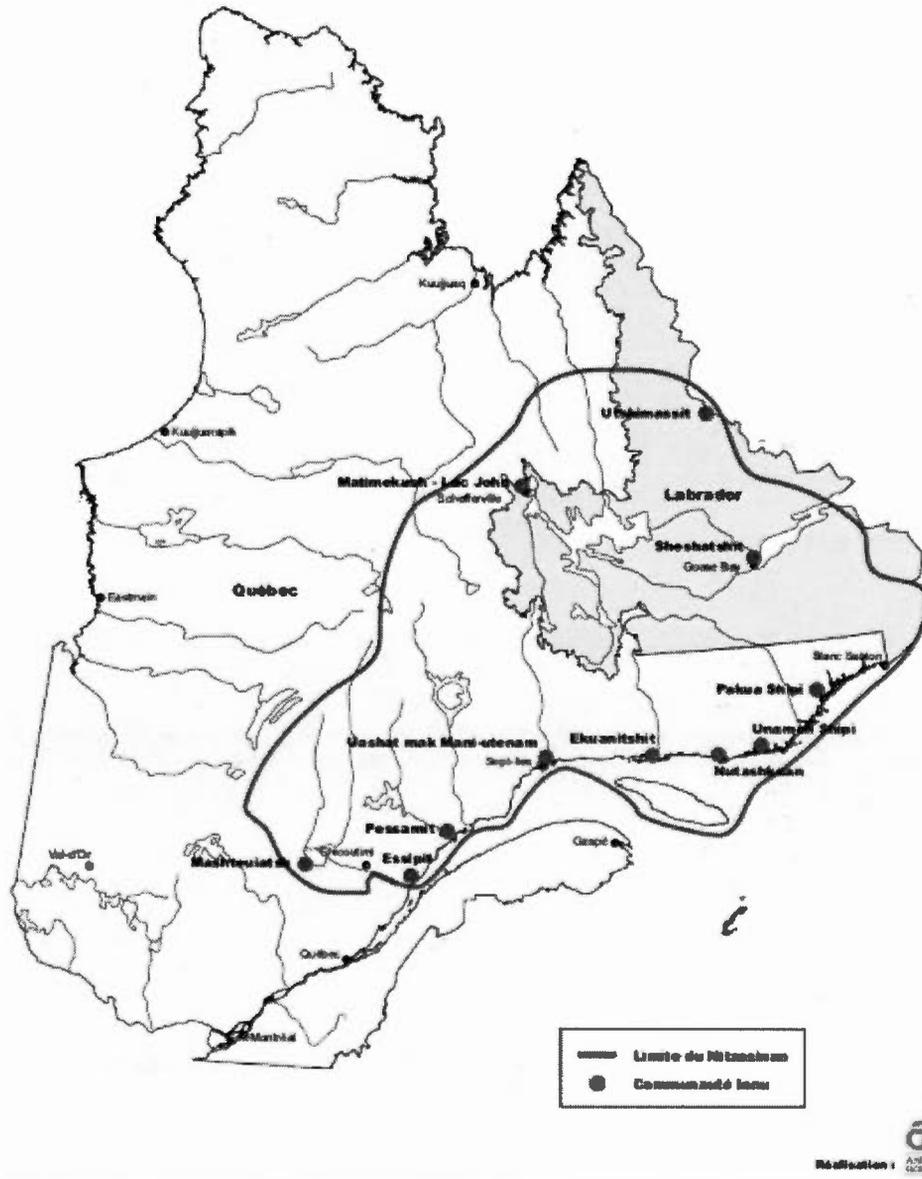
faciliter la compréhension des échelles du terrain d'étude apparaîtront au fil de la présentation et de l'analyse des résultats.



Source : Département de géographie, UQAM, 2014

Figure 2.2 : Carte de la MRC de la Minganie et localisation d'Ekuanitshit

NATION INNU DU QUÉBEC ET DU LABRADOR



Source : Agence Mamu Innu Kaikusshet (AMIK), 2015

Figure 2.3 : Carte du *Nitassinan* de l'ensemble des communautés innues du Québec et du Labrador

Pour mieux saisir la territorialité contemporaine des Innus d'Ekuanitshit, nous devons établir un parallèle avec leur territorialité traditionnelle. Même si notre attention est davantage portée sur la période couvrant l'annonce et la réalisation des barrages, nous effectuerons quelques retours en arrière pour mieux contextualiser l'ampleur des changements apportés entre autres par l'arrivée du chantier. De ce fait, le chantier agit comme un point central dans notre analyse diachronique en trois temps de la territorialité des Innus : leurs rapports au territoire avant l'arrivée du chantier ; les impacts des transformations en cours ; les visions d'avenir. Attendu que nous nous intéressons inégalement à trois périodes distinctes, la première sera plus de contextualisation, la deuxième formera le cœur même de notre recherche et la troisième servira plutôt d'ouverture.

Pour qualifier la territorialité réellement traditionnelle des Innus, il aurait fallu la retracer jusqu'à la période précoloniale. Or, les premières sources de documentation écrite sur les peuples autochtones du Québec remontent à l'époque coloniale et aux premiers récits de voyage des Européens. Les Innus, comme les autres nations autochtones du Québec, sont un peuple de tradition orale (Vincent, 2013). De surcroît, notre intérêt de recherche porte principalement sur les changements contemporains apportés par la venue du chantier. Ainsi, malgré quelques aperçus de la vie traditionnelle depuis les premiers contacts avec les colons au XVII^e siècle (Girard & Brisson, 2014), notre contextualisation historique remontera au passage d'un mode de vie nomade à un mode de vie sédentaire, en partie suscité par l'influence de la culture allochtone, et en partie forcé par la mise en réserve (Beaulieu, 2013). Comme la Côte-Nord est demeurée longtemps une région géographiquement éloignée des intérêts économiques des gouvernements, les réserves y ont été créées plus tardivement qu'ailleurs. La réserve d'Ekuanitshit n'a ainsi été fondée officiellement qu'en 1963. Une attention particulière sera donc portée à ce bouleversement marquant dans la période pré-chantier, liée à la forte probabilité de son incidence sur les pratiques telles que la chasse, la pêche et la cueillette.

La période temporelle qui nous intéresse plus spécifiquement est celle couvrant le projet hydroélectrique de la Romaine, des balbutiements de l'avant-projet au début des années 2000, incluant les consultations et négociations en 2008, jusqu'à la complétion des travaux prévue en 2019. Concrètement toutefois, notre période d'étude s'arrête à l'automne 2015, soit au moment de notre collecte de données sur le terrain. Enfin, la période post-chantier a pu seulement être anticipée par des questions aux participants sur leurs visions de l'avenir. Nous ne pouvions pas évaluer avec certitude les traces durables que laissera le chantier sur la territorialité des Innus d'Ekuanitshit. On peut tout au plus tenter de prédire les impacts sur le long terme et apporter des pistes de réflexion sur le visage que prendra le développement territorial de la région, et le rôle que les Innus y joueront.

2.2 Types de recherche et d'approche

Notre recherche sur la territorialité des Innus d'Ekuanitshit est de nature fondamentale. Notre objectif est de comprendre le phénomène à travers la lunette spatio-temporelle que nous fournit le contexte du chantier de la Romaine. Nous visons à faire avancer les connaissances sur les réalités territoriales contemporaines des communautés autochtones nordiques confrontées à des projets majeurs de développement, en prenant la communauté d'Ekuanitshit comme cas-type. Aucune application concrète immédiate ni d'intervention sur le terrain n'est prévue.

La recherche en est aussi une de nature exploratoire et inductive, en ceci que le phénomène que nous étudions est très peu connu et documenté. Aucune étude spécifique approfondie n'a été menée sur les impacts du chantier de la Romaine sur les pratiques territoriales, les représentations, l'identité et la gouvernance des Innus d'Ekuanitshit. Nous allons pour cela nous baser sur notre observation de la réalité pour notre collecte de données. De surcroît, la recherche exploratoire et inductive

s'harmonise fort bien avec les méthodologies indigènes qui appellent plutôt ce type d'approche. Les représentations, les intérêts et les préoccupations des Innus quant à leur relation au territoire nous ont en effet été dévoilés progressivement par le travail de terrain et l'établissement d'une relation de respect et de confiance avec eux.

Par ailleurs, notre recherche est de nature principalement descriptive. Nous ne chercherons pas à modéliser le phénomène étudié, mais plutôt à le décrire. Elle est également partiellement explicative. Compte tenu nos hypothèses, nous cherchons, au-delà de la simple description, à comprendre les tenants et aboutissants des éventuelles transformations de la territorialité des Innus. Or, nous n'avons pas la prétention de pouvoir expliquer tous les fondements de la territorialité autochtone, dont une grosse partie nous demeure inaccessible car chercheure non autochtone. Nous nous évertuerons ainsi surtout à décrire nos observations et les impressions des participants innus sur les transformations du territoire et de leur rapport à celui-ci depuis l'arrivée du chantier, tout en explorant quelques pistes d'explication.

La recherche exploratoire-inductive-descriptive s'inscrit dans une approche qualitative dont le but « est de faire ressortir la signification que le phénomène étudié revêt pour ceux qui s'y intéressent, et qui donc influent sur ledit phénomène » (Bédard, 2015 : 68). En somme, nous cherchons à mieux connaître et décrire les pratiques et les significations de la rivière, en vue de ses transformations, selon la perspective des Innus qui habitent le territoire en question.

2.3 Séjours de terrain et collecte de données

Notre collecte de données s'est appuyée sur différentes sources. Dans un premier temps, pour l'élaboration de notre problématique, et de nos cadres théorique et conceptuel, nous avons fait usage de sources écrites, parmi lesquelles des études

d'impacts, des livres, des articles scientifiques, des thèses de doctorat et des mémoires de maîtrise sur les questions et les approches théoriques et méthodologiques qui nous interpellent, ainsi que divers articles d'actualité concernant le projet de la Romaine parus dans les journaux régionaux (par exemple *Le Nord-Côtier*) et provinciaux. Ces différentes sources littéraires, notamment les articles scientifiques, ont également servi pour appuyer l'analyse et l'interprétation de nos résultats.

Outre ces écrits officiels et non officiels, nous avons eu tout spécialement recours à des entrevues semi-dirigées, qui constituent la source d'information privilégiée de notre démarche. Les entretiens sont particulièrement utiles pour « cerner les systèmes de représentations ou de perceptions, de même que les ensembles de valeurs ou de normes véhiculées par un individu » (Bédard, 2015 : 110). Typique à une démarche méthodologique s'inspirant du courant indigène, le choix de ces entrevues vise à favoriser les points de vue uniques des participants rencontrés. De surcroît, les entrevues semi-dirigées invitent le chercheur à se laisser guider par le rythme de l'échange et du contenu, sur un mode plus flexible, semblable à celui de la conversation, pour aborder les thèmes de son étude (Savoir-Zajc, 2006).

Ces entrevues ont eu lieu lors de deux séjours de terrain dans la communauté : un premier d'une durée d'un mois en mai 2015, et un second d'une durée de trois semaines en septembre 2015. La répartition de notre travail de terrain sur deux périodes se justifie pour des raisons éthiques et opératoires. Au niveau éthique, la recherche collaborative en milieu autochtone préconise le développement d'une relation de confiance et de respect mutuel entre le chercheur et les participants. Le fait de retourner souvent au sein d'une communauté, de se faire connaître, d'assister à des événements culturels importants, etc., consolide cette relation aux yeux des membres de la communauté (Smith, 1999). Le premier mois de terrain à Ekuanitshit a donc été dédié à la prise de contact avec les membres du Conseil de bande, à la présentation

des intérêts et des objectifs de recherche, à l'élaboration d'une entente de recherche officielle suivant les recommandations du protocole de recherche établi par l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL, 2014), à sa signature, à la présentation de documents complémentaires, entre autres le certificat éthique obtenu par l'UQAM, les formulaires de consentement destinés aux participants et les grilles d'entrevue (annexe A) ainsi qu'à la réalisation de quelques entrevues en pré-test pour éprouver nos questions et les ajuster au besoin. Le deuxième séjour de terrain a, quant à lui, servi à la complétion des entrevues et à la participation à plusieurs activités communautaires sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

Nous souhaitions initialement réaliser des entrevues de type « récit de vie », s'appuyant sur une seule question large : « Qu'est-ce que la rivière Romaine signifie pour vous ? ». Or, nous avons rapidement constaté lors de nos pré-tests en mai 2015 que des entrevues semi-dirigées étaient plus appropriées pour récolter les informations désirées. La barrière de la langue est l'une des raisons de ce choix. Il nous a semblé que les participants étaient plus à l'aise de s'exprimer dans leur langue seconde, le français, sur des thèmes précis. Au final, une seule entrevue de type « récit de vie » a été réalisée avec un acteur-clé, toutes les autres étant semi-dirigées. Mentionnons tout de même que les questions d'entrevue étaient ouvertes (annexe A), dans l'objectif d'accorder le plus de flexibilité possible aux intérêts et préoccupations des participants. La première question posée se rapportait à la dimension idéale de la territorialité des Innus (QS2). Puis, des questions de relance sur cinq thèmes transversaux à nos trois questions et hypothèses secondaires étaient abordées : les activités à la rivière et les transformations apportées par le chantier, notamment sur les conditions de pratique des activités traditionnelles, mais également sur l'expérience quotidienne des Innus embauchés au chantier (QS1) ; les représentations des paysages avant et pendant le projet ainsi que les impacts additionnels ressentis, environnementaux, économiques et sociaux (QS1 + QS2) ; l'identité et le sentiment

d'appartenance au territoire ancestral et au chantier (QS2); les relations interethniques avec les allochtones, à l'échelle du chantier et de la région (QS3); enfin, les visions d'avenir concernant l'après-Romaine et la gouvernance (QS3). Ajoutons qu'une grille d'entrevue distincte a été élaborée dans le cadre du projet de recherche plus large dans lequel s'inscrit ce mémoire. Nous avons utilisé les questions de cette grille (annexe A) de façon complémentaire pour les participants rencontrés qui œuvraient ou qui avaient déjà œuvré au chantier, dans le but d'obtenir des informations plus spécifiques sur leur expérience quotidienne au chantier.

En priorisant l'histoire orale, comme le dicte les méthodologies indigènes (Vincent, 2013), soit les récits des Autochtones qui ont accepté de nous raconter leur vision de l'arrivée du projet de la Romaine, nous avons cherché à éviter autant que possible tout biais qui pourrait être causé par le chercheur. Le positionnement de celui-ci constitue d'ailleurs un des éléments-clés de l'approche indigène. Alors que la recherche universitaire classique maintient l'idée d'une distanciation entre le chercheur et son objet, la recherche en milieu autochtone appelle plutôt à une démarche de réflexivité critique de la part du chercheur (Smith, 1999; Kovach, 2009). Celui-ci doit ainsi être bien conscient de son rôle (et donc de son influence) dans la recherche lorsqu'il collecte, analyse et présente ses résultats de recherche. Idéalement, ce rôle devrait être celui d'un collaborateur qui a su gagner la confiance des participants. C'est ce que nous avons souhaité atteindre grâce à nos séjours prolongés dans la communauté.

Ce dernier point nous amène à préciser les efforts d'intégration qui ont été réalisés lors de ces deux séjours immersifs pour bâtir une relation de confiance avec les membres. Parmi ceux-ci, mentionnons la participation à des activités culturelles diverses, dont une sortie de pêche avec les jeunes du primaire, la fabrication de la bannique (pain sous le sable), l'expérimentation d'un *mateshan* (une tente de sudation traditionnelle), une soirée musicale à la Maison de la culture, des dîners

communautaires organisés avec les aînés, etc. Soulignons également la participation à un colloque de trois jours sur la violence familiale et conjugale, diverses messes à l'église, la visite d'une pourvoirie gérée par la communauté, notre présence à des conférences données par d'autres chercheurs (notamment sur l'érosion côtière et le saumon), la participation à une marche communautaire organisée par Sœurs par l'esprit en support aux femmes autochtones disparues ou assassinées, la participation à des activités sportives, des entrevues données à la radio communautaire sur le projet de recherche, un dîner spaghetti à l'école, etc.

Ajoutons également que, dans le respect de l'approche indigène, nous sommes retournée dans la communauté pour un séjour d'une semaine en novembre 2016 dans le but de partager et de diffuser nos résultats, suite à leur cueillette, leur analyse et leur interprétation. Nous reviendrons sur ce troisième séjour dans la conclusion du mémoire. Pour l'instant, mentionnons que le fait de « redonner » à la communauté qui a collaboré de la façon la plus accessible et compréhensible possible est un des postulats prioritaires de la recherche en milieu autochtone.

“They are ‘factors’ to be built in to research explicitly, to be thought about reflexively, [...] and to be disseminated back to the people in culturally appropriate ways and in a language that can be understood. [...] Two important ways are to do with ‘reporting back’ to the people and ‘sharing knowledge’. Both ways assume a principle of reciprocity and feedback” (Smith, 1999 : 15).

Ces séjours et différentes activités, en plus de servir à l'établissement d'une relation de confiance avec les membres de la communauté, ont également été précieux dans la réalisation d'observations directes et d'observations participantes. Nous n'avons pas procédé pour ce faire selon une grille d'observation établie d'avance, mais plutôt par la prise de notes intuitives dans un journal de bord, qui ont servi par la suite à mieux contextualiser nos résultats de recherche. Ajoutons également la visite du campement pour travailleurs des Murailles au kilomètre 36 et des travaux en cours au deuxième

barrage du chantier lors d'un séjour exploratoire en 2014⁶ comme source privilégiée d'observation directe des lieux et des interactions entre travailleurs. Celle-ci a été effectuée dans certains lieux-clés du chantier (la cafétéria, le centre multifonctionnel dit la « Bulle », le *shaputuan* érigé pour les travailleurs autochtones, etc.). L'observation réalisée au chantier et dans la communauté a été une source d'information complémentaire aux sources écrites et aux entrevues semi-dirigées.

2.4 Échantillonnage et description des participants

Nous avons recruté les participants pour nos entrevues suivant un mode d'échantillonnage non-probabiliste. Les participants ont été sélectionnés selon leur disponibilité et certains critères préétablis. Ils devaient être âgés minimalement de 20 ans pour s'assurer qu'ils étaient assez âgés à l'arrivée du chantier afin de ressentir et pleinement saisir ses impacts. Pour les recruter, nous avons procédé selon la technique d'échantillonnage en boule de neige ; cette méthode nous a permis de pénétrer plus aisément dans le réseau de la communauté d'Ekuanitshit, qui est relativement peu peuplée, et de tisser des liens avec ses membres. Comme nous avons participé à un cours-terrain exploratoire en août 2014, nous avons déjà quelques contacts-clés au sein de la communauté, qui ont été nos « points d'entrée » et qui nous ont référé à d'autres participants respectant nos critères de sélection. Nous avons ainsi recruté des travailleurs et ex-travailleurs du chantier, des acteurs-clés politiques, économiques et culturels, entre autres aux bureaux du Conseil de bande, à la Maison de la culture d'Ekuanitshit, et au centre d'affaires Kanikaniteth qui abrite la Société des entreprises innues d'Ekuanitshit (SEIE), ainsi que des membres de la société civile.

⁶ Séjour d'une durée d'une semaine en Minganie dans le cadre du cours *Relations interethniques* (GEO8220) au Département de géographie de l'UQAM, pendant lequel une douzaine d'entrevues avec des acteurs clés et des travailleurs au chantier, autochtones et allochtones, ont été réalisées.

Nous visions initialement une vingtaine d'entrevues dans la communauté. En définitive, 17 entrevues en profondeur ont été réalisées lors des deux séjours. Nous y avons ajouté une entrevue qui nous semblait pertinente et qui avait été réalisée avec un acteur clé allochtone lors du terrain exploratoire de 2014 dans le cadre du projet de recherche plus large, portant notre total d'entrevues à 18. Parmi celles-ci, 14 sont classées comme sources prioritaires puisqu'elles ont respecté la grille d'entrevue élaborée spécifiquement dans le cadre du mémoire. Les quatre autres ont été employées à des fins complémentaires, soit parce qu'elles explorent des questions différentes ou connexes, tirées de la deuxième grille d'entrevue, soit parce qu'elles sont incomplètes⁷. Bien que nous prévoyions interviewer exclusivement des Innus de la communauté, dans l'effort de décoloniser la recherche en accordant davantage de place aux voix des Autochtones et à leurs préoccupations, ce sont en fin de compte 14 Innus qui ont été interrogés. Nous avons fait une exception pour quatre allochtones qui occupent des positions particulières au sein de la communauté, ce qui leur conférait un entendement présumé intime des enjeux liés à l'arrivée du chantier : deux ont des conjoints innus, y résident et y travaillent à temps plein depuis plus de 20 ans ; les deux autres y travaillent mais résident dans des municipalités voisines. À noter que seuls les deux allochtones résidant à Ekuanitshit sont inclus dans les 14 entrevues principales.

Pour compléter cette présentation sommaire des répondants, mentionnons que la plus jeune participante avait 25 ans et la plus âgée 67 ans. La majorité des participants se concentrait entre 35 et 55 ans (13/18). Dix femmes et huit hommes ont été interrogés. Ces chiffres tombent respectivement à neuf et à cinq si on considère seulement les 14 entrevues essentielles. La figure 2.4 montre la répartition des participants selon leur origine ethnique et leur rôle.

⁷ De façon exceptionnelle, certaines questions, puisque les entrevues ont été menées en français, étaient incomprises ou mal comprises par les participants, résultant en des non réponses, ou des réponses partielles.

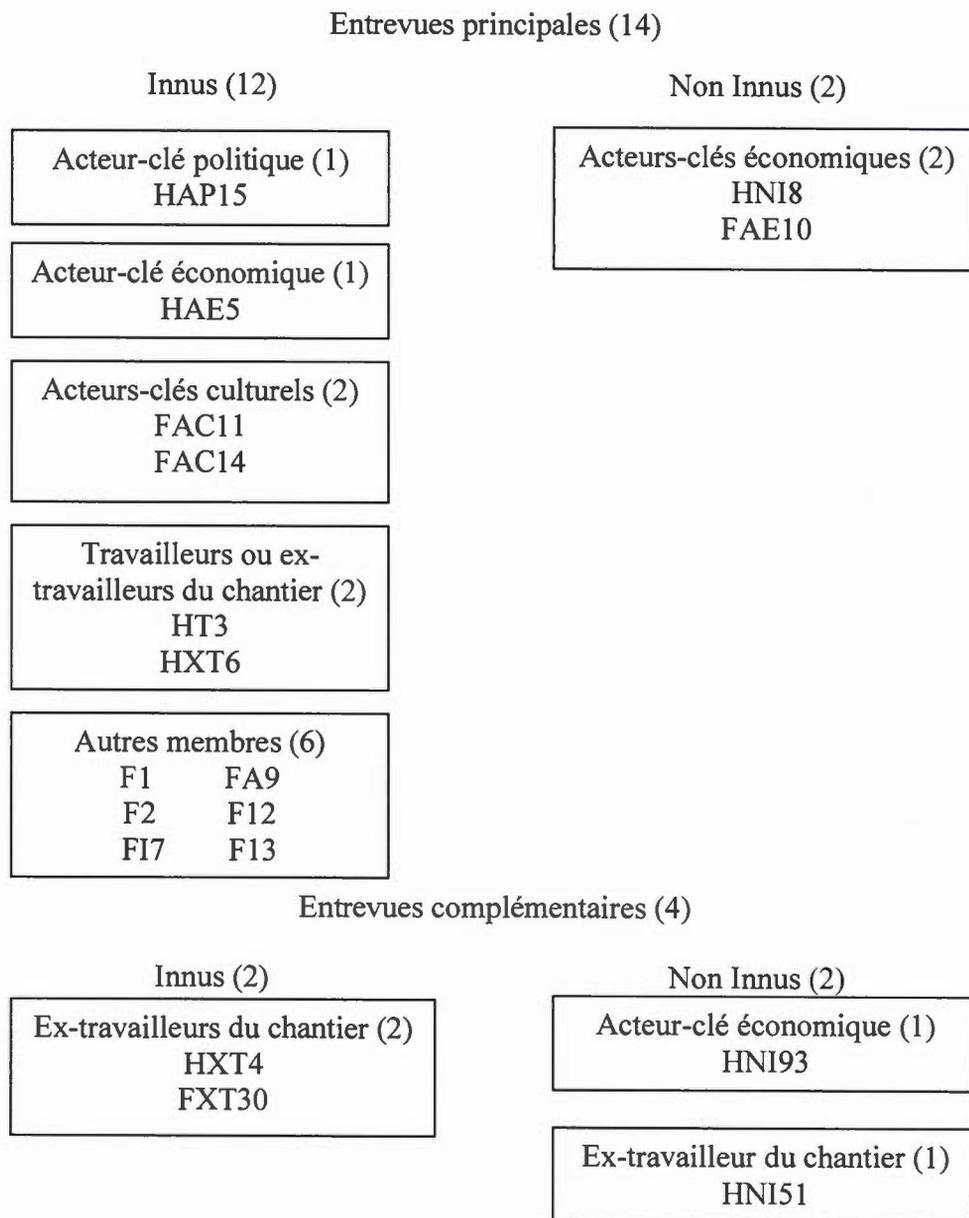


Figure 2.4 : Répartition des répondants des entrevues principales et complémentaires⁸

⁸ Des codes alphanumériques ont été attribués aux participants pour assurer leur anonymat (par exemple HAP15, FI7, etc.). Ces mêmes codes sont utilisés tout au long du mémoire lorsque les participants sont cités. Les lettres « H » et « F » désignent homme ou femme. « AP », « AC » et « AE » réfèrent respectivement à acteur clé politique, culturel ou économique. « T » désigne un travailleur du chantier, « XT » un ex-travailleur du chantier, « A » un aîné et « NI » un non Innu.

2.5 Techniques de traitement et mode d'analyse des données

Le traitement retenu pour l'analyse des informations recueillies est celui de la description analogique. Notre analyse ne procède pas à partir d'une grille structurée préexistante, mais plutôt par la construction par induction de classes, de catégories et de relations pertinentes à partir des données révélées par les entrevues et l'observation sur le terrain. Cette technique est souvent utilisée dans les études géographiques au caractère ethnographique plus affirmé (Bédard, 2015), comme c'est le cas pour la nôtre. Plus précisément, les entrevues ont été enregistrées, transcrites, codées puis analysées à l'aide du logiciel NVivo, un outil de traitement de données qualitatives. Un traitement horizontal des données a d'abord été mené pour recenser les réponses brutes de tous les participants interrogés selon les thématiques pertinentes des entrevues (tableaux bruts). Un traitement transversal des données a ensuite été effectué pour regrouper et catégoriser les réponses convergentes et divergentes (tableaux de fréquence). Ces fréquences nous ont permis de constater les tendances ressorties des résultats empiriques.

En conformité avec l'approche et les méthodologies préconisées par notre recherche, nous avons fait preuve de grande prudence dans l'interprétation des résultats en vue de la forte subjectivité de nos intérêts de recherche. L'analyse qualitative s'applique à des phénomènes qui ne sont pas par essence mesurables : « une croyance, une intuition, une représentation, une stratégie face à un problème, une procédure de décision, etc. » (Bédard, 2015 : 106). Ainsi, les résultats présentés ci-après ne seront jamais plus que partiels, de par la nature foncièrement qualitative de notre recherche, typique à une quête de l'essentiel bien plus qu'à une mesure précise, et de par notre position en tant que chercheure allochtone. Malgré ces limites, nous cherchons à apporter un éclairage nouveau sur les transformations des territorialités autochtones contemporaines par la fenêtre spatio-temporelle que constitue la réalisation d'un

méga-complexe hydroélectrique sur un territoire profondément significatif pour la nation innue.

CHAPITRE III

LA RIVIÈRE-CHANTIER AU CŒUR D'UNE IDENTITÉ EN CHANGEMENT

Notre travail de terrain empirique nous permet de mieux comprendre les transformations induites par l'arrivée du chantier sur la relation qu'entretiennent les Innus de la communauté d'Ekuanitshit à la rivière Romaine. Comme déjà précisé, nous avons eu recours au méta-concept de territorialité pour l'étudier. Les deux premières déclinaisons retenues de celle-ci concernent, rappelons-le, une dimension matérielle (QS1) et une dimension davantage immatérielle (QS2). La dimension matérielle concerne, rappelons-le, les transformations tangibles de la rivière et les activités y étant pratiquées. La dimension immatérielle relève plutôt des représentations en découlant et des impacts conséquents sur la culture et l'identité territoriale.

Avec ce premier volet de notre analyse, nous explorons de façon conjointe les résultats obtenus quant à ces deux acceptions. Pour ce faire, nous devons toutefois repositionner la territorialité matérielle des Innus comme étant partie intégrante de leur territorialité culturelle (ou identitaire). Celle-ci se trouve ainsi à chapeauter le tout (cf. figure 3.1). Ce raffinement conceptuel et analytique nous apparaît nécessaire pour deux raisons : premièrement, dans leurs discours, les participants ne dissocient pas nécessairement leurs pratiques de leurs représentations ce qui n'est pas étonnant puisque; deuxièmement, ces deux éléments sont indissociables dans la façon dont ils se nourrissent mutuellement et informent tour à tour l'identité spatiale des Innus de la communauté, qui s'inscrit dans leur territorialité culturelle. En d'autres mots, l'altération des paysages de la rivière par la construction de quatre barrages et l'enneigement subséquent de 300 km² de territoire, bouleverse simultanément les activités tangibles y ayant cours et le pendant idéal relatif à l'attachement, au sentiment d'appartenance et au sens des lieux.

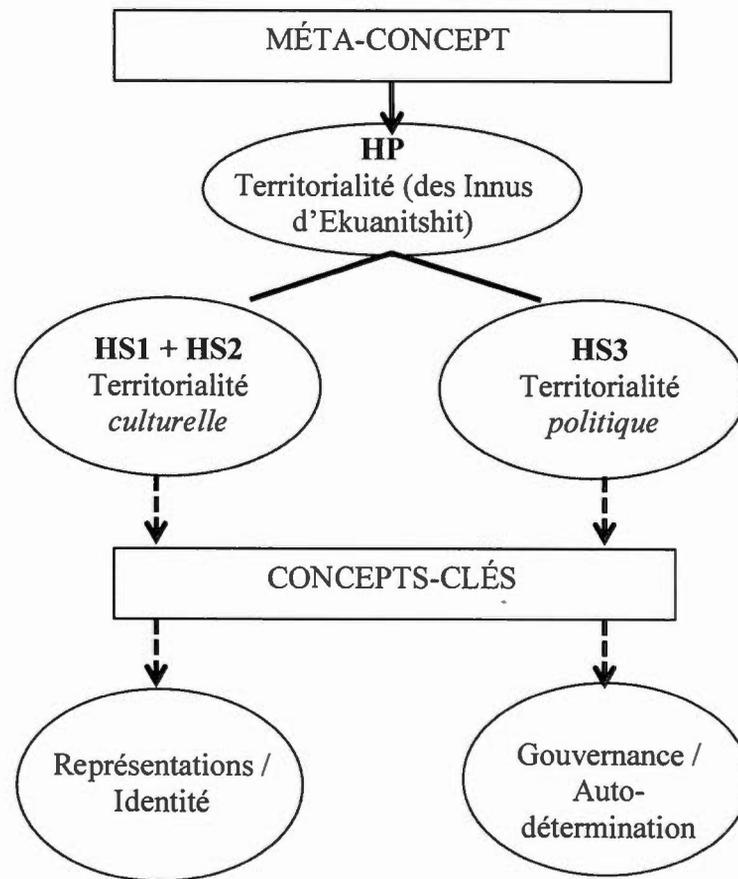


Figure 3.1 : Remaniement du cadre conceptuel

Le premier concept clé que nous avons retenu pour étudier la territorialité culturelle des Innus a trait à leurs représentations. Rappelons que celles-ci consistent à évoquer et interpréter des phénomènes en leur absence, par le travail de l'esprit, permettant ainsi de qualifier et de comprendre le sens accordé au dit phénomène par un individu (Bédard, sous presse). Ce sont des images, des sensations, des structures cognitives (Di Méo, 1999). Les paysages dépeints par les participants en entrevue ont constitué pour nous la porte d'entrée de l'analyse de leurs représentations de la rivière, une notion chapeautant ce chapitre sur laquelle nous nous attardons ici quelque peu. Issue de la géographie classique qui mettait l'accent sur les aspects visibles, la notion de

paysage reposait initialement sur l'idée de contemplation passive (Lussault, 2013c). Cette conception traditionnelle n'est pas sans intérêt puisqu'elle nous permet d'explorer un premier niveau d'analyse, soit les descriptions par les participants des composantes matérielles de la rivière et de sa métamorphose.

Notre deuxième niveau d'analyse déborde cette notion de contemplation détachée pour englober les valeurs idéelles et identitaires rattachées aux formes des paysages. Comme le note Lussault, la géographie culturelle considère que le paysage est « chargé de valeurs positives ou négatives, attractives ou répulsives, qu'il y a une relation entre leur état matériel et cet ordre de valeurs » (2013c : 756). La géographie a ainsi cheminé vers une définition de paysages moins figée, vécus et transformés par des interactions quotidiennes avec les personnes s'y identifiant :

“Thus, landscapes are not only material, being spaces we can visually see and experience or “walk through,” but also embedded with meanings, which are derived from daily encounters between people and landscape, and which circulate through visual and other representations, thus giving places symbolic and emotional significance” (Cater & Keeling, 2013 : 63).

En d'autres mots, cette seconde « définition géographique » de paysage nous permet d'imbriquer à la fois la façon dont les participants se représentent des composantes visuelles de la rivière et des barrages, ainsi que leur attachement et leur identification à ces mêmes paysages symboliquement chargés de sens dont ils les investissent.

Parallèlement, rappelons que nous positionnons notre deuxième concept clé de l'identité spatiale dans le triangle culture-territoire-identité (Debarbieux, 2006). Les ressources puisées à même le territoire, qu'elles soient matérielles ou idéelles, informent ainsi en retour les individus sur leur identité (Bonnemaison, 1981 ; Gagnon, 2013). Nous postulons que l'arrivée du chantier, en transformant le cadre naturel de la rivière et les activités qui y ont lieu, et par extension leurs représentations, agit sur la relation identitaire des Innus à la rivière, en faisant une

relation davantage utilitaire, marquée par des intérêts individuels et économiques plutôt que collectifs et affectifs.

Cela rappelé, ce troisième chapitre vise à valider – ou non – cette hypothèse, en explorant les transformations de la territorialité culturelle des Innus. Pour y arriver, nous suivons, autant que faire se peut, une logique diachronique de l'évolution de leur relation à la Romaine : la rivière telle qu'elle était vécue et imaginée avant le chantier (3.1), l'arrivée du chantier et les impacts perçus (3.2), l'expérience nouvelle de la rivière devenue méga-chantier (3.3). Les deux premières parties ratissent une échelle spatiale très petite, soit celle des transformations vécues à l'échelle de la rivière comme partie intégrante du *Nitassinan*, le vaste territoire ancestral des Innus. La troisième (3.3) se penche sur une échelle plus grande, soit celle du chantier comme tel, de son aménagement, de l'expérience quotidienne des travailleurs innus qui y sont employés et des retombées directes du projet dans la communauté. La quatrième et dernière partie (3.4) confronte de manière dialectique les deux échelles dans un bilan provisoire pour mieux saisir la place qu'occupe la rivière-chantier dans la territorialité culturelle des Innus d'Ekuanitshit.

3.1 La rivière en héritage

Nous avons divisé les propos des participants quant à leurs représentations des paysages et des fonctions de la rivière Romaine avant l'arrivée du chantier en trois catégories: dans un premier temps, nous nous intéressons à l'image et à la fonction dominante de la rivière ancrées dans la mémoire collective de la communauté (3.1.1) ; ensuite, nous explorons les activités qui y sont pratiquées et le rôle des traditions (3.1.2) ; enfin, nous nous penchons sur le cadre naturel et le champ lexical qui y est associé (3.1.3).

3.1.1 Le courant de la mémoire

La première représentation de la rivière Romaine qui est évoquée spontanément chez la quasi-totalité⁹ (12/14) des répondants principaux reflète l'image de la rivière d'antan, ancrée dans la mémoire collective et l'histoire de la communauté, qui sont des composantes toujours effectives de la culture actuelle. La vision dominante de la rivière demeure celle précédant le début des travaux :

La rivière Romaine... celle que j'ai en tête, pis celle que j'ai en mémoire, celle que j'ai dans mon esprit, c'est celle d'avant le projet. C'est celle là. (Pause). C'est comme si je souhaitais qu'elle reste intacte, aussi forte qu'elle l'était avant (FAC14).

La forte majorité des participants (11/14) rappelle sa fonction historique principale, soit celle d'un « chemin ancestral » (F2, FAE10, HAP15) parcouru en canot pour atteindre les territoires de chasse plus au nord, un des principaux axes de pénétration du territoire, une « autoroute » d'accès (HT3, FAC11, FAC14). Les rivières avaient en effet d'abord pour les Autochtones cette fonction de routes (Girard & Brisson, 2014). Aux dires des participants, les deux autres grandes rivières qui étaient utilisées par les membres de la communauté pour accéder aux territoires de chasse plus au nord étaient la rivière Saint-Jean et la rivière Mingan. Le choix du chemin à emprunter dépendait des familles, selon la localisation de leurs lots ancestraux. La rivière Romaine, de par ses vallées et son terrain escarpé, comportait des « portages impressionnants » (HAP15). De ce fait, plusieurs choisissaient de rejoindre son cours plus au nord. Ils utilisaient les deux autres rivières puis bifurquaient vers la Romaine, à la hauteur prévue des troisième et quatrième barrages (cf. figure 1.1). De plus, selon

⁹ Une échelle qualitative est utilisée afin de donner un ordre de grandeur du nombre de participants concernés par les opinions, les perceptions ou les idées présentées : la totalité (14 participants), la quasi-totalité (12 ou 13 participants), la majorité (9 à 11 participants), plus de la moitié (8 participants), la moitié (7 participants), moins de la moitié (5 ou 6 participants), plusieurs (4 participants), quelques (2 ou 3 participants), un seul participant. Lorsque les propos des répondants complémentaires concordent à ceux des répondants principaux, une mention est faite dans le texte.

les récits de deux femmes âgées de la communauté, les grands rassemblements annuels des Innus de toutes les communautés avant les grandes chasses d'automne avaient lieu à la hauteur approximative du quatrième barrage. C'était leur point de rendez-vous. Ajoutons que la majorité (9/14) des participants évoque de cette façon des récits entendus sur la rivière ou leurs propres souvenirs d'enfance associés à des séjours le long de la rivière accompagnés de leurs parents ou de leurs grands-parents.

Bien que la plupart des participants nuancent le fait que la rivière n'occupe plus cette fonction principale de chemin d'accès, notamment en mentionnant que l'hydravion ou le bateau à moteur ont depuis longtemps remplacé le canot pour atteindre les territoires de chasse, cette image ancestrale évoquée par la quasi-totalité comme représentation dominante est significative comme référent culturel et territorial. Elle est un symbole fort dans l'histoire de la communauté. Les participants évoquent le rôle du passé dans le présent à travers leurs discours identitaires plus larges, notamment avec l'idée qui est réitérée par quelques-uns que c'est impossible de savoir qui on est, sans savoir d'où on vient : « C'est ça qui est fondamental. C'est ça qu'il faut comprendre en tant qu'Innu. D'où on vient » (FAC11). Même si les membres ne fréquentent plus nécessairement la rivière, cet héritage transmis quant au vécu ancestral renforce l'attachement à la rivière et conforte l'identification collective. Cet héritage peut être défini sommairement comme « inherited traditions that share culture, the collective knowledge and values held by a collective group of people or a society » (Sitchon, 2013 : 42). À l'instar de Sitchon (2013) qui étudie la signification et l'importance de l'héritage chez les Cris du nord du Manitoba, et de lieux hautement symboliques même s'ils ne sont pas marqués visuellement, l'héritage chez les Innus déborde le cadre de traces purement matérielles (par exemple des sites archéologiques) pour englober une dimension immatérielle. Smith (2006) donne une définition de l'héritage qui englobe à la fois le passé, le présent et le futur, qui rejoint ainsi ce que les participants rencontrés ont exprimé :

“Heritage [is] being in place, renewing memories and associations, sharing experiences... to cement present and future social and familial relationships. Heritage [isn't] only about the past – though it [is] that too-it also [isn't] just about material things-though it [is] that as well – heritage [is] a process of engagement, an act of communication and an act of making meaning in and for the present” (Smith, 2006 in Sitchon, 2013 : 43).

De plus, le rôle du passé et de la mémoire apparaît crucial dans le contexte de préservation de l'identité chez les Autochtones. La transmission des valeurs et des coutumes innues ainsi que les difficultés liées au choc intergénérationnel entre aînés et jeunes font partie des points soulevés par la majorité des participants même si aucune de nos questions y réfèrent directement (11/14). Dans cet état délicat et critique eu égard à la sauvegarde et à la transmission de l'identité (qui inclut aussi la langue pour la majorité des participants 10/14), on saisit mieux la portée du legs que représente la rivière. Mentionnons que les mêmes défis de survie culturelle sont répandus chez les peuples autochtones à travers la planète comme en fait état une littérature abondante sur le sujet (Bréda et al., 2008 ; Busbridge, 2016 ; Big-Canoe & Richmond, 2014).

3.1.2 Innu Aitun : source de subsistance et d'abondance

La deuxième représentation dominante de la rivière, intrinsèquement liée à la première, et qui est évoquée cette fois-ci par la totalité des participants (14/14) concerne les ressources variées qu'elle recèle et qui sont précieuses aux Innus.

Quand j'y pense, ça me fait penser à la force, quelque chose de vaste, quelque chose qui a beaucoup... qui peut fournir beaucoup aussi au niveau des plantes, des animaux. Tu sais, les plantes c'est pour la médecine. Les animaux pour l'alimentation. Je vois ça comme quelque chose d'infini, vraiment grand là. Qu'il y a plein de ressources, si tu les respectes. Avant le chantier (F2).

La Romaine était le « garde-manger » des ancêtres, pour reprendre le terme d'un participant (HAE5). Certes, elle était utilisée comme chemin d'accès, mais ce parcours vers l'intérieur des terres s'inscrivait dans un mode de vie circulaire plus large qui suivait le rythme des saisons et des animaux, principales sources de subsistance. C'est ce que les Innus rencontrés appellent la pratique d'Innu Aitun, une « façon de vivre innue » (FAC11), qui englobe autant les pratiques traditionnelles que les valeurs les guidant par rapport au respect de l'environnement et des ressources, notamment l'idée de prendre seulement ce qui est nécessaire, sans gaspillage. Les Innus se considèrent partie intégrante d'un système circulaire, au même niveau que tout ce qui les entoure. L'ensemble des participants désigne le rôle des traditions de diverses manières en tant que composantes identitaires essentielles aujourd'hui. « On vit encore beaucoup d'Innu Aitun » (FI7). Lorsque questionné sur la signification d'Innu Aitun, un autre précise la nature des pratiques territoriales en faisant partie :

Innu Aitun il y en a qui vont dire culture innue. Moi je dirais plus les activités traditionnelles des Innus, dans lesquelles aller dans le bois, chasser, piéger, porter, aller séjourner dans le bois, ramasser des graines, des plantes à des fins médicinales... ça c'est tout Innu Aitun. C'est toute la chasse aux gibiers, la chasse aux outardes, même le capelan, ça fait partie du cycle d'alimentation des Innus (HAE5).

Aux dires des interlocuteurs interviewés, plusieurs de ces activités variées étaient pratiquées entre autres lors de séjours sur la rivière Romaine : la pêche au saumon était la plus importante (14/14), suivie par la chasse au petit gibier (castor, lièvre, porc-épic, perdrix, etc.), aux oiseaux migrateurs près des îles vis-à-vis l'embouchure (outardes, canards), ainsi qu'au plus gros gibier (caribou, ours, orignal, etc.) (11/14). Suit, dans une moindre mesure, la cueillette de graines rouges, de baies et de plantes médicinales (6/14), pour ne nommer que les principales. Toutes ces activités (à l'exception de la chasse au caribou, menacé d'extinction) sont encore effectuées par des membres de la communauté, quoique leur fréquence et les conditions de pratique ont changé.

Soulignons que, du lot de ces activités, la pêche au saumon revêt un caractère prépondérant, et semble être l'activité la plus répandue jusqu'à l'arrivée du chantier. En outre, un peu plus de la moitié (8/14) précise encore que cette pêche était pratiquée au filet près de l'embouchure comme activité de subsistance par certains membres, soit une manière que bon nombre défendent, mais qui suscite aussi des controverses à l'interne de la communauté et dans les relations avec les allochtones. Au cœur de la polémique, plus de la moitié (8/14) souligne la présence accrue d'agents de conservation de la faune qui patrouillent près de l'embouchure depuis le début des travaux, ce qui s'apparente aux yeux de certains, à du « harcèlement » (FAC11, HAP15) envers les Innus qui veulent y tendre leurs filets. Pour d'autres, et puisqu'Hydro-Québec a investi des millions de dollars pour ensemercer la rivière dans des frayères au pied du premier barrage et qu'un plan de gestion contrôlée a été mis sur pied par la Société Saumon de la rivière Romaine, la pêche au filet apparaît comme un « non sens » (FAE10). Au rang des autres préoccupations soulevées qui témoignent de l'importance du saumon dans les représentations de la rivière, le risque potentiel de contamination au mercure est évoqué par un peu moins de la moitié des participants (5/14) :

Pour moi, c'est fini pour la pêche au saumon. Saumon avec du mercure là. Même il y a un biologiste il m'a dit : Si tu t'en vas à la pêche sur la rivière Romaine, vas-tu manger le saumon ou la truite que tu vas prendre ? J'ai dit : Non, je vais aller à côté, à côté des barrages, à côté des lacs. Ça va être plus sûr (HT3).

La cueillette de plantes médicinales est un autre exemple d'activités qui sera affectée directement par le projet hydroélectrique. Plusieurs plantes endémiques à la région poussent en effet près de la rivière Romaine et seront ennoyées dans les réservoirs. Pour atténuer cet impact, Hydro-Québec a organisé quatre séjours de cueillette avec un petit groupe de femmes de la communauté, recrutées parmi les instigatrices du projet de pharmacie innue traditionnelle en place depuis 13 ans. Ces séjours ont eu lieu à la hauteur des premier, deuxième et quatrième barrages. Or, selon quelques

participantes (FA9, FI7), ces séjours d'une durée d'une semaine étaient loin d'être suffisants pour récolter tout ce qui sera perdu à jamais.

Les exemples du saumon et de la cueillette de plantes montrent que la présence des barrages provoque des changements dans les pratiques des membres de la communauté. Or, il importe de préciser que le chantier n'est pas l'unique responsable de toutes les transformations vécues. Plus de la moitié des participants mentionnent des raisons historiques et contemporaines qui ont également bouleversé leurs modes de vies. La longue histoire coloniale, les pensionnats, la sédentarisation progressive, la création des lots à castors dans les années 1950, celle de la réserve en 1963 et l'arrivée de nouveaux biens matériels, notamment technologiques et informatiques, font partie des autres changements majeurs soulevés. Un exemple du changement progressif de l'utilisation de la rivière qui n'est pas causé directement par le chantier concerne les séjours en territoire dont la durée a manifestement diminué, généralement plus que d'une semaine ou deux, sauf pour quelques irréductibles qui l'occupent encore plusieurs mois par année. Tel que mentionné précédemment, l'hydravion est le moyen d'accès privilégié pour ces séjours. Le confort matériel s'est également amplifié, les conditions n'étant plus celles de « dans le temps » (FAE10) :

Quand tu t'en vas dans le bois pour une semaine, tu t'en vas dans un chalet, avec un poêle à bois, un vrai poêle à bois pas un petit poêle de tente, tu t'en vas pas dans une tente là à l'automne là, ou ben en plein été. T'as le lac en avant de toi, le bateau est fourni, le canot, le moteur. [...] Comme les gens disent : Ah, moi je m'en vais relaxer, je m'en vais me ressourcer, je m'en vais relaxer, je m'en vais à tel lac. Pour être bien, dans le chalet pis tout (FAE10).

Malgré ces transformations plus anciennes et celles plus spécifiques suscitées par le chantier, le rôle des traditions demeure dominant dans l'identité culturelle des Innus, avec le territoire comme fondement nécessaire à la poursuite de ces activités. Comme l'exprime une participante : « Sans territoire, qu'est-ce qu'on est ? » (FAC11), C'est le support de la culture. En effet, même si les pratiques ont changé, elles n'en

demeurent pas moins une composante identitaire incontournable. Un peu à l'image du chemin ancestral de la rivière en tant que symbole puissant, la pratique d'Innu Aitun fait partie d'une culture toujours vivante possible grâce au territoire qui l'alimente.

3.1.3 Le cadre naturel comme source de bien-être

La dernière représentation de la rivière qui ressort des entrevues est de type plus contemplatif, voire nostalgique, soit celle des paysages naturels de la rivière vierge pré-chantier. À cet égard, les participants évoquent des images relatives à la beauté de la rivière, à sa force, à sa grandeur ou alors à la sérénité, à la paix et au calme qu'elle génère. Si on amalgame ce champ lexical sous l'idéal d'une rivière pure ou intouchée, la forte majorité des participants (10/14 +3) y fait allusion, auxquels s'ajoutent trois des répondants complémentaires.

Ça avait des effets thérapeutiques en même temps. Ça calme. C'est vraiment calme, t'entendais pas... t'entendais juste les oiseaux de la rivière Romaine. Il y a un oiseau que je n'entends plus. J'ai été à la Romaine cette année à l'outarde, pour justement entendre cet oiseau, mais je n'ai pas réussi à l'entendre. Je ne sais pas s'il a disparu. Mais c'est vraiment un oiseau qui a la musique comme un genre de flûte, mais qui s'étend au loin, comme un courant d'eau (HAE5).

Qui plus est, une des pratiques qui semble prendre de l'ampleur depuis quelques années et qui est évoquée par certains participants (4/14), sont les séjours de ressourcement autour de la rivière, une forme de guérison communautaire basée sur le retour en nature. Cette idée d'être bien « dans le bois » est centrale dans l'autodéfinition des Innus rencontrés. Elle découle de l'importance du territoire dans l'identité même dont le bien-être qui y est puisé est un indicateur :

N'importe quel Innu qui se retrouve dans le bois, ça lui fait toujours du bien. On dirait qu'il comprend sa place, à l'endroit qu'il se sent bien, qu'il se sent complet, qu'il comprend pourquoi qu'il est là (F2).

Cette fonction est même spirituelle pour certains membres. Les lieux de sépulture et les lieux sacrés (des lieux de rassemblement ou d'enseignement des coutumes entre autres) accentuent en effet selon eux le caractère symbolique de la rivière. Près de la moitié des participants (6/14) a d'ailleurs des inquiétudes quant à l'ennoiement de sépultures qui sont parmi les derniers vestiges tangibles de l'occupation vaste du territoire par les Innus.

3.2 De rivière à réservoirs

3.2.1 Paysages post-chantier

L'amorce du chantier en 2009 marque un point de rupture majeur dans les représentations des participants. Comme déjà annoncé en 3.1, les images de beauté et de grandeur qu'ils dépeignent sont mises directement en opposition à l'image qu'ils se font de la rivière, dorénavant ravagée par les travaux en cours :

Mais là quand tu t'en vas là là, aujourd'hui en 2015, quand tu veux aller au chantier, tu le vois, t'as rien là. On dirait que c'est dévasté. On dirait que c'est un ouragan ou bien une tornade qui a passé. C'est très désolant (F12).

En parcourant d'autres mots du champ lexical employé pour décrire le paysage post-chantier, il n'y a aucun doute quant à l'image dépeinte : destruction, gaspillage, pleurer, pitié, triste, bizarre, différent, dynamitage, explosions, mal, blessure, peur, cœur brisé, massacré, traumatisant, cassure, désert, meurtre. La quasi-totalité des participants, auxquels s'ajoutent trois de nos répondants complémentaires (11/14 +3), emploient un ou plusieurs de ces termes pour qualifier leur conception des paysages

autour du chantier. Cette destruction est ressentie dans leur identité même, vu leur sentiment d'appartenance à la rivière : « Elle faisait pitié notre rivière » (FA9). L'attachement profond à la rivière ressort clairement dans les discours sentimentaux qui débordent le simple constat de l'état des lieux :

Quand j'ai pris la route, câline, ça m'a rendue triste. Comment c'était là, tout le chemin fait dans les montagnes, pis tu voyais la grosse rivière, pis j'avais juste à imaginer là, dans un an, deux ans, trois ans, que ça ne serait plus de même. C'est triste. Moi j'ai trouvé ça triste (F1).

Depuis l'arrivée du chantier là, où ce que je suis allée, ça n'existe plus. C'est comme... les deux chutes que j'ai vues ne sont plus là. C'est comme des chemins aujourd'hui. Pis je trouve c'est... ils ont brisé une partie de ce que j'ai vu, mes rêves, ce que j'ai... J'aurais peut-être pu apprendre plus en allant plus loin s'il n'y avait pas eu le chantier Romaine (F13).

Seuls les deux allochtones résidant dans la communauté, en plus d'évoquer eux aussi la désolation des paysages, nuancent leur point de vue en ajoutant que les travaux sont « intrigants » (HNI8) ou « impressionnants » (FAE10), admettant ainsi une certaine curiosité vis-à-vis le fait qu'un des plus gros chantiers au Canada se trouve dans leur cour.

3.2.2 Perception des impacts environnementaux

À travers ces représentations négatives majoritaires se dessinent les préoccupations des participants quant aux impacts environnementaux associés à la présence des barrages, à propos desquels ils sont extrêmement volubiles. L'ennuiement (11/14) comme tel et le déboisement (5/14) sont les deux plus importants impacts perçus, dévastant le paysage (comme la section précédente vient de l'illustrer) mais aussi les écosystèmes, entraînant le gaspillage de ressources précieuses aux Innus (en particulier la diminution du saumon, la perte d'animaux et de plantes médicinales), et

la disparition de sites importants tel que mentionné précédemment, qui vont disparaître sous l'eau, par exemple des campements, des portages et des sépultures :

C'est sûr qu'avec l'enneigement de la rivière Romaine, c'est une partie des histoires, de l'histoire des Innus qui s'envole. Il y a des sites importants probablement qui vont disparaître. Qu'est-ce qu'un site important ? C'est un site de sépulture, c'est peut-être un site d'enseignement des coutumes, des traditions, des camps satellites... parce que normalement la manière que le territoire est occupé, t'avais un camp principal, mais c'est tellement vaste les territoires, les lots familiaux, t'as des portages, c'est... c'est l'histoire, l'histoire de la communauté (HNI8).

Des préoccupations plus ponctuelles sont également émises. Nous avons déjà soulevé l'inquiétude concernant la contamination possible des poissons au mercure (5/14), puisque les arbres des troisième et quatrième réservoirs ne seront finalement pas coupés avant d'être inondés (un engagement d'Hydro-Québec qui ne sera finalement pas respecté¹⁰). La diminution des animaux qui fuient à cause des bruits de dynamitage est aussi soulevée (4/14).

Ces représentations à l'échelle du territoire ancestral liées à la désolation du paysage et à la perception d'impacts environnementaux multiples marquent une cassure avec l'image de la rivière d'avant le chantier, enracinée dans la mémoire (3.1.1), dans la pratique (3.1.2) et dans la nature (3.1.3).

3.3. La rivière devenue chantier

En considérant ensuite l'échelle du chantier, nous nous sommes intéressées aux nouvelles représentations et pratiques de la rivière devenue chantier, notamment aux emplois directs et indirects liés à la gestion des fonds et au démarrage d'entreprises et

¹⁰ C'est entre autres ce qui est révélé dans le reportage « Gueule de bois à la Romaine » de l'émission Enquête, diffusée à la télévision de Radio-Canada le 24 novembre 2016.

de projets. Celles-ci viennent se juxtaposer aux tendances dégagées à l'échelle du *Nitassinan* et influencent de façon similaire le vécu territorial et le sens des lieux des Innus. L'entente Nishipiminan, conclue en 2009 entre Hydro-Québec et la communauté d'Ekuanitshit, comprend, entre autres, des redevances et des engagements quant à la priorité d'embauche accordée aux Innus. L'expérience des travailleurs innus au chantier et sur ses campements, situés aux kilomètres 36 (Murailles) et 117 (Mista), le point de départ d'une nouvelle territorialité quotidienne que nous étudions ici, peut influencer – ou non – leur sentiment d'appartenance et leur identification à la Romaine. À noter que pour cette section portant plus spécifiquement sur l'expérience vécue au chantier par les travailleurs innus, des pistes et des tendances complémentaires sont tirées de l'analyse préliminaire des résultats du projet de recherche plus large¹¹.

3.3.1. Le chantier inaccessible ou la « prison dorée »

À propos des transformations induites par la construction des barrages sur les pratiques traditionnelles, nous avançons précédemment l'impression de contrôle accru, engendrant des tensions à l'embouchure de la rivière avec des agents territoriaux concernant les quotas de pêche au saumon. Cette perception de surveillance décuplée est également présente à l'échelle du chantier. Un peu moins de la moitié des participants (5/14 +2), auxquels s'ajoutent deux des répondants complémentaires, partagent l'impression que le chantier est inaccessible. L'entrée de la nouvelle route de 150 km pour s'y rendre possède une guérite. Il faut des cartes et des permissions spéciales pour la traverser :

¹¹ Une trentaine d'entrevues avec des travailleurs et ex-travailleurs innus et allochtones ont été menées en 2015 dans le cadre du projet plus large (cf. note de bas de page 1).

Parce que c'est bloqué. Tu ne peux pas y aller là. Mes grands-parents là, mon grand-père, il a 78 ans. Pis ça fait deux fois qu'il veut aller voir le chantier, il n'a pas le droit d'y aller, il n'a pas le droit de passer la barrière (F1).

De ce fait, plusieurs (4/14) ressentent qu'ils ne se trouvent plus en territoire innu, mais plutôt sur le territoire d'Hydro-Québec : « Ce n'est plus notre territoire ça. Quelqu'un nous l'a volé, nous l'a pris. Ce n'est pas quelqu'un, c'est Hydro. Pour faire de l'argent » (FI7). D'autres nuancent légèrement ce point de vue (3/14) en exprimant qu'ils se sentent encore en territoire innu, mais que ce territoire a été « brisé » (F2) ou que le chantier constitue seulement la « surface » visible (FAC14). Quelques participants soulèvent (2/14) que la présence du chantier n'importe pas du tout, la rivière Romaine sera toujours le territoire innu : « Mais je me sentais en territoire. Je sentais la roulotte [fait allusion aux dortoirs pour travailleurs] sur mon territoire » (HAE5).

Parmi ceux qui ont visité le chantier, des sentiments d'emprisonnement, de mal-être ou même de peur sont évoqués. Ce dernier est incarné par « la présence d'un esprit maléfique » là-bas pour une participante (F13). Celle-ci renchérit d'ailleurs à la blague en évoquant l'idée que les travailleurs reçoivent une injection pour rester au campement :

On se sent comme... t'es dans un trou mais tu peux pas... t'as peur de respirer normalement ou je sais pas là, mais c'est comme il y avait un... tu sais le mot là... (Pause) T'es là mais t'es comme... T'as reçu une injection pour que tu restes là pis tu dépenses ton argent, pis des affaires de même (rires) (F13).

Un répondant allochtone complémentaire qui y a travaillé ajoute qu'il se sentait « pris en otage » par Hydro-Québec (HNI51). La majorité des Innus rencontrés qui y ont travaillé partage cette image d'un lieu surveillé, fermé et replié sur lui-même, évoquant les roulottes toutes pareilles parfaitement alignées, la routine écrasante, l'ennui, l'éloignement et la solitude.

Deux participants (FAC14, HNI8) évoquent une piste d'explication intéressante quant au mal-être vécu par certains travailleurs innus au chantier. Ils avancent qu'il pourrait exister une sorte de dissonance cognitive pour les travailleurs entre le fait d'être sur leur territoire, c'est-à-dire sur le territoire de leurs ancêtres, mais en même temps d'être restreints dans leurs accès et utilisation, et en plus, de sentir qu'ils prennent part à sa destruction. Dans ce sens, un autre travailleur innu déplore le manque de liberté au chantier pour des activités à l'extérieur du travail :

Je fais des activités, mais je suis limité. Mettons... tu peux pas aller te promener en canot. Tu n'en as pas de canot. Exemple là, te promener en canot, faire du trappage. C'est qu'il manque aussi là, j'ai remarqué dans les chantiers, comme le camp des Murailles pis au Mista, j'ai dit : Pourquoi vous engagez pas une femme aînée, une aînée qui vienne faire cuire du castor, de la perdrix, de la moyac, pour les Innus qui sont là là. Peut-être ça leur ferait du bien de manger de la bannique pis des mets traditionnels (HT3).

Des chercheurs qui étudient l'emploi de travailleurs aborigènes dans le secteur forestier en Australie (Loxton et al., 2012) arrivent plutôt à des conclusions inverses : ils ont trouvé des retombées personnelles et culturelles positives pour les travailleurs autochtones qui se retrouvent en contact avec leur territoire, en contribuant à sa sauvegarde suite au passage d'un ouragan. Ainsi, une explication quant au mal-être vécu par les Innus au chantier se trouve peut-être dans la nature du projet pour lequel ils sont embauchés qui peut avoir une incidence sur le rapport au territoire. Les travailleurs autochtones en Australie sentent qu'ils contribuent à sauver leur territoire suite à une catastrophe naturelle, alors que les travailleurs innus sentent plutôt qu'ils prennent part à la « destruction » de leur rivière.

Parmi les rares représentations positives du chantier, mentionnons une réponse qui, pour unique qu'elle soit, nous apparaît néanmoins intéressante : une participante décrit le chantier comme un refuge où elle se sentait en sécurité. Surveillée, certes, le chantier était une « prison dorée » (FXT30) où tout est fourni dans un cadre très

rigide, qui lui a pourtant permis d'échapper à d'autres problèmes. Celle-ci explique que les longues heures passées toute seule à nettoyer des dortoirs lui ont permis de réfléchir et de faire le « ménage de sa vie ». Si on ajoute des tendances dégagées de l'analyse préliminaire du projet de recherche plus large, les travailleurs autant innus qu'allochtones qui vivent une bonne expérience au chantier semblent généralement partager une vision positive de l'aménagement des campements (cf. figure 3.2) comme des petits villages autosuffisants qui contiennent tout ce qu'il faut pour répondre à leurs besoins de base, avec en plus des infrastructures de sports, de loisirs et de divertissement. Ainsi, l'aménagement des lieux dépeints comme étouffants par la plupart de nos répondants principaux, semble être plus nuancé si on considère les réponses variées ressorties ailleurs.



Crédit photos : Alexia Desmeules (2014)

Figure 3.2 : Photos du campement des Murailles

3.3.2.1. Nombre et type d'emplois

Lorsque le chantier a débuté, avec les engagements d'Hydro-Québec de favoriser l'embauche de main d'œuvre innue, notamment par l'octroi de contrats gré-à-gré à des entreprises autochtones, plusieurs membres de la communauté y ont tenté leur

chance. Plus de la moitié des participants interrogés (8/14) parle d'un grand « boom » (FAC14) d'emploi lors des premières années des travaux. L'un ajoute que plusieurs membres ont même souvent eu plus d'une opportunité de travail, allant parfois jusqu'à quatre, cinq ou six (HNI8). Or, depuis ces premiers temps, l'impression partagée est que ce nombre a grandement diminué (10/14). Les participants estiment à tout au plus une dizaine ou quelques dizaines le nombre d'Innus d'Ekuanitshit qui y travaillent encore. Cette perception est corroborée par les statistiques sur l'emploi innu : le nombre de membres de la communauté de Ekuanitshit qui travaillaient directement au chantier de la Romaine est passé de 45 en octobre 2011 à 28 en juin 2013. Les tableaux ci-dessous détaillent l'évolution des types d'emplois directs et indirects liés au chantier et de la proportion de travailleurs innus de l'extérieur et de la communauté œuvrant au sein de la Société des entreprises innues d'Ekuanitshit (SEIE), sur laquelle nous reviendrons plus en détails dans la section 3.3.3.3.

Tableau 3.3.1 : Nombre d'employés innus dans les entreprises de la SEIE liées au chantier, octobre 2011

Entreprises en lien avec le chantier Romaine	31 octobre 2011				
	Total employés	Total innus	% innu total	Employés Mingan	% Innus Mingan
Société des entreprises Innues d'Ekuanitshit Administration (SEIE) DFE+Entrepreneurs Chantier Romaine	4	2	50	2	50
SEIE (2009) S.E.P. Administration Ekuanitshit	30	25	83,3	20	66,7
Sécurité Innu Chantier Romaine	1	0	0	0	0
Sécurité Innu Chantier Romaine	7	2	28,6	2	28,6
Sécurité Innu Minganie	2	1	50	1	50
Sodexo Havre-Saint-Pierre	9	2	22,2	2	22,2
Sodexo Chantier Romaine	148	64	43,2	11	7,4
Contrats Chantier Romaine	27	13	48,1	7	25,9
Sous totaux emplois directs et indirects au chantier	228	109	47,8	45	19,7
Totaux toutes entreprises confondues	385	183	47,5	106	27,5

Tableau 3.3.2 : Nombre d'employés innus dans les entreprises de la SEIE liées au chantier, juin 2012

Entreprises en lien avec le chantier Romaine	1er juin 2012				
	Total employés	Total innus	% innu total	Employés Mingan	% Innus Mingan
Société des entreprises Innues d'Ekuanitshit Administration (SEIE) DFE+Entrepreneurs Chantier Romaine	2	1	50	1	50
SEIE (2009) S.E.P. Administration Ekuanitshit	16	10	62,5	8	50
Sécurité Innu Chantier Romaine	3	0	0	0	0
Sécurité Innu Chantier Romaine	12	3	25	1	8,3
Sécurité Innu Minganie	2	1	50	1	50
Sodexo Havre-Saint-Pierre	6	3	50	3	50
Sodexo Chantier Romaine	209	107	51,2	14	6,7
Contrats Chantier Romaine	26	13	50	9	34,6
Sous totaux emplois directs et indirects au chantier	276	138	50	37	13,4
Totaux toutes entreprises confondues	432	200	46,3	88	20,4

Tableau 3.3.3 : Nombre d'employés innus dans les entreprises de la SEIE liées au chantier, juin 2013

Entreprises en lien avec le chantier Romaine	15 juin 2013				
	Total employés	Total innus	% innu total	Employés Mingan	% Innus Mingan
Société des entreprises Innues d'Ekuanitshit Administration (SEIE) DFE+Entrepreneurs Chantier Romaine	3	2	66,7	1	33,3
SEIE (2009) S.E.P. Administration Ekuanitshit	4	0	0	0	0
Sécurité Innu Chantier Romaine	2	0	0	0	0
Sécurité Innu Chantier Romaine	5	1	20	1	20
Sécurité Innu Autres	9	3	33,3	1	11,1
Sodexo Havre-Saint-Pierre	8	4	50	3	37,5
Sodexo Murailles	163	86	52,8	9	5,5
Sodexo Mista	43	22	51,2	3	7
Sodexo rivière au tonnerre	22	6	27,3	1	4,5
Entretien technique 36	22	9	40,9	6	27,3
Entretien technique 117	17	6	35,3	2	11,8
Installation dortoirs	8	1	12,5	1	12,5
Rio tinto	0	0	0	0	0
Sous totaux emplois directs et indirects au chantier	306	140	45,8	28	9,2
Totaux toutes entreprises confondues	478	217	45,4	95	19,9

Ces tableaux confirment une autre impression partagée par plus de la moitié des participants (7/14 +1), soit que ce serait davantage les membres d'autres communautés innues, plus à l'ouest, qui y travaillent, attisant une certaine jalousie et engendrant certaines tensions entre les Innus de provenances différentes au chantier. La prédominance d'Innus de l'ouest pourrait être expliquée en partie par le fait qu'ils

possèdent de l'expérience antérieure sur des chantiers hydroélectriques, d'autres projets ayant eu cours plus près de chez eux (SM3, Toulmoustouc, etc.) :

Quand on s'en va dans les emplois qui requièrent un peu plus de compétences, c'est là que les communautés innues qui sont plus proches du développement économique du reste du Québec, je pense à Masteuish, Pessamit, Uashat, eux autres ils ont eu plus d'activités économiques, ils étaient moins isolés que nous. Alors, ils ont plusieurs travailleurs de la construction qui ont des positions élevées au chantier (HNI93).

Cette citation laisse poindre un indice quant aux types d'emploi occupés par les membres de la communauté d'Ekuanitshit. La moitié des participants auxquels s'ajoutent trois répondants complémentaires (7/14 +3), sont sans équivoque : la plupart ont des postes à la cafétéria ou à la conciergerie, un contrat d'envergure obtenu par la firme Sodexo en partenariat avec la SEIE. L'annonce du projet et la signature rapide de l'entente ont fait en sorte que les membres n'ont pas eu suffisamment de temps de formation pour accéder à des postes spécialisés, sauf quelques rares exceptions. Ainsi, les emplois occupés sont considérés au « bas de l'échelle » (FI7, F12) et « peu valorisants » (FAC14) :

Moi je disais : Je suis femme de ménage. C'est comme dénigrant. C'est comme... tu marches à la cafétéria là-bas, ça paraît que tu es une femme innue. Ah, femme de ménage, femme de ménage. Tu sais, les statuts des Innus dans les chantiers, on est tous des femmes de ménage, la base là (FXT30).

Quelques participants (3/14) ajoutent que les emplois à la cafétéria et à la conciergerie sont très durs physiquement, un facteur qui pourrait expliquer en partie la très courte durée d'embauche de plusieurs Innus de la communauté. Le fait d'être debout pendant de très longues heures et les horaires difficiles (des heures coupées ou des quarts de travail de nuit qui peuvent affecter le sommeil) sont les raisons avancées. Par ailleurs, une autre préoccupation soulevée est que les emplois sont éphémères : qu'arrivera-t-il aux des travailleurs qui vont revenir dans la communauté une fois les travaux complétés ?

3.3.2.2. Défis d'intégration et d'adaptation

À ces difficultés touchant l'accès à des emplois de qualité et la rétention des travailleurs, expliquées en partie par le manque de formation en amont du projet, s'ajoutent d'autres défis d'intégration qui font que l'expérience au chantier est plutôt mitigée, n'étant pas l'opportunité initialement espérée.

D'abord, pour la plupart des travailleurs innus de la communauté, c'est une première expérience sur un méga-chantier de grande productivité, et même, pour certains d'entre eux, une première expérience de travail. L'adaptation aux longues heures de travail et à l'encadrement très strict a pu constituer une barrière majeure, d'autant plus que le mode de vie des Innus est associé à un rythme plus flexible selon les participants. Leur mode d'apprentissage peut aussi être en cause : plusieurs interlocuteurs (4/14) mentionnent en effet qu'ils sont des personnes plutôt visuelles et qui donc peuvent avoir de la difficulté à bien saisir les explications verbales, ce d'autant plus que le français est leur langue seconde. Quelques participants déplorent aussi le manque de temps et de support additionnel nécessaires pour les former adéquatement, vu que les échéances d'un méga-chantier sont courtes et que la pression est dès lors plus élevée. En outre, les relations avec les travailleurs allochtones majoritaires au chantier sont un autre des défis rencontrés par les Innus. Cet aspect est traité en détails dans la section 4.2.1.

Notons tout de même que des services de soutien destinés spécifiquement aux Innus pour améliorer leur expérience ont été mis en place. Les deux *shaputuan* érigés (l'un aux Murailles, l'autre au Mista) pour desservir les travailleurs innus sont des lieux de rencontre où ils peuvent s'adonner à des activités culturelles, entre autres à la préparation et au partage de repas. Du reste, une psychologue engagée pour les travailleurs autochtones est sur place une semaine par mois et une conseillère en emploi innu a comme mandat de faciliter l'embauche de travailleurs innus chez les

contractants allochtones. Il semblerait par contre que très peu d'Innus réussissent finalement à se placer à l'extérieur des entreprises innues (HNI93). Selon quelques participants (3/14), ces services de support ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins particuliers des Innus, comme en témoigne leur faible rétention au chantier.

La situation vécue par les Innus au chantier Romaine n'est pas unique. Là où des projets d'envergure se développent en territoire autochtone à travers le monde, des défis d'intégration similaires sont constatés. Dans l'étude du secteur forestier australien présentée précédemment (Loxton et al., 2012), et malgré une expérience globale plus positive des travailleurs autochtones, la formation en amont et le support à long-terme apparaissent aussi comme incontournables :

“The research found several constraints to the provision of long-term support. The first factor was an issue of the time provided for training. For example, a support staff informant observed that 'quite often that short space of time, sometimes isn't enough' because many of the Indigenous people are shy so they find it very difficult to express themselves and you've just got to be patient” (Loxton et al., 2012 : 78).

Dans une autre étude de cas australienne sur l'embauche d'Aborigènes au sein de la compagnie minière Placer, Gibbs (2003) explore la tension qui existe entre les efforts de décolonisation et une forme de colonisation profonde ("deep colonizing"). C'est-à-dire que derrière une volonté louable de faire participer ces derniers au développement et de sensibiliser les travailleurs allochtones, les dirigeants de la compagnie les imbriquent en fait au système hégémonique dominant. Le fait de travailler à la mine est vendu comme une récompense aux travailleurs avec une absence de choix réel :

“It doesn't really give people an informed choice about what that entails and how that will impact upon them socially, about the sort of hours and regimes that are necessary, about the sort of alienation that may be apparent on the mine site. And I think that in terms of doing that Placer has certainly recognised that it's necessary to put in support mechanisms. And I think that

they're probably one of the best. And certainly I believe that if Aboriginal people want to work in the mining industry, then they should have that option, but I think it's quite often something which is not given to them as an option, but is given to them as some sort of prize for the mine being there. And it may not necessarily be what they want" (Jon Douglas, in Gibbs, 2003 : 24).

3.3.2.3 Problèmes sociaux et répercussions dans la communauté

Les difficultés d'adaptation précédentes sont probablement en cause dans certains problèmes sociaux vécus au chantier qui font partie des préoccupations majeures des participants. La majorité d'entre eux (10/14 +3) a décrié la consommation d'alcool, mais surtout de drogue au chantier : « La poudre [cocaïne], c'est l'enfer. C'est une épidémie. Autant chez les Innus que chez les Blancs » (HNI51). Tout le monde semble être au courant, incluant les dirigeants d'Hydro-Québec aux dires de plusieurs, mais aucune mesure n'est prise pour enrayer ce « fléau » (HNI51). Il nous faut toutefois nuancer ce constat en précisant que certains travailleurs avaient des problèmes de consommation avant l'arrivée du chantier, mais le fait de s'y retrouver relativement isolé et d'avoir du mal à s'adapter a pu les accentuer selon plusieurs :

Ils gagnaient tellement d'argent, mais ils dépensaient là-bas. Ils étaient logés, nourris, mais l'argent partait là-bas. En buvant, ou de la drogue... Ils gagnaient bien, mais la fin de semaine, l'argent n'existait plus (F13).

Au niveau de la consommation, il y a des gens qui ne passent pas la rampe parce qu'ils vont consommer. [...] Ils sont loin de la famille là, la solitude, l'isolement. Tu sais, c'est un nouvel environnement (HNI93).

En outre, il semblerait que le bar est l'endroit de divertissement le plus fréquenté, et sa présence même au campement constitue une source d'inquiétude majeure pour près de la moitié des participants (6/14). Par ailleurs, l'infidélité au chantier semble aussi être courante. Enfin, des cas d'abus sexuels et de prostitution sont aussi mentionnés (2/14 +1). Une participante survole en un clin d'œil tous ces enjeux :

J'avais un cousin je pensais qu'il était sage, tu sais l'allure, un bel homme, pis l'air sage... *paff*, il avait une maîtresse là-bas, il voyait une femme de Bestiamites. Tu sais comme... Isolé, c'est isolé, tu ne vois pas, je peux sauter la clôture. Il y a de la drogue. J'ai essayé là-bas, je te dirais du speed, j'ai essayé de la « coke » là-bas. Tu sais il y a de tout. Il y a de tout. Il y a la prostitution aussi (FXT30).

Certaines de ces problématiques se rendent jusque dans la communauté d'Ekuanitshit. Les problèmes de consommation notamment y ont augmenté depuis l'arrivée du chantier, les travailleurs revenant dans la communauté pendant leurs congés, ou après avoir quitté ou perdu leur emploi. D'autres impacts sociaux découlant du chantier sont aussi ressentis, surtout au niveau familial, que ce soit en termes d'absences prolongées (les travailleurs passent généralement 21 ou 28 jours au chantier sans congé, et parfois plus), de l'infidélité susmentionnée, de l'endettement souvent dû à la consommation, ou même des enfants délaissés lorsque les parents partent travailler pour des longs séjours :

Moi, les impacts je trouve c'est plus au niveau familial. Comme admettons une mère trouve pas d'emploi icitte à Mingan, pis n'a pas le choix de laisser ses enfants. Ou bien... La mère va aller travailler au chantier, mais euh... Apparemment c'est très dur d'être sobre là-bas là, il y a beaucoup de drogues, pis euh... (Pause). On dirait, ben moi, à ma connaissance, le pire c'est les enfants qui n'ont plus de mère icitte à Mingan (F1).

3.3.3. Retombées économiques et culturelles

3.3.3.1 Richesses individuelles nuancées

À ce stade de la première phase de notre analyse, il importe d'apporter quelques nuances additionnelles au portrait plutôt négatif précédent, car celles-ci, bien que moins dominantes dans les représentations, font partie des discours des participants, particulièrement des allochtones interrogés. Ainsi, l'expérience au chantier a pu

constituer une opportunité chez certains travailleurs innus qui ont acquis de l'expérience et des compétences. Certains sont devenus des modèles positifs pour leurs enfants (HNI51), se sont responsabilisés et ont acquis une plus grande ouverture d'esprit (HNI93, HNI8, FAE10). Tel que nous verrons dans la section 4.2.1 (relations interethniques), le type d'emploi occupé influence l'appréciation globale de l'expérience. Par ailleurs, ceux qui ont su bien gérer leurs revenus ont connu un enrichissement individuel, découlant pour partie de l'augmentation de leur pouvoir d'achat (7/14 +2) :

Bon oui c'est vrai que ça l'a amené des richesses. Richesses au sens qu'il y a des gens qui occupent des belles fonctions, ils sont bien rémunérés, pis qui ont su s'adapter au mode de vie d'un chantier. Richesses au niveau de la formation : On a eu accès à des formations qu'on n'avait pas ailleurs avec notre entente. Les gens sont allés chercher du bagage. Il y a des gens qui vont sortir de là avec une belle expérience de travail. [...] Voir des Innus aller au Mexique, je ne voyais pas ça il y a 10-15 ans. Maintenant les gens, s'ils ont besoin de décrocher, ils ont fait de la bel argent, ils l'ont gagné, ils ont trimé dur, fait qu'ils se payent des petits luxes comme ça. Des voitures, ils se construisent des chalets de façon autonome, c'est comme je te dis... ça l'a bien fait (HNI8).

À l'inverse, l'endettement est également soulevé comme préoccupation par plusieurs (4/14), et ce autant chez les travailleurs innus que non innus de la Minganie. Les dettes encourues suite à l'achat de maisons, de chalets, de voitures, de motoneiges, etc., vont paraître plus laborieuses sans les salaires élevés du chantier. Certains participants précisent que le chantier a influencé négativement les modes de vie, d'un point de vue économique certes, mais aussi culturel. Les gens sont plus stressés et au final, la communauté n'est pas réellement plus riche :

C'est comme une roue qui tourne là. Mais j'ai l'impression qu'elle ne tourne pas dans le bon sens. C'est comme si tu habituais les gens à ce rythme de vie. Pourtant ce n'est pas le nôtre. Ce n'est pas le nôtre ce rythme de vie là. Pis les gens se stressent, parce qu'ils ont quand même des choses à payer, parce qu'ils se sont achetés un camion, ils se sont achetés ci (FAC14).

3.3.3.2 Redevances et fonds alloués

L'entente Nishipiminan signée en 2009 prévoit le versement de 75 millions de dollars de redevances à la communauté, échelonnées jusqu'en 2070 et administrées par la Société Ishpitenitamun, une société conjointe entre Ekuanitshit et Hydro-Québec. Différents fonds et programmes ont été mis sur pied pour gérer l'argent reçu, entre autres un fonds de développement économique et communautaire, un fonds de formation, un programme de recherche archéologique, un programme de soutien aux entreprises de la Corporation de développement économique Ekuanitshiunnuat (CDEE). De surcroît, trois sources de financement visent tout particulièrement à stimuler la fréquentation du territoire et la pratique des activités traditionnelles : le Fonds du patrimoine innu, le Fonds des travaux correcteurs et de l'accès au territoire, le Fonds Innu Aitun (AECOM, 2015).

Il importe d'ajouter quelques précisions sur le Fonds Innu Aitun qui est la retombée la plus positive du chantier pour la communauté selon plus de la moitié des interlocuteurs (8/14), voire même une réussite et une source de fierté. Le fonds, renouvelable à tous les 50 ans, autrement dit « négocié à perpétuité » (HAP15) contrairement aux autres fonds, vise le maintien et la poursuite des activités culturelles de la communauté. C'est lui qui défraie les coûts de transport en hydravion ou en hélicoptère pour les familles qui veulent séjourner en territoire. Il finance également un projet en cours pour la construction de 32 nouveaux chalets « quatre saisons » sur le territoire ancestral (deux chalets par lot familial). Enfin, il appuie les activités parascolaires du programme Innu Aitun au primaire et au secondaire, qui a comme objectif la transmission des connaissances et des coutumes traditionnelles aux jeunes via différents ateliers et sorties sur le territoire. Ainsi, ce fonds constitue à la fois une retombée économique importante, ainsi qu'une retombée culturelle non négligeable aux yeux de la communauté.

Par contre, en prenant en considération l'ensemble des fonds et des retombées espérées, un sentiment de déception est partagé par un peu moins de la moitié des participants (5/14 +1). Les projets réalisés sont en effet ponctuels et certaines promesses ne se sont pas encore concrétisées, par exemple l'asphaltage des rues, la construction d'un aréna et d'un nouveau centre communautaire, un plus grand nombre d'activités pour les jeunes, etc. Les gens ont l'impression de ne pas voir « la couleur de leur argent » pour reprendre les mots d'une participante (FAC11). Une autre ajoute que les redevances sont « administrées comme un casse-tête », morceau par morceau, un projet à la fois, sans vision stratégique à long-terme (FAC14).

3.3.3.3 Démarrage d'entreprises et création d'emplois

En parallèle aux emplois directs sur le chantier, de nombreux emplois indirects sont créés dans des nouvelles entreprises qui se sont développés notamment grâce aux fonds alloués dans l'entente. La Société des entreprises innues d'Ekuanitshit (SEIE), qui regroupe en fait deux branches distinctes (SEIE inc. et SEIE (2009) SEP), est composée de 19 entreprises, dont certaines fournissent des services en lien avec le chantier et d'autres pas du tout. Le modèle d'affaires développé est assez complexe : les deux branches de la SEIE appartiennent à la Société de gestion Ekuanishinnuat (SGE), une société de portefeuille qui elle appartient au Conseil des Innus de Ekuanitshit (CDEPNQL, 2012). La naissance de la SEIE est liée à son rôle dans les négociations avec Hydro-Québec :

Mingan a créé la SEIE, a dit à Hydro-Québec : Votre interlocuteur principal en matière d'emploi, en matière de contrats, c'est la SEIE. Donc, on a des contrats d'hélicoptères, des contrats de construction, des contrats de conciergerie, sécurité industrielle et j'en passe. Mais, le négociateur principal c'est toujours la SEIE (HNI93).

La Corporation de développement économique Ekuanitshinnuat (CDEE), que nous avons évoquée dans la sous-section précédente, a elle aussi vu le jour dans la foulée des négociations de l'entente. Un participant (HNI8) nous explique qu'avec les nouveaux fonds et projets en branle dans la communauté, la nécessité d'avoir une corporation de développement comme on en trouve partout ailleurs au Québec se faisait ressentir. Il ajoute qu'avant la venue du chantier, seulement une personne ou deux étaient responsables du développement économique de la communauté puisque les moyens et les besoins étaient moins grands.

Autrement, la nouvelle entreprise qui est la plus évoquée par les participants (outre le contrat de cafétéria et conciergerie) et qui semble susciter le plus de fierté est l'entreprise Innukoptères, qui assure le transport en hélicoptère de marchandises et de personnes au chantier et dans l'ensemble du territoire. La construction du Centre d'affaires Kanikaniteth dans la communauté, où se trouvent les bureaux de la SEIE et de la CDEE, est l'autre retombée économique la plus visible aux yeux des participants.

Les répondants qui œuvrent dans le développement économique de la communauté sont assez optimistes quant à l'avenir des nouvelles entreprises innues. Outre celles qui fournissent des services directs au chantier qui risquent de cesser leurs activités une fois le chantier terminé, ils estiment que les autres sont assez diversifiées pour progresser après cet harnachement de la Romaine. Mentionnons toutefois que quelques critiques ont été émises par une minorité de participants car, sur les 19 entreprises supposément innues de la SEIE, 15 sont gérées par des dirigeants allochtones. De surcroît, plusieurs sont situées à l'extérieur de la communauté, et même à l'extérieur de la Minganie (par exemple, un restaurant La Cage aux Sports à Sept-Îles et une agence de voyages à Québec). Même la compagnie d'hélicoptères n'est pas gérée entièrement par la communauté. Il en est ainsi parce que la majorité des nouvelles entreprises sont le fruit de commandites ou de partenariats à la pièce :

T'as des entreprises qui sont pleinement la propriété de la communauté, t'as des entreprises qui sont en copropriété avec d'autres communautés innues, parce qu'on a des affinités avec d'autres communautés innues. Pis on a des entreprises en partenariat avec des Québécois. Des entreprises québécoises. Comme notre compagnie d'hélicoptère, notre partenaire ben c'est les Inuits là, c'est les Inuits dans le nord du Québec là (HNI93).

Les tableaux présentés en 3.3.2.1 montrent que le nombre d'allochtones qui travaillent au sein des entreprises de la SEIE est plus élevé que le nombre d'Innus. Cela dit, si ces critiques pointent que le modèle de la SEIE n'est pas à 100% innu et que les bénéficiaires ne sont ainsi pas exclusifs à la communauté, le « succès » (HNI93) des entreprises demeure non négligeable. Selon quelques acteurs-clés rencontrés, les partenariats avec des allochtones sont fructueux et probablement nécessaires pour aller chercher l'appui et les compétences qu'il faut pour le démarrage, en attendant que les Innus de la communauté soient en mesure de les développer eux-mêmes.

Cette opinion est évidemment à nuancer. Un exemple tiré d'un partenariat d'affaires entre les Innus de la communauté de Nutashkuan et le géant de l'entreprise forestière québécoise Remabec pour le contrat gré à gré de déboisement des réservoirs de la Romaine illustre que les Innus n'ont bénéficié d'aucune retombée. Un reportage de l'émission *Enquête*, diffusé sur les ondes de Radio-Canada le 24 novembre 2016, explore en détails les causes du gaspillage de billots de bois abandonnés au chantier. Celui-ci est le résultat du démantèlement abrupt du partenariat entre Remabec et PFI (Produits Forestiers Innus), puis de la fermeture subséquente de la scierie de Rivière-Saint-Jean, qui profitait seulement à « la portion blanche » de l'alliance, tel qu'admis par un dirigeant de Remabec.

Ajoutons que les partenariats interethniques, sur lesquels nous développerons dans les sections 4.2.2 (relations régionales) et 4.3.1 (visions d'avenir), sont une préoccupation croissante non seulement sur la Côte-Nord, mais également dans d'autres « régions carrefours » au Québec (Rivard et al., sous presse). Des recherches

récentes sur de telles alliances entre communautés autochtones et allochtones en Abitibi-Témiscamingue et au Saguenay–Lac-St-Jean montrent qu’elles semblent plus pérennes dans des contextes de pragmatisme économique profitable aux deux parties (Rivard et al., sous presse).

3.4 Bilan : Importance de la rivière dans l’identification culturelle

L’inscription d’un nouveau projet hydroélectrique d’envergure sur le territoire ancestral des Innus génère de nombreux impacts et préoccupations sur les plans environnemental, social, culturel et économique. Nos résultats montrent ainsi clairement que le chantier touche une corde sensible chez les Innus et bouleverse leurs repères identitaires ancrés dans le territoire et l’héritage traditionnel, des composantes toujours effectives de leur culture actuelle.

Nous pouvons dire que les représentations dépeintes et les impacts ressentis ne concordent pas entièrement avec notre hypothèse de départ selon laquelle l’arrivée du chantier transforme la relation identitaire des Innus à la rivière en une relation utilitaire, dictée par des intérêts individuels et économiques plutôt que collectifs et émotionnels. Cette intuition initiale s’est avérée seulement partiellement, entre autres quant aux retombées économiques et à un enrichissement relatif que nous avons présentés dans les dernières sections de ce chapitre III. Ces changements permettent d’entrevoir une transition vers un mode de vie plus individualiste et des valeurs matérielles plus rapprochées de celles de la population dominante allochtone. Cette situation n’est pas perçue que négativement par bien des Innus interviewés : les emplois directs et indirects, la formation, l’acquisition de nouvelles compétences, l’augmentation du pouvoir d’achat, etc., permettent d’envisager que le chantier a représenté une certaine opportunité pour la communauté.

Or, l'attachement identitaire à la rivière demeure très fort pour les participants rencontrés, et ce, malgré l'arrivée du chantier. Les éléments présentés à la fois à l'échelle du territoire ancestral et du chantier, soit le paysage radicalement modifié, les activités changées, la perte d'accès, les nouveaux emplois et les difficultés rencontrées par les travailleurs innus au chantier marquent une rupture très nette avec leur représentation dominante de la rivière ancestrale qui demeure symboliquement très significative. La majorité des participants ressent en effet que, malgré tous ces changements, la rivière Romaine fait toujours partie de ce qu'ils sont. Pour mieux comprendre cet attachement, il faut le situer dans l'identité territoriale plus large des Innus : « Le territoire, puis être Innu, c'est la même chose. Tu ne peux pas être Innu sans le territoire » (FAC14). « Le territoire fait partie de notre cœur. C'est notre cœur qui bat. Tant et aussi longtemps que le territoire sera là, on va être là nous » (HAE5).

La rivière est donc au cœur de ce territoire fondamental dans l'autodéfinition des Innus, ce car elle assure une continuité temporelle et culturelle qui englobe son rôle passé et présent. Pour les aînés qui ont connu la vie nomade ou semi-nomade, la valeur de la Romaine, du territoire plus largement et des traditions est indéniable. Mais elle apparaît aussi importante pour les nouvelles générations qui se rappellent des souvenirs d'enfance ou des récits. Certes, la rivière n'a pas la même valeur chez tous les jeunes. Leur relation au territoire tend à changer, avec l'arrivée de nouveaux biens matériels, des technologies et des réseaux sociaux notamment, mais les participants interviewés semblent croire que si les Innus sont en contact dès un jeune âge avec leur culture, dont le territoire forme le cœur, « ils vont aimer ça » et en être fiers (FAC11). L'engouement pour le Fonds Innu Aitun et le renouvellement d'intérêt chez les jeunes du primaire et du secondaire pour réapprendre les activités traditionnelles en constituent des indices. Nous reviendrons dans le chapitre V sur le territoire comme porteur de solutions à différentes problématiques vécues dans les réserves, comme une forme de guérison communautaire.

Après ça là je vais aller avec mon cœur, directement là. Je vais faire une belle photo de la rivière avant, puis une autre photo, de la blessure. Pis la blessure, on va voir les barrages, avec les lignes. Ça c'est une image que j'ai. Une blessure béante, qui va prendre du temps à guérir. Parce que on s'est fait avoir. Il ne faut pas être gêné de le dire là. Pis les gens l'ont dit aussi (HAP15).

Cette citation nous permet de faire le lien avec le pendant politique de la territorialité des Innus, introduisant une idée dominante qui ressort des discours des participants interrogés, soit l'impression de s'être « fait avoir ». Les relations avec les allochtones et la gouvernance territoriale entourant le projet Romaine sont au cœur de cette deuxième dimension de la territorialité des Innus que nous explorons.

CHAPITRE IV

TERRITOIRE DE CONFLUENCES : RELATIONS INTERETHNIQUES ET RAPPORTS DE FORCE

Nous venons d'établir que l'harnachement de la rivière Romaine influence le rapport matériel et idéal des Innus de la communauté d'Ekuanitshit à ce territoire, profondément significatif dans leur identité et leur culture. Or, leur territorialité n'est pas façonnée seulement par leurs attachement et identification à la rivière, ainsi que par les impacts positifs et négatifs des transformations en cours, qu'ils soient sociaux, environnementaux, culturels ou économiques, sur leurs pratiques et représentations. En effet, le rapport aux autres dans des lieux partagés, parfois contestés, constitue une part importante du vécu territorial. Dans la mire de groupes d'intérêts variés depuis des décennies, la rivière Romaine a été le théâtre de tensions au quotidien et de polémiques à l'échelle de la province. La mise en œuvre d'un tel projet hydroélectrique d'envergure concerne certes d'abord les Innus qui utilisent, occupent et revendiquent le territoire convoité, mais aussi les travailleurs minganois et extra-régionaux, les citoyens des municipalités allochtones, les instances décisionnelles régionales, la société civile québécoise en général, la société d'État (Hydro-Québec) jusqu'au gouvernement québécois. Les intérêts parfois convergents, d'autres fois divergents de tous ces groupes quant aux significations et au potentiel de développement de la rivière Romaine agissent sur la dimension politique de la territorialité des Innus.

Sur ce point, rappelons que notre troisième question secondaire explore les relations à l'altérité qui se déploient sur un territoire donné, par le biais des modalités et des finalités souhaitées par le contrôle de ce même territoire. Pour y parvenir, et tel que suggère Murphy (2012), nous employons, rappelons-le, deux conceptions différenciées mais complémentaires de la territorialité de deux chercheurs : Raffestin (1987) pour l'aspect relationnel, et Sack (1983) pour l'idée de contrôle. Nous

examinons ainsi les liens entre relations, gouvernance et pouvoir sur le territoire de la rivière Romaine. Rappelons également que la définition de paysage retenue au début du chapitre III en ce qui a trait aux représentations identitaires et culturelles de la rivière, nous fournit aussi des pistes sur les rapports de pouvoir qui en font aussi partie. Ainsi, un paysage peut avoir plusieurs significations qui se superposent et se confrontent, et qui finissent par le modeler :

“As Harner (2001) and Mitchell (1992) point out, however, these landscapes are also sites of (contested) relations of power, shaping and constraining place identities within hegemonic ideas of industrial heritage” (Cater & Keeling, 2013 : 63).

“Understanding that place meanings may be part of larger political struggles explains why particular images and ideas are often inseparable from the interests of particular groups of people. Conceptualizing place as the intersection of shared and contested meanings enables us to see how the images and values people hold for particular locations are connected to natural resource conflict and, where possible, conflict resolution” (Yung et al., 2003 : 865).

Le concept de gouvernance que nous avons aussi retenu est exploré en filigrane tout au long de ce chapitre et nous intéresse à deux niveaux : d’une part, dans ce qu’il comporte de *relationnel* eu égard aux différents processus consultatifs et décisionnels en place dans la mise en œuvre du projet hydroélectrique (Raffestin) ; ensuite, au niveau *territorial*, en ce qu’il concerne l’idée de contrôle d’un territoire délimité (Sack). Le deuxième concept retenu, autodétermination, est employé en ce qui a trait au projet d’un gouvernement national innu et à la gestion du *Nitassinan*.

Par souci de continuité et de clarté, les tendances dégagées de notre analyse de la territorialité politique des Innus sont étudiées en suivant les trois mêmes périodes temporelles qu’au chapitre précédent : les relations quotidiennes et régionales entre Innus et allochtones avant le début des travaux, et qui incluent également les processus de consultation et de négociation d’avant-projet (4.1) ; les nouvelles

relations intergroupes induites et forcées par la présence du projet (4.2) ; les impacts projetés du chantier sur les relations et les visions d'avenir quant à la concertation régionale et au développement territorial (4.3). Dans chaque partie, nous présentons les résultats empiriques tirés de nos deux échelles d'analyse : le projet, qui concerne à la fois les lieux physiques des travaux (chantier et campements), ainsi que la gouvernance relative à l'avant-projet, sa mise en œuvre et sa complétion ; le *Nitassinan*, qui réfère au contexte régional, aux relations interethniques débordant le seul cadre du projet, et aux visions d'avenir plus larges, ses limites englobant à la fois les communautés innues et allochtones de la Minganie.

4.1 L'avant-projet : Le règne du « chacun pour soi »

Cette première partie s'attarde aux relations entre Innus et allochtones, notamment aux relations entretenues avec Hydro-Québec avant le lancement officiel des travaux sur la Romaine. Les résultats présentés montrent les rouages et les relations qui ont précédé et consolidé la venue inévitable du projet, particulièrement le fait qu'il était attendu depuis longtemps (4.1.1), les stratégies utilisées dans les processus d'avant-projet (4.1.2) et l'aboutissement à une décision communautaire obligée (4.1.3).

4.1.1 Des décennies en gestation

Le potentiel hydroélectrique de la rivière Romaine était à l'étude depuis des décennies, aux dires de plus de la moitié des participants interrogés (8/14). L'un d'entre eux estime que l'intérêt d'une société à y construire des barrages remonte même aux années 1920 (HAP15). Mais c'est surtout à partir des années 1960, dans la foulée des études exploratoires qui ont mené entre autres aux grands travaux hydroélectriques de la Baie-James, qu'Hydro-Québec entame une vaste campagne de

repérage du potentiel des rivières à l'échelle de la province. Même si l'intérêt pour la Romaine est marqué, et que des études préliminaires de faisabilité sont menées dès les années 1960-1970, la conjoncture économique et politique de l'époque n'était pas favorable à la réalisation du projet (Courcelles & Murdoch, 2015). Ainsi, il va sans dire que le projet était attendu dans la région depuis très longtemps. Une participante se rappelle que son père anticipait sa venue comme une certitude :

La première fois que j'ai entendu parler du projet, c'est mon père qui m'a parlé de ça. Ça fait des années et des années. Mon père me disait : Ça fait longtemps qu'ils parlent de ça. C'est sûr qu'ils vont le réaliser. Moi je ne le verrai pas. [...] Toi, tu vas le voir. Tu vas vivre les conséquences. C'est là que je vois. Ça fait des années en arrière, 1960-70 je pense que ça en parlait (F12).

Cet élément temporel constitue un premier facteur explicatif du sentiment d'impuissance ressenti par les participants vis-à-vis l'arrivée des barrages, puisqu'ils étaient projetés depuis des décennies : « Tout le monde le savait qu'un jour ou l'autre, ils seraient confrontés peut-être au projet, ou qu'ils auraient à se prononcer sur le projet » (HNI8). Ce n'était plus tant la question de « si » le projet allait être réalisé, mais plutôt la question de « quand » cela allait se produire. Une autre participante se remémore elle aussi les paroles presque prophétiques de son père lorsqu'elle était encore adolescente :

Il disait : Regardez mes mains, mes bras, même si mes mains étaient grandes et grosses, je pourrais jamais arrêter Hydro-Québec. [...] Ça va se passer quand même, même si on crie (F13).

4.1.2 Contexte régional : jeux de pouvoir

Bien que la MRC de la Minganie soit composée de huit municipalités et de deux communautés innues, il semble que les relations entre Innus et non Innus avant le projet étaient relativement limitées : ils ne se côtoyaient généralement pas, à

l'exception de contacts ponctuels et superficiels dans des commerces et des lieux de services, et exceptionnellement lors de festivités d'envergure, par exemple lors du festival du conte et de la légende Innucadie (Desmeules et al., 2014). Les municipalités et communautés sont relativement isolées les unes des autres, éparpillées le long de la route 138, et semblent évoluer en vase clos. Lorsque les processus d'avant-projet (études d'impacts, séances d'information et de consultation, négociation d'ententes) ont officiellement été lancés par Hydro-Québec, plusieurs participants estiment que la société d'État a su tirer avantage de ce découpage sociogéographique par localité pour mousser l'acceptabilité sociale du projet.

4.1.2.1 Séances d'information et de consultation

Respectant les procédures requises par le BAPE, Hydro-Québec a tenu des séances d'information et de consultation à travers toute la Minganie, et même dans deux communautés innues de la Basse-Côte-Nord (Pakua Shipi et Unamen Shipu) pour présenter le projet et ses impacts à l'ensemble de la population. L'enthousiasme suscité pour les retombées économiques qu'il allait générer était, semble-t-il, très fort dans les municipalités allochtones, notamment Havre-Saint-Pierre, le chef-lieu de la Minganie, et dans certaines communautés innues. Il en est ainsi car la situation socioéconomique de plusieurs d'entre elles était plutôt précaire, avec des indices de développement bien en deçà des moyennes québécoises (Desmeules et al., 2014). Une participante innue dépeint ainsi l'engouement régional initial :

Il y avait des affiches : Le courant passe. Sur la 138, de la MRC, pour militer qu'ils étaient pour. Ils voyaient ça grand là, Havre-Saint-Pierre, pis les gens ici. Tu voyais les pancartes : Le courant passe. Maintenant là, qu'est-ce qu'ils ont ? Hum ? Économique en train de tomber. Fait que là ils se retrouvent à la même case de départ. Le courant ne passe plus (FAC11).

Cette citation révèle une autre idée qui revient systématiquement dans les discours, soit celle du miroitement des retombées positives que le projet allait générer. Même si les responsables d'Hydro-Québec rappellent qu'ils n'ont jamais rien promis de façon précise, les participants innus et allochtones rencontrés (ceux dans le cadre du projet plus large également) croient tous s'être fait leurrer par l'illusion de bénéfices beaucoup plus importants que ce qu'ils sont finalement, notamment en termes d'emplois et de développement économique pour la région. La majorité des participants principaux et deux interlocuteurs complémentaires (9/14 +2) évoquent le mécontentement ressenti dans la région à des degrés variables face aux « mythes » (F1) et aux « promesses en l'air » (FI7) d'Hydro-Québec. De surcroît, plusieurs estiment que les consultations en amont de la réalisation du projet visaient surtout à les convaincre de ses nombreux bienfaits et de l'absence d'impacts négatifs majeurs. L'impression que leurs préoccupations, notamment sociales et environnementales, n'étaient pas prises au sérieux a accentué leur sentiment d'impuissance vis-à-vis l'arrivée du projet.

Quelques-uns vont plus loin et avancent que c'était une stratégie de la part d'Hydro-Québec de multiplier les séances de consultation pour leur donner l'illusion d'être écoutés. Un participant (HAP15) affirme que 32 rencontres ont ainsi eu lieu dans la communauté en amont du projet à propos de sujets variés : faune, flore, mercure, économie, impacts sociaux, etc. Il dénonce la lourdeur et la lenteur des processus, « l'attente » qu'il perçoit comme étant une « méthode militaire » qui vise à « épuiser l'ennemi, qui a très peu de ressources » (HAP15). De plus, comme les thématiques et les spécialistes venus les présenter changeaient à chaque séance, les membres présents estiment avoir eu de la difficulté à obtenir un suivi quant à leurs questions et préoccupations.

4.1.2.2 Négociations à huis clos

Quatre communautés innues ont finalement signé des ententes sur les répercussions et avantages (ERA) avec Hydro-Québec qui contiennent, entre autres, les montants de redevances à verser (cf. tableau 2). Aux dires d'un participant (HAP15), c'était aussi la première fois dans toute son histoire qu'Hydro-Québec signait une entente commerciale avec une MRC. À propos de ces ententes distinctes signées à l'échelle de chaque communauté, un peu moins de la moitié des participants (5/14) décrit cette situation comme un stratagème d'Hydro-Québec pour empêcher la mobilisation et la concertation à l'échelle régionale, ou dans les mots d'un participant, « d'utiliser les autres communautés à son avantage pour activer le projet » (HAE5).

Tableau 4.1 : Détails des ententes signées entre HQ et les communautés innues

Communautés innues de l'Est	Date de l'entente	Redevances
Nutashkuan	4 juillet 2008	43 millions de \$
Pakua Shipi et Unamen Shipu	9 octobre 2008	14,5 millions de \$
Ekuanitshit	25 mars 2009	75 millions de \$

Source : Lévesque, 2009

La communauté d'Ekuanitshit a été la dernière à signer une entente, la plus « gauloise » (HAE5), mais devant la pression grandissante de ne pas « manquer le train » (HAP15, HNI93), elle a finalement capitulé. Selon la majorité des participants (9/14 +2), c'est ce contexte de négociations à huis clos qui est en bonne partie responsable de la pression ressentie de signer à leur tour. La moitié d'entre eux (7/14 +2) mentionne spécifiquement la communauté innue de Nutashkuan comme première signataire :

C'est un peu ce qui est particulier avec l'approche d'Hydro moi je pense. C'est qu'ils sont allés chercher, je ne veux pas être méchant là, mais peut-être le maillon le plus faible au travers des convictions politiques qu'on avait... [Ils] sont allés avec la communauté de Nutashkuan, c'est la première qui a signé (HNI8).

Un sentiment d'amertume et de frustration à l'égard de Nutashkuan qui a été la première à se « *garrocher* sur l'opportunité » (FAC11) ressort des discours recensés. Quelques participants qui étaient politiquement engagés contre le projet déplorent que cela a brisé le rapport de force qu'ils ont tenté de mettre en place avec les communautés innues de l'Est (Nutashkuan, Pakua Shipi et Unamen Shipu), un rapport sur lequel nous reviendrons. Ils croient qu'ils auraient pu négocier des retombées plus grandes pour la Nation s'ils avaient tous fait front commun contre Hydro-Québec et déplorent l'absence de solidarité (5/14 +1) à laquelle ils ont été confrontés dans leurs efforts :

Il n'y en avait pas un dans les autres communautés qui sont venus nous encourager, pour dire qu'ils ne voulaient pas de barrages. Non. Il n'y avait personne. Pas un qui a bougé le petit doigt pour nous encourager (FA9).

Ce sentiment d'amertume est renforcé par l'attachement identitaire de la communauté d'Ekuanitshit à la rivière. La moitié (7/14) partage en effet l'avis que puisque les membres d'Ekuanitshit sont « les plus touchés, historiquement, géographiquement aussi, culturellement » (FAC11), la communauté aurait dû être la première consultée et la première à se prononcer, plutôt que Nutashkuan « à deux heures d'icitte » (FAC11) : « Pourquoi ils ont signé eux autres ? Les premiers ? Vu que ce n'est pas leur rivière à eux autres » (FI7). Plusieurs estiment que c'est un manque de respect de la part d'Hydro-Québec d'avoir consulté les communautés voisines en premier pour mousser l'acceptabilité du projet, sachant d'autant plus qu'Ekuanitshit y était initialement opposée.

Cette idée du manque de respect ressort également des discours plus larges sur les processus de gouvernance en place qui laissaient peu de place à la vision des Innus quant au territoire et à son développement :

C'est là que j'ai vu que le respect n'y était pas entre nous et la société d'État. Moi je leur disais le territoire pour nous, c'est sacré, c'est quelque chose d'important, c'est là qu'on a vécu, que nos ancêtres ont vécu. Toute notre spiritualité est liée au territoire. Tout le monde animal. Tout ça va être affecté et la réponse que j'ai eue, la première fois, on m'a dit carrément : Il y a la patinoire, pis tu vas jouer sur la glace avec nous autres (HAP15).

Cette citation exprime une analogie intéressante, bien qu'elle soit soulevée seulement par deux participants (HAP15, FAC14), entre la gouvernance dans son état actuel et un jeu dont les règles sont écrites d'avance. Aux dires de l'une, c'est « une partie que t'es en train de jouer mais que tu es sûr de perdre » (FAC14). Selon elle, le fait même d'entamer des démarches de négociation est en quelque sorte une forme de renonciation du combat. La seule marge de manœuvre restante c'est d'essayer de tirer le maximum quant aux retombées négociées. Il est ainsi impossible pour les Innus de déborder du « cadre » (HAP15) existant, dont les bases n'ont pas beaucoup évolué depuis la signature de la CBJNQ avec les Cris. Comme nous l'avons présenté dans la revue de littérature du deuxième chapitre, les Autochtones n'ont toujours pas de réel pouvoir décisionnel dans les projets de développement d'envergure qui les affectent (Asselin, 2011 ; Desbiens & Rivard, 2014 ; Germain, 2011 ; Grammond, 2009 ; Ladner & Orsini, 2004 ; Savard 2009).

4.1.3 Contexte local : décision communautaire

Lorsqu'interrogés sur les réactions communautaires quant à la venue du projet hydroélectrique sur la rivière, la majorité des participants (10/14) exprime que les membres étaient extrêmement divisés. Du point de vue des opinions personnelles, un

peu plus de la moitié des participants (8/14) affirme avoir été contre la venue du projet, alors que seulement deux (2/14) étaient en faveur. Les autres (4/14) n'ont jamais exprimé clairement leur position. Malgré ces dissensions, l'engouement pour le projet à l'échelle de la région et le fait que d'autres avaient signé des ententes ont finalement forcé Ekuanitshit à prendre une décision quant à sa position par le biais d'un référendum communautaire :

Il y avait un groupe qui était pour. Il y avait un groupe qui était indécis. Il y avait un groupe qui était contre. Pis à un moment donné, au bout du couloir, il y a une porte. Il n'y a pas trois portes. Il y a une porte qui fallait choisir. Soit celle du non, soit celle du oui (HAE5).

La transparence des décideurs locaux et l'importance pour eux de tenir un référendum ressortent des propos de quelques participants (3/14). Deux insistent notamment sur le fait que la décision finale devait absolument être celle de la communauté plutôt que celle d'une poignée de dirigeants (HAE5, HAP15). Il fallait pour cela qu'il y ait consensus, ou du moins une décision majoritaire, et donc que les membres aient été informés, consultés et sondés. Les procédures du référendum ont duré une semaine en mars 2009. Du lundi au jeudi, l'ébauche d'entente avec Hydro-Québec a été présentée en détails aux membres rassemblés, avec la présence des avocats l'ayant rédigée pour répondre aux questions. La tenue du vote a eu lieu le vendredi soir. Le taux de participation a été très élevé : « En fin de compte, le taux de participation a été de 78,8 % dans la communauté, pis ça a passé à 80 %. Que la communauté disait oui au projet » (HAE5). L'entente a été signée le soir même, devant la communauté rassemblée.

Néanmoins, chez la majorité des participants rencontrés, même s'il y a eu un référendum, « il n'y avait pas vraiment de choix » (FI7). À cause du contexte historique, du contexte régional, ainsi que des pressions externe et interne déjà évoqués, les membres ont eu l'impression qu'ils devaient dire « oui », parce que le

projet allait avoir lieu de toute façon, peu importe le résultat du vote : « Moi j'avais voté non, mais je savais pareil que ça allait être fait. Mais dans mon cœur, j'ai dit non moi, en signant ce papier » (F13). Quelques autres (4/14) ajoutent que si la communauté d'Ekuanitshit s'était prononcée contre, ce sont les autres communautés qui auraient bénéficié du projet. Ce sont ainsi d'autres personnes qui auraient travaillé au chantier, notamment des jeunes d'autres communautés innues.

D'ailleurs, il semble aux dires de nos répondants que c'est cette jeunesse qui a fini par avoir raison des plus forts noyaux de contestation au projet dans la communauté. L'avenir des jeunes est à cet égard l'une préoccupation centrale qui est ressortie dans les discussions communautaires. Des participants (3/14) mentionnent un clivage générationnel dans les opinions, les aînés s'opposant à la venue du projet, alors que les jeunes le voyaient d'un œil favorable, notamment en termes d'opportunités d'emplois pour eux. C'est en partie dans l'espoir de leur offrir un meilleur avenir que les membres de la communauté ont fini par voter en faveur du projet hydroélectrique :

C'est le « oui » qui a remporté parce que c'est surtout les jeunes, il fallait qu'on voit c'était quoi l'avenir aussi des jeunes de la communauté. Il y avait de l'argent. [...] Ça aussi c'est des millions là. C'est pas des milliers, c'est des millions qu'on parle là (F12).

Enfin, un dernier élément intéressant à soulever est qu'un peu moins de la moitié des participants (5/14) avance que si le référendum communautaire était à refaire actuellement, avec quelques années de recul, les gens voteraient probablement autrement. Vu les impacts ressentis du projet, et les retombées moins grandes qu'anticipées, ceux-ci pensent que les membres seraient maintenant plus avertis et se prononceraient contre.

4.2 Travaux en cours : La rencontre (forcée ?)

Le projet de la Romaine, au-delà de ces désaccords et controverses, crée un espace de rencontre nouveau entre les Innus et les non Innus de la Minganie et de l'extérieur (les travailleurs qui arrivent d'autres régions). Au plus fort des travaux, environ 2 000 travailleurs allochtones et autochtones s'y côtoient. Il est devenu à la fois un lieu de contact quotidien sur le chantier (4.2.1), ainsi qu'un espace de convergence social, institutionnel et politique (4.2.2), constituant une occasion inédite pour les citoyens, acteurs et décideurs de toute la région de débattre, de se concerter et de se mobiliser. Nous étudions dans cette section ces deux échelles où se dessinent des relations interculturelles et des rapports de force marqués à la fois de tensions et de rapprochements.

4.2.1 Relations interethniques quotidiennes au chantier

Sur le chantier et ses campements, les relations entre les travailleurs innus et les travailleurs allochtones majoritaires sont très mitigées. Comme nous l'avons présenté dans le chapitre précédent, les types d'emplois occupés par les deux groupes sont généralement fort distincts, les contacts demeurant ainsi superficiels et les relations teintées de méconnaissance, de discrimination et de préjugés. Les tendances qui se dégagent de nos analyses des relations interethniques au chantier que nous présentons ici sommairement sont traitées plus en détails dans un article à paraître dans la revue *Recherches Sociographiques* (Guimond & Desmeules, sous presse) et dans un rapport publié au Centre de recherche sur les innovations sociales (Crises) (Desmeules et al., 2014) qui s'y intéressent tout particulièrement.

Dans le cadre de nos entrevues et de celles menées pour le projet plus large, les travailleurs relatent des anecdotes où ils ont soit vécu eux-mêmes de la discrimination

ou du racisme (interviewés innus), en ont témoigné ou entendu parler (interviewés innus et allochtones), ou alors tiennent des discours eux-mêmes empreints de préjugés (interviewés allochtones). L'exemple qui revient le plus souvent dans les propos des allochtones a trait au sentiment d'injustice qu'ils ressentent soit par rapport aux conditions d'embauche des Innus ou de l'exemption de paiement de taxes et d'impôts pour ceux-ci. Les Innus, de leur côté, ont l'impression d'être discriminés et désavantagés en termes de type d'emplois, en plus des autres défis d'intégration auxquels ils sont confrontés (cf. 3.3.2.2). Un travailleur innu souligne à cet effet la distance qui semble persister entre Autochtones et allochtones : « Il y a plusieurs Innus j'ai remarqué ils voulaient parler [aux allochtones] mais... il y avait comme une espèce de barrière entre eux autres » (HT3). Lors de notre visite au campement des Murailles, nous avons pu observer un clivage entre les travailleurs allochtones et innus à l'heure du repas à la cafétéria : la majorité des Innus mangeait ensemble à une table au fond. Une ancienne femme de ménage innue aborde ainsi l'absence de relations avec des travailleurs allochtones :

Le monde me regarde, tu sais. Ils te regardent, ils savent : Ah les Innus sont ensemble, notre gang sont ensemble. On ne pouvait pas mélanger. Toujours ensemble avec des Innus. [...] C'est comme l'ignorance... c'est l'ignorance, c'est tout. [...] Je fais mes affaires, pis fais tes affaires. C'est ce genre de relations là. C'est ça que j'ai vu moi là-bas au chantier (FXT30).

Ces assertions doivent toutefois être nuancées car certains ont eu des relations interethniques positives au chantier. Aux yeux d'un participant, la proportion serait d'environ 2/3 de mauvaises relations pour 1/3 de bonnes relations (HNI8). À cet effet, quelques participants (3/14 + recherche plus large) soulèvent une piste intéressante : il semble que plus le poste occupé au chantier est spécialisé, par exemple des opérateurs de machinerie lourde, plus l'appréciation globale de l'expérience est positive. Pour certains Innus, le fait de travailler dans des équipes à majorité allochtone semble générer des rapprochements positifs : « Ceux qui travaillaient avec les Innus, il y en a qui avaient une certaine confiance. Ça parlait, pis

ça mangeait ensemble » (HT3). Le fait de se côtoyer peut ainsi amenuiser certains préjugés chez les travailleurs :

Ils vont être capables d'écouter pis ils vont changer leur mentalité. Ils vont dire : Ben regarde, [les Innus] sont pas si pires que ça là. On savait pas comment ce qu'ils étaient, on ne les connaissaient pas, mais à force de les connaître, ben oui c'est du bon monde (FAE10).

Pour les travailleurs innus qui ont une expérience positive avec leurs collègues allochtones, le rapprochement peut même mener à des amitiés interethniques significatives :

Comme mon chum moi il travaille avec des gens du Lac-Saint-Jean, il y en a qui viennent du Havre, il y en a qui viennent de la Rive-Sud qu'il disait, des Îles-de-la-Madeleine... Il travaille avec des gens qui viennent de là, pis il a une bonne communication avec eux autres. Il a même ramené ici ses amis. Ils ont fait de la chaloupe. C'est deux gars du Lac-Saint-Jean, ils sont venus (F13).

Il faut rappeler que les relations peuvent aussi s'avérer problématiques entre les travailleurs innus provenant de différentes communautés. Deux participants mentionnent que la médisance, les tensions et la jalousie entre Innus existent surtout au sein de la SEIE-Sodexo, où la compétition pour les postes à la cafétéria et à la conciergerie (qui ne requièrent pas de formation spécialisée) est plus féroce (HT3, FXT30). Rappelons à cet effet que la moitié des participants, auxquels s'ajoute une répondante complémentaire (7/14 +1), partagent l'impression que ce sont davantage les Innus des communautés de l'Ouest qui sont embauchés au chantier, ce qui renforce certaines tensions intercommunautaires.

Étant plus isolés de l'ensemble de travailleurs, ce sont aussi davantage les Innus qui occupent ces postes « au bas de l'échelle », qui subissent de la discrimination et qui entretiennent des relations plus tendues avec les allochtones. Certains Innus rencontrés qui occupent des postes spécialisés admettent qu'ils restent volontairement

à l'écart des autres Innus, choisissant par exemple de dormir dans les dortoirs allochtones, pour différentes raisons : mauvaise influence, peur de la stigmatisation, bonne entente avec leurs collègues allochtones, etc.

Pour compléter ce portrait sommaire des relations interethniques au chantier, mentionnons que des frictions existent aussi entre les travailleurs régionaux de la Minganie et les travailleurs extra-régionaux qui arrivent d'ailleurs au Québec en avion (en « fly-in fly-out »), notamment ceux en provenance du Saguenay–Lac-St-Jean qui semblent provoquer une certaine animosité au sein de la population locale¹².

4.2.2 Relations régionales

Ce bilan mitigé des relations interethniques à l'échelle du chantier peut être étendu à l'échelle régionale, où les relations sont également teintées de méconnaissance, de jalousie et de préjugés, à la fois entre communautés innues et minganoises, puis entre les différentes communautés innues, mais aussi de certains rapprochements notables depuis la venue du projet de la Romaine, ce qui ressort ailleurs dans la littérature sur la rencontre interethnique (Bourgeois, 2011 ; Leroux, 2011 ; Denis, 2015).

Le pendant du sentiment d'injustice qui existe entre travailleurs à l'échelle du chantier concerne, à l'échelle de la région, les ententes distinctes qui ont été signées avec Hydro-Québec et les montants inégaux de redevances versées. La communauté d'Ekuanitshit, dernière signataire d'une entente, et qui reçoit les redevances les plus élevées du projet, semble susciter une certaine envie de la part des autres

¹² Les Minganois interrogés dans le cadre de la recherche plus large sont nombreux à dénoncer l'arrivée en grand nombre des « Bleuets », le terme qu'ils utilisent pour qualifier les travailleurs en provenance du Saguenay–Lac-St-Jean, qu'ils accusent de « voler leur job ». Les revendications quant à l'embauche locale sont discutées plus en profondeur dans un rapport de recherche (Desmeules et al., 2014).

municipalités (2/14 +2), notamment Havre-Saint-Pierre, où le mécontentement et la déception à l'égard des retombées attendues sont plus fortement ressentis. Pourtant, même si Ekuanitshit bénéficie de la meilleure entente aux yeux de plusieurs, et que la communauté rencontre un « succès » économique (HNI93), un sentiment d'injustice est aussi perceptible chez ses membres, et ce, pour des raisons différentes. Certains participants interrogés (4/14 +1), sans nécessairement se plaindre, remettent en question le fait que « tout le monde bénéficie du projet » (HAP15), alors qu'Ekuanitshit n'a jamais pu profiter de retombées dans le cas d'autres projets hydroélectriques d'envergure sur la Côte-Nord :

La stratégie Hydro-Québec de s'entendre avec d'autres communautés là, sans qu'ils nous en parlent là, ça ça nous a un peu ébranlés, dans le sens que nous on n'a jamais été voir Hydro-Québec pour SM3, ni Tournestouc, ni Pointe-Bleue. Pis les autres communautés autour aussi n'ont jamais fait ça. Pourquoi est-ce que, dans le cas de la rivière Romaine, tout ce monde là, ils ont négocié quelque chose ? Pourtant, c'est pas les communautés les plus impactées [sic], c'était nous (HAE5).

Ce sentiment d'injustice ressort également dans les relations entre les différentes communautés innues qui ont partiellement soufferts de la venue du chantier. Comme déjà mentionné, le nombre peu élevé de travailleurs de la communauté d'Ekuanitshit au chantier et leurs emplois peu spécialisés alimentent « une jalousie qui s'installe depuis que la rivière Romaine est là, depuis que les gens des autres communautés travaillent » (F12). Les négociations menées à huis clos en amont sont aussi une source de tensions intercommunautaires à cause de l'absence de solidarité qui a prévalu. Rappelons que, aux dires de près de la moitié des participants (5/14 +1), chaque communauté a essayé de tirer le maximum du projet sans égard aux autres. Cette situation semble provoquer beaucoup de déception quant à l'opportunité manquée de mettre en place un véritable rapport de force :

J'entendais les autres communautés nous dire qu'ils avaient besoin d'emplois, qu'ils avaient besoin de financement, qu'ils avaient besoin de contrats. Pis

qu'il fallait que les gens travaillent. Ekuanitshit n'est pas différente des autres, sauf que nous, on prônait vraiment qu'il fallait... Le fait d'être rassemblés dans une organisation nous donnerait un rapport de force qui pourrait être encore plus bénéfique que si on était divisés, pis ça je pense on l'a vécu là. Tout le monde est allé individuellement, et tout le monde a essayé d'avoir le maximum (HAP15).

Par contre, une participante soulève que ce sont uniquement les relations entre Innus au niveau politique qui ont souffert. Elle estime que le chantier n'a rien changé au niveau des relations quotidiennes entre les Innus de différentes communautés qui demeurent « fraternelles » (FAC11) à l'extérieur du chantier. En guise d'exemple, quelques participants mentionnent que les membres d'Ekuanitshit continuent à appuyer Nutashkuan dans ses blocus de route concernant leurs contrats de foresterie avec Hydro-Québec, même si Nutashkuan a été la première à signer une entente. Les entreprises d'Ekuanitshit continuent également à donner des contrats et de l'emploi à des membres d'autres communautés qui rencontrent plus de difficultés. Ce serait ainsi à un niveau moins visible de l'extérieur, soit dans la gouvernance interne, que la prépondérance locale se fait sentir. Nous y reviendrons davantage dans la section 4.3.2.

Si on se penche maintenant du côté des impacts positifs de l'arrivée du chantier sur les relations régionales, il a aussi suscité des rapprochements notables entre Minganois et Innus. La moitié des participants et deux répondants complémentaires (7/14 +2) évoquent par exemple les manifestations conjointes qui ont eu lieu pour revendiquer l'embauche de travailleurs locaux au chantier, notamment les blocus de routes organisés à quelques reprises (Lévesque, 2015) :

Tous les événements qui se sont passés autour de la Romaine ont créé des événements de rencontre avec les Innus, dont l'espèce de front commun qu'il y a eu au premier blocus. Ça c'était significatif. Là on a vu des Innus sur le barrage se côtoyer, se parler, pis qui n'avaient jamais vraiment fait ça avant, pas de cette façon là (HNI51).

Il en est ainsi car les réalités socioéconomiques qui touchent la Minganie affectent autant les Innus que les allochtones. Le chantier de la Romaine a ainsi été une occasion pour eux de se rallier dans des causes communes. Il a donc peut-être été l'instigateur d'une prise de conscience réciproque que les communautés innues et allochtones de la région partagent des enjeux, des valeurs et des intérêts similaires, nourrie par l'identification commune au territoire (Guimond & Desmeules, sous presse). Près de la moitié des participants principaux et trois répondants complémentaires (5/14 +3) sont d'avis que le chantier de la Romaine a rapproché plutôt qu'éloigné Innus et Minganois de la région :

À quelque part ils se sont aperçus que les revendications, c'est les mêmes pour tout le monde. Pis la principale revendication c'est : Regarde, respectez-nous, respectez nos droits, respectez votre parole (FAE10).

L'autre forme de rapprochement notable instigué par l'arrivée du chantier dans la région, et qui est peut-être moins visible que les blocus routiers qui attirent l'attention médiatique, se trouve au niveau du développement économique de la région. Comme dégagé précédemment, les nouvelles entreprises de la SEIE regroupent différents modèles d'affaires, dont plusieurs partenariats avec des dirigeants allochtones. Bien que critiqué par certains, ces partenariats semblent profitables, les entreprises de Mingan se portant plutôt bien, suscitant la curiosité et parfois l'envie des autres municipalités. Un autre exemple de partenariat concerne l'Association des gens d'affaires de la Minganie (AGAM), qui milite pour la maximisation des retombées économiques dans toute la région et qui est née d'une initiative commune. C'est d'ailleurs un Innu qui y siège comme président. Enfin, un dernier exemple donné par un participant (HNI51) concerne une l'entreprise Location Paul Boudreau du Havre-Saint-Pierre qui a fait faillite, et qui a été rachetée par des Innus d'Ekuanitshit et de Nutashkuan. Cette visibilité croissante des Innus et de leurs entreprises dans le paysage économique de la région ne passe pas inaperçue. Nous y reviendrons davantage dans la partie 5.1 du chapitre suivant.

4.3. L'après-Romaine : Traces du chantier sur les relations régionales et le développement économique et territorial

Le quatrième et dernier barrage hydroélectrique sur la Romaine devrait être complété en 2019, selon les échéances projetées par Hydro-Québec. Les participants rencontrés émettent des préoccupations variées quant au futur de leur territoire qui est source de contestations et de convergence. En s'attachant à leurs perspectives d'avenir, nous revenons d'abord sur deux points interreliés abordés précédemment : le développement économique de la région et les traces anticipées du chantier sur les relations entre Innus et allochtones (4.3.1). Ensuite, par le biais du concept de l'autodétermination, nous explorons deux visées *politico-territoriales* qui n'ont été que brièvement étudiées jusqu'à présent : le projet de gouvernement national innu (4.3.2) ainsi que le contrôle du territoire de la rivière nouvellement accessible par la route (4.3.3).

4.3.1 Visions d'avenir

Les résultats exposés jusqu'à présent laissent entrevoir des points de vue très mitigés chez les participants concernant leurs visions d'avenir pour l'après-Romaine. En ce qui a trait au développement économique de la région, nous avons établi que certains sont inquiets, à la fois pour les entreprises créées en parallèle au chantier, qui y fournissent des services et dont les activités cesseront après sa complétion, ainsi que pour les individus qui y œuvrent, soit directement ou indirectement, qui vont se retrouver sans emploi. Rappelons aussi l'inquiétude soulevée par l'endettement, à la fois des Innus et des allochtones. Une participante (FAE10) se dit également préoccupée par les différents fonds qui ont été mis en place et dont le financement va éventuellement arriver à terme (à l'exception du Fonds Innu Aitun, rappelons-le,

renouvelable). Celle-ci verbalise les contrecoups du ralentissement brusque de l'activité économique qui sont anticipés rudement pour plusieurs :

Ça va être dur pour le monde. Ça va être difficile. Parce que l'après-Romaine... t'as pu de job. T'es habitué d'avoir un bon salaire, un bon train de vie, pis tu te retrouves avec plus rien. Comment tu fais pour te réajuster ? (FAE10).

Quelques participants plus près du développement économique sont eux plutôt confiants et optimistes, parce qu'ils estiment que l'après-Romaine a été bien préparée. Ils sont conscients que le chantier est éphémère et c'est la raison pour laquelle ils ont misé sur des créneaux d'entreprises diversifiés, avec un avenir prometteur :

Nous on travaille dans le sens pas juste de vivre le chantier Romaine, mais on travaille aussi après. Parce qu'il va y avoir un après-Romaine. Pis l'après-Romaine ne sera pas aussi beau que le début de la Romaine. Parce que ça va cesser, ça va finir, plus de contrats, rien. Mais nous on continue à travailler d'autres choses [...]. Pis on travaille sur nos entreprises pis on travaille aussi à acquérir ou à être des partenaires avec d'autres entreprises qui vont bien au niveau non autochtone. Ça c'est justement pour assurer la richesse. Pis nous avons comme l'impression que les gens de Havre-Saint-Pierre vont venir frapper à notre porte pour demander du travail. Pis c'est ce qui arrive (HAE5).

Cette opinion laisse entrevoir le deuxième point sur lequel nous voulons développer et qui concerne les perceptions des participants quant aux traces que le chantier va laisser sur les relations interethniques. Comme nous l'avons vu, à l'échelle individuelle, des amitiés significatives ont pu se tisser entre travailleurs d'origines diverses, et qui perdureront peut-être au-delà du chantier. Par ailleurs, aux yeux de quelques participants allochtones, le chantier représente une occasion pour les Innus de sortir de leur « coquille » (HNI93), c'est-à-dire de leur isolement relatif, d'acquérir de nouvelles compétences de travail et d'augmenter leur pouvoir d'achat. Les contacts interethniques sont multipliés par le fait qu'ils sont plus visibles dans les entreprises, les commerces et les lieux de service et de divertissement.

En ce qui a trait aux relations au niveau davantage institutionnel, nous avons relevé plusieurs formes de rapprochements entre groupes et associations allochtones et innues à l'échelle de la Minganie. La concertation et la mobilisation autour de revendications communes (manifestations, blocus), la gestion des impacts et des retombées (AGAM, Société Saumon de la rivière Romaine, etc.), et le développement économique plus large (nouvelles entreprises en partenariat) semblent porter les germes d'alliances plus durables pour l'avenir, ou à tout le moins d'une prise de conscience réciproque de la nécessité d'une telle solidarité. Bouchard et Vézina (2003) qui se penchent sur les relations entre deux groupes ethniques minoritaires, les Micmacs (autochtones) et Acadiens (allochtones) au Nouveau-Brunswick, font un constat similaire, soit que par l'expérience d'enjeux et de préoccupations qui se rejoignent, ces groupes peuvent devenir des alliés potentiels. La même tendance est intéressante à explorer dans le contexte d'une région éloignée comme la Minganie où, bien que les allochtones de la région ne soient pas considérés une minorité, une complicité peut émerger avec leurs voisins innus par le partage de modes de vie et de réalités géographiques et socioéconomiques semblables.

D'autres chercheurs constatent que des alliances interethniques semblent fructueuses face à des « menaces » extérieures communes, notamment sur les plans environnemental et politique (Grossman, 2001 ; Willow, 2012). Larsen (2003) étudie ainsi les partenariats autochtones-allochtones en tant que stratégies pour défendre des territoires d'appartenance et des ressources qui sont sous la mire des gouvernements et des grandes compagnies d'exploitation. Or, un questionnement à soulever à l'égard de ces alliances concerne leur durabilité. Dans le contexte du chantier de la Romaine, avec Hydro-Québec institué comme ennemi commun des Innus et des Minganois qui militent pour l'embauche de travailleurs locaux, la question de ce qu'il adviendra des liens créés lors du passage du chantier une fois la poussière retombée se pose. Sans objectif clairement défini derrière lequel se rallier, sans l'attention des médias, que restera-t-il de la mobilisation commune ? Sur cet aspect, quelques participants innus

(3/14) critiquent l'apparence de front commun des allochtones et des Innus qui ne serait qu'une stratégie médiatique. Ils dénoncent que les allochtones sollicitent leur présence lors des manifestations seulement pour augmenter leur visibilité et attirer l'attention des gouvernements :

Si ça avait été juste eux autres là, ils ne feraient jamais déplacer des ministres. Non. C'est quand c'est les Autochtones qui bloquent le chantier, paralysent la 138, là le ministre... là on fait la manchette des journaux, pis on fait déplacer des ministres là. Ça réagit là (FAC11).

À l'inverse, lorsque les Innus demandent des appuis à leurs voisins allochtones, la même solidarité n'est pas toujours ressentie. Ainsi ce serait plutôt des relations non réciproques qui se dessinent :

Imagine toi donc les gens de Havre-Saint-Pierre quand ils veulent faire une barricade ou un barrage routier là, tu peux être sûre qu'ils demandent aux Innus de venir avec eux. Mais quand les Innus veulent faire un barrage routier là, les Innus disent : Oh pouvez-vous venir ? Les Blancs ne s'en occupent pas. Mais eux autres quand ils crient, ils veulent que les Innus viennent (rires). En voulant dire, ils ont besoin de nous autres quand ils veulent faire quelque chose, mais nous, quand on a besoin d'eux autres là... (F13).

Malgré ces questionnements et critiques, l'avènement d'une conscientisation politique représente possiblement un legs plus durable du passage du chantier. Même si cette piste n'est soulevée que par quelques participants (2/14), elle semble fructueuse pour des relations interethniques plus pérennes. La population minganoise, autant innue qu'allochtone, va en effet devoir se tenir debout et ensemble pour défendre un développement régional à leur image. Même si les revendications communes pour l'emploi au chantier vont tomber, l'expérience de la Romaine aura servi de « leçon » (FAC14) lorsque la région sera de nouveau confrontée à des projets d'envergure. À cet égard, un exemple récent tiré de l'actualité révèle que les alliances nées en partie de la mobilisation autour du chantier perdurent : des chefs innus et des élus de la Minganie ont tenu un point de presse conjoint vendredi le 20 mai 2016 pour

dénoncer les forages pétroliers de la compagnie Pétrolia sur l'île d'Anticosti (Bélanger, 2016a). Même si ce sont les membres d'Ekuanitshit qui sont les instigateurs de cette mobilisation vis-à-vis une nouvelle menace extérieure sur une partie du territoire ancestral innu, l'appui reçu par leurs voisins allochtones est encourageant. Les dirigeants de la communauté d'Ekuanitshit ont déjà déposé deux demandes d'injonction pour stopper les travaux sur l'île et se disent même prêts à l'occuper pour bloquer le projet (Bélanger, 2016b ; Montpetit, 2016). Le dénouement de ces événements n'est pas encore connu, mais cet exemple montre la politisation accrue des membres de la communauté suite aux leçons tirées avec la Romaine, qu'une participante exprimait ainsi avant même les événements d'Anticosti :

Il y a des gens qui vont se réveiller. Là je remarque, là je vois que ceux qui se réveillent là, c'est des jeunes, qui sont beaucoup plus forts. Ils sont beaucoup plus conscients, on dirait même politisés. Pis c'est encourageant. Pis ça c'est pas juste la rivière Romaine. C'est autre chose. C'est vraiment... ces jeunes là sont fatigués de ce que le gouvernement fait (FAC14).

Par contre, avec cet exemple, nous nous situons encore une fois dans un contexte de « menace » extérieure. Nous soumettons néanmoins une piste de réflexion additionnelle sur ce point : à force de multiplier les projets d'envergure érigés en ennemis communs potentiels, et de multiplier par le fait même les occasions de rencontre et de mobilisation entre Innus et non Innus, les traces à long terme peuvent vraisemblablement déborder le cadre desdits projets, et devenir celles d'une cohabitation et de relations quotidiennes plus inclusives. Les barricades communes de défense contre les grandes entreprises d'extraction et les gouvernements peuvent progressivement faire tomber les barrières qui existent à l'échelle des individus qui les édifient. En multipliant les contacts, la méconnaissance et l'ignorance pourraient céder place à une plus grande sensibilisation à l'Autre. À propos de cette piste, nous introduisons tout de suite une nuance sur laquelle nous insisterons davantage dans le chapitre suivant : en parallèle à l'émergence de relations à l'altérité plus inclusives, une tendance potentiellement contradictoire se décèle chez les Autochtones qui

appuient plutôt sur leur différence culturelle et identitaire pour rendre légitimes des revendications territoriales distinctes de celles des allochtones. D'autres chercheurs font un constat similaire sur les freins potentiels aux partenariats économiques interethniques durables, qui concernent les revendications de droits ancestraux distincts, souvent mal comprises des populations allochtones (Rivard et al., sous presse).

4.3.2 Projet de gouvernement national innu

Avant d'entamer notre travail de terrain, nous estimions que le projet de gouvernement national innu ferait partie des préoccupations dominantes des Innus de la communauté, et qu'ils seraient nombreux à nous faire part d'aspirations politiques à l'échelle de la nation. Nous avons ainsi postulé que ce projet d'autodétermination gouvernementale ressortirait comme finalité souhaitée d'une gouvernance plus inclusive que celle en place actuellement, qui se limite à la consultation et à la négociation d'ententes commerciales. Plus encore, nous avançons que ce projet serait nécessairement influencé par les relations avec les allochtones, puisqu'il devrait s'inscrire dans le cadre étatique hégémonique pour être viable. Nous nous inspirions à cet égard des gouvernements régionaux cri et inuit, qui s'imbriquent dans les paliers des gouvernements provincial et national, comme modèles pour les Innus.

Or, nous avons constaté que plusieurs participants n'étaient pas au courant de l'existence même d'un tel projet nationaliste (4/14), et écartaient le sujet de façon expéditive : « Pas trop au courant, parce que je suis pas fort en politique moi » (HT3). Quelques initiés (3/14) à cette aspiration nationale étaient pour leur part très cyniques quant à sa réalisation, une participante qualifiant même l'organisation de « table de clowns » qui n'est même pas reconnue par le gouvernement (FXT30). La « prépondérance locale » (HAP15), les dissidences internes et l'absence de solidarité

entre communautés innues, relevées dans les sections précédentes, sont ressorties comme facteurs explicatifs de ce désenchantement envers un projet qui pourrait éventuellement rassembler les neuf communautés innues du Québec (2/14 +2). En guise d'exemple, un participant note « l'absence d'esprit de corps » des Innus, en opposition aux Cris, en prenant Ekuanitshit et Nutashkuan qui n'ont pas connu « un historique de rapprochements faciles » (HNI93).

À ce sujet, un autre participant (HAP15) rappelle l'historique des négociations des Innus avec les gouvernements quant à leurs revendications territoriales et les nombreuses tentatives d'alliances derrière une organisation nationale. Il donne l'exemple du Conseil Attikamek-Montagnais (CAM), qui a amorcé les négociations en 1979 (Charest, 2013), et qui était près d'aboutir à une entente de principe. Cependant, de nombreuses chicanes internes ont plutôt mené à sa dissolution en 1994. En juillet 2000, l'Approche commune, regroupant quatre communautés innues (Betsiamites, Essipit, Mashteuiatsh et Nutashkuan) a été rendue publique, soulevant un tollé dans la région (Charest, 2003 ; 2013 ; Rivard, 2013). La « réaction virulente » des populations régionales allochtones illustre bien l'incompréhension de ces dernières vis-à-vis les revendications territoriales des communautés autochtones qui leur sont voisines (Rivard et al., sous presse). En 2004, malgré les controverses, les quatre communautés ratifiaient une entente de principe avec le gouvernement, mais qui n'a toujours pas menée à une entente finale plus élaborée. En 2006, Betsiamites s'est retirée du processus (Charest, 2013). Actuellement, les trois autres communautés siègent toujours à la table de négociations avec le gouvernement pour faire aboutir l'Entente de principe d'ordre général (ÉPOG), anciennement l'Approche commune (Rivard, 2013), ce qui suscite beaucoup de mécontentement au sein des autres communautés innues, qui seraient fortement affectées par un redécoupage éventuel du *Nitassinan*. En 2016, les Innus d'Ekuanitshit ont d'ailleurs fait circuler massivement une pétition sur les réseaux sociaux contre cette organisation qui, selon eux, ne négocie pas au nom de toute la nation innue.

Le principal point litigieux qui fait en sorte que les négociations territoriales n'ont toujours pas abouti après plus de 30 ans concerne la clause de l'extinction du titre aborigène qui est une condition des gouvernements pour entamer des processus d'ententes avec les Premières Nations (Charest, 2013). Les Cris, à l'époque de la signature de la CBJNQ, ont accepté l'extinction de leurs droits sur des parties importantes de territoire en échange de différentes retombées. Pour les Innus, une telle condition est inacceptable, freinant les négociations à la case de départ, ce d'autant plus que le gouvernement refuse de sortir de ce cadre établi en admettant d'autres formes potentielles d'ententes.

D'un autre point de vue, quelques participants croient possible l'avènement d'un gouvernement national innu (4/14) advenant la réalisation de conditions préalables, dont le règlement des dissidences intercommunautaires, une meilleure préparation ainsi que la présence de jeunes plus instruits et de personnes très engagées dans le projet :

Ça peut arriver. Ça peut arriver, oui. Si on convainc les gens là qu'il va y avoir une force politique en travaillant ensemble, malgré les différends. Malgré les différentes réalités locales, malgré les différentes politiques, on peut avoir... s'ils réussissent à se rallier ensemble, il va avoir une force politique majeure. Les chicanes internes là, politiques, on les règle les rideaux fermés. Après ça, on ouvre nos rideaux, politiquement. Faut qu'ils soient stratèges (FAC11).

En somme, il faut nuancer l'idée de politisation croissante des Innus que nous avons relevée dans la section précédente, en rappelant qu'elle est encore seulement en émergence, sans oublier à cet égard le faible taux de scolarité des Innus comme facteur explicatif probable. Le désintéressement notable des participants interrogés vis-à-vis le projet d'un gouvernement national, l'absence de véritables connaissances sur le sujet, et le cynisme apparent constituent autant d'indices visibles d'une prise de conscience politique mitigée. En effet, ce qui les préoccupent surtout sont les impacts

directs du projet sur le territoire et dans la communauté, puis leur sentiment d'impuissance pour bloquer le projet en amont. Ainsi, ce qui les intéresse davantage, en termes d'autodétermination, ce n'est pas une instance politique nationale éloignée de leurs préoccupations environnementales et sociales immédiates, mais plutôt une autodétermination qui passerait par le contrôle direct sur leur territoire ancestral.

4.3.3 Gestion du *Nitassinan* : Ouverture, accès et contrôle

Jusqu'à maintenant, nous avons surtout exploré l'aspect relationnel de la territorialité politique des Innus. Or, rappelons-le, cette dimension politique concerne également l'idée de contrôle d'un territoire donné par un groupe (Sack, 1983). À ce propos, la préoccupation dominante soulevée par plus de la moitié des participants et un répondant complémentaire (8/14 +1) concerne l'ouverture et l'accès au territoire une fois que le chantier sera terminé. La porte d'entrée sur le *Nitassinan* n'est plus la rivière Romaine, nous l'avons vu, mais plutôt son pendant moderne, soit la nouvelle route de 150 kilomètres qui pénètre le territoire pour relier les quatre centrales hydroélectriques entre elles. Cette route, à l'accès restreint par une guérite, ressort comme élément tangible et très visible de la notion du contrôle du territoire.

La présence de la route est perçue à la fois comme un avantage et un inconvénient par les participants. D'un côté, le territoire sera certes plus facilement accessible. Ce d'autant plus qu'avec le Fonds Innu Aitun, le territoire sera plus accessible aux familles de la communauté, puisque les frais de transport sont défrayés. En contrepartie, la nouvelle route sera publique, et donc accessible à la fois aux Innus et aux non Innus :

Hey 150 kilomètres pour aller voir ton territoire, c'est loin. En hydravion, tu payes 1000-1200\$ peut-être, en hélicoptère aussi. Mais là tu peux le faire

aussi par voie terrestre. Sauf que le désavantage là-dedans, elle va être publique. C'est ça qui s'en vient (HAE5).

Aux dires de quelques participants, la liste d'attente est déjà très longue pour des baux de villégiature et la construction de chalets tout au long de la route et des lacs qui la parsèment. Les activités de chasse et de pêche sont très populaires chez les M'inganois, et pas seulement chez les Innus. Ces derniers voient d'un mauvais œil la perte d'exclusivité au territoire de leurs ancêtres :

Pis là le monde ils disent : Mais là, vous allez pouvoir avoir accès à vos territoires en auto. Ouais mais le but justement quand on prenait mettons l'hydravion ou l'hélicoptère, c'est qu'on était isolé, on avait la paix pis tout. Là ça va être n'importe qui va pouvoir passer là... (F2).

Ça a toujours été la crainte des Innus, mais là c'est parce que tu ouvres le territoire. C'est pour ça que nous les routes là, c'est pas vraiment... Quand t'ouvres une route vers la forêt, tu viens d'ouvrir le territoire. Fait que le monde va gruger... (FAC14).

L'ouverture de la route est directement liée à une autre notion de contrôle que nous avons évoquée dans la section 3.3.1 et qui concerne les restrictions accrues sur les activités de chasse et de pêche depuis le début du chantier, notamment les tensions qu'elles occasionnent autour de la pêche au saumon. L'accès au territoire à un plus grand nombre équivaut à une augmentation probable des accrochages entre Innus et allochtones. Quelques participants partagent ainsi leurs inquiétudes quant aux « chasseurs blancs dangereux » (FAC11) et quant à leurs méthodes non respectueuses envers les animaux. Un autre estime que les Innus vont se faire « voler leurs *spots* » à poissons (HT3). Bref, une nouvelle route signifie plus de circulation de personnes, plus de chalets, plus d'activités et parallèlement une perte de contrôle à tous ces niveaux par les Innus.

Lors des négociations en amont, aux dires de quelques participants, les Innus ont tenté d'obtenir la mainmise sur la gestion de la route une fois le chantier terminé. Or, les routes au Québec sont du domaine public. D'autant plus qu'Hydro-Québec, dans son développement hydroélectrique en territoire autochtone, n'a jamais accepté une telle mesure. Ils ne pouvaient donc octroyer des avantages aux Innus qu'ils n'ont pas donné à d'autres nations, par crainte des réactions et pour ne pas créer de précédent lors de projets futurs. Une piste que nous explorons dans le chapitre suivant concerne l'idée d'un marquage visible le long de la route pour signaler le territoire innu plutôt que son contrôle total.

4.4 Bilan : Sacrifice ou opportunité ?

Alors que le chapitre III présente nos résultats quant à une relation à la rivière plus intériorisée des Innus de la communauté d'Ekuanitshit, ce chapitre insiste plutôt sur les aspects externes de la territorialité de ces derniers, soit les relations quotidiennes et les jeux de pouvoir qui se dessinent autour du projet hydroélectrique. Rappelons, à cet effet, la double conception de la territorialité selon Bonnemaïson (1981) que nous avons introduit dans le chapitre II :

Toute analyse de territorialité s'appuie donc sur une relation interne et sur une relation externe : la territorialité est un balancement continu entre le fixe et le mobile, entre d'une part le territoire « sécurisant », symbole d'identité et de l'autre, l'espace qui ouvre sur la liberté, parfois aussi sur l'aliénation (Bonnemaïson, 1981 : 256)

Nous avons ainsi présenté une toute autre gamme de transformations en cours sur la territorialité des Innus, instiguées par la venue du chantier, et qui concernent des relations quotidiennes où pointent des tensions et des rapprochements, des amitiés probables, des éléments de gouvernance interne et externe, à la fois avec les

allochtones mais aussi avec les Innus d'autres communautés, ainsi que l'émergence d'une prise de conscience politique.

Alors que l'hypothèse initiale que nous postulions à l'égard de la dimension politique de la territorialité des Innus insistait davantage sur des visées d'avenir, entre autres sur l'idée d'un gouvernement national innu s'imbriquant éventuellement au système étatique allochtone, nous avons plutôt constaté que des préoccupations plus immédiates et rapprochées du présent guident les participants interrogés. Leurs discours sur le passé suscitent également plus d'émotions : ils sont plus volubiles sur l'avant-projet, le manque de respect et le sentiment d'impuissance qu'ils ont ressentis dans les processus de consultation et de négociation en place.

Pour synthétiser les transformations à la territorialité politique des Innus et introduire les liens qui se dessinent entre celle-ci et la territorialité culturelle, nous avons cherché à savoir, avec quelques années de recul depuis le référendum communautaire, si les participants considèrent le chantier comme une opportunité de développement ou comme un sacrifice. Pour la forte majorité (11/18), c'est sans l'ombre d'un doute un sacrifice. Pour un peu moins de la moitié (5/18), c'est mitigé : à la fois un sacrifice et une opportunité. Pour une faible minorité seulement (2/18), c'est une opportunité.

D'abord, cette impression de sacrifice peut être expliquée partiellement par l'impression généralisée que les processus en amont du projet ont été menés sous pression, avec l'idée qu'il serait réalisé peu importe la résistance, qu'il fallait signer une entente pour en bénéficier au même titre que les autres, bref dans un sentiment d'impuissance et sans réelle possibilité de cogestion. Ensuite, rappelons que comme les préoccupations environnementales et sociales dépassent pour l'instant les retombées positives qui tardent à se faire sentir, le sacrifice de la rivière Romaine comme milieu et mode de vie qui leurs sont propres apparaît d'autant plus grand. Ainsi, un peu moins de la moitié de nos répondants a mentionné (5/14) que les

promesses et les projets qui devaient résulter des redevances ne se sont pas tous réalisés ou sont visibles dans la communauté. Enfin, l'idée de sacrifice est renforcée par le fort attachement identitaire à la rivière que nous avons illustré tout au long du chapitre précédent et que nous réitérons ici :

C'était une très belle rivière. Pis moi je trouve que les gens qui ont milité pour le barrage, pour l'économie, pour les redevances, pour l'emploi là, ils n'avaient aucune idée de ce qu'ils allaient détruire. Ils ne voyaient que l'aspect économique, monétaire (FAC11).

Un sacrifice parce que vu qu'on est des Innus, c'est comme on nous a coupé quelque part là, dans notre estime d'être Innus, dans notre fierté d'être Innus, dans notre mode de vie des Innus, ça a été coupé quelque part. On a été amputé (FI7).

Au final, tous les éléments présentés en ce chapitre IV accentuent l'impression qu'une partie importante du territoire, de l'histoire et de l'identité de la communauté a été cédée en échange de retombées qui ne sont pas significatives pour la majorité. Si le poids politique des Innus avait été initialement plus grand, leurs aspirations et leurs préoccupations plus écoutées, et donc les significations qu'ils accordent à la rivière davantage valorisées, le projet aurait peut-être pu constituer une meilleure opportunité d'améliorer le dialogue interculturel à l'échelle quotidienne et à l'échelle décisionnelle.

CHAPITRE V

DU TERRITOIRE ESSENTIALISÉ À UN TERRITOIRE ESSENTIEL

En quoi le chantier hydroélectrique de la rivière Romaine participe-t-il – ou non – à la transformation de la territorialité des Innus ? C'est en tentant de répondre à cette question principale que nous avons présenté nos résultats empiriques liés à deux dimensions du rapport au territoire des Innus de la communauté d'Ekuanitshit : une territorialité identitaire ou culturelle (et qui englobe la territorialité matérielle) et une territorialité politique. Nous les avons présentées de façon distincte dans les deux chapitres précédents par souci de compréhension et de clarté méthodologique. Or, nous avons soutenu d'emblée que ces deux dimensions sont en fait indissociables dans la compréhension d'ensemble des transformations en cours sur la relation multidimensionnelle que les Innus entretiennent à la rivière.

L'arrivée du chantier, avons-nous dégagé, a transformé partiellement la relation davantage interne des membres de la communauté vers une relation plutôt externe, où ils sont en quelque sorte contraints de démontrer à la population allochtone leurs liens identitaires à la rivière pour rendre légitimes leurs aspirations distinctes. Leur territorialité est le fruit à la fois d'un attachement profond et d'une identification au territoire, puis d'une négociation constante avec d'autres groupes qui cherchent également à s'y inscrire (Bonnemaison, 1981). C'est cette interface entre intériorité et altérité que nous analysons dans ce chapitre, car elle reflète la co-constitution des composantes identitaire et politique de la territorialité, où en fin de compte l'identité tend à s'extérioriser davantage.

Ainsi, en guise d'analyse de second niveau, nous examinons la co-construction de ces deux types de relations territoriales que le chantier a mis en exergue par le biais de quatre tendances dégagées de nos analyses : les marqueurs sur le paysage comme affirmation politique de l'identité (5.1) ; la folklorisation de l'identité comme

stratégie (5.2) ; la place des Autochtones dans les processus de gouvernance (5.3) ; enfin, le territoire comme fondement d'une guérison et d'une réaffirmation identitaires (5.4). Ces quatre points nous amènent finalement à réinterroger plus largement les territorialités autochtones contemporaines sous l'angle de la géographie culturelle (5.5). Nous terminons avec quelques remarques sur la place de plus en plus prépondérante, et sans doute nécessaire, que prennent les composantes relationnelles (sociale et politique) dans les matières identitaires.

5.1 Paysages hégémoniques, paysages identitaires

Le premier point de rencontre des dimensions identitaire et politique de la territorialité des Innus se rapporte à l'affirmation de leur présence dans le paysage hégémonique allochtone par des marqueurs tangibles, et ce autant à l'échelle du chantier que de la région. La notion de paysage que nous avons retenue est reprise ici dans son sens initial issu de la géographie classique, soit celui d'un paysage matériel plutôt contemplatif. Boucher (2012), qui étudie la notion de paysage interculturel par le biais d'œuvres iconographiques représentant le site des Chutes des Chaudières, en retient une définition axée surtout sur ses éléments visuels, rappelant, comme d'autres auteurs de la géographie culturelle (Cosgrove, 1988 ; Duncan, 1990 ; Mitchell, 2005 ; Norton, 2006), que les paysages sont « tributaires du regard » et se « lisent comme des textes » qui se décodent ainsi « par l'entremise de signes, de symboles et d'icônes » (Boucher, 2012 : 15).

Dans cette partie, nous revenons ainsi sur les deux échelles retenues pour explorer des manifestations où la territorialité des Innus est matérialisée, à leurs propres yeux et aux yeux de la population majoritaire. Autrement dit, ces manifestations constituent-elles une forme de réappropriation des lieux par et pour les Innus ? Plus encore, peuvent-elles servir de premiers jalons vers une sensibilisation accrue à la présence

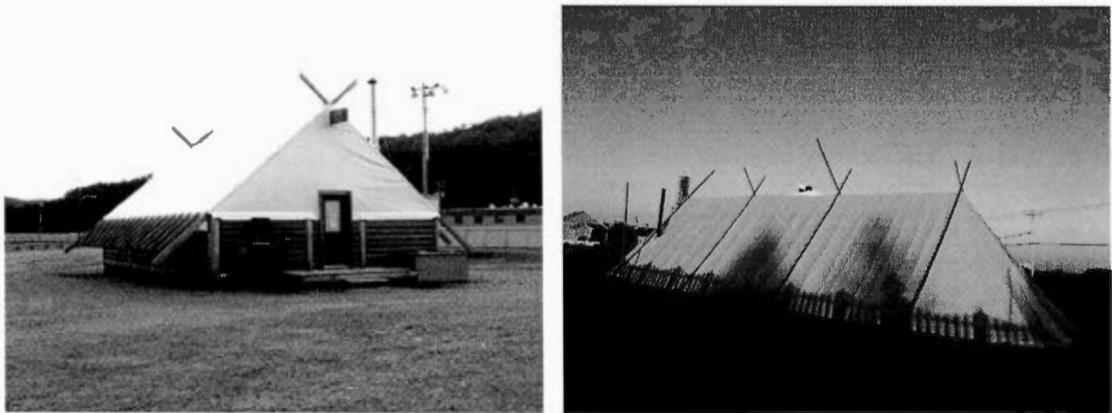
des Innus et, éventuellement, vers leur émancipation plus complète ? Pour répondre à ces interrogations qui s'inscrivent en filigrane de tout le chapitre, nous nous penchons d'abord sur la tension décelée entre une invisibilité qui persiste à certains égards et une visibilité croissante à d'autres.

5.2.1 Un chantier « autochtonisé » ?

À l'échelle du chantier, le principal marqueur paysager qui est ressorti des discours et de notre observation est la présence des deux *shaputuan* dans les campements des kilomètres 36 et 117. Ceux-ci ont été négociés en amont des travaux pour desservir la population autochtone. Aux dires d'un participant (HNI93), ce type d'infrastructure était absent des autres projets hydroélectriques d'envergure, par exemple lors de la construction du complexe La Grande à la Baie-James. Ils représentent ainsi une certaine avancée dans les efforts de répondre aux besoins des travailleurs autochtones et de mieux les intégrer à la vie de chantier. Rappelons que selon les participants innus rencontrés, leur présence est appréciée : ils les utilisent pour se rassembler et s'adonner à la pratique d'activités culturelles. Le *shaputuan* aux Murailles ressort clairement dans le paysage du campement autrement très uniforme dans son aménagement, vu ses caractéristiques architecturales « autochtonisées » (cf. figure 5.1). Il reproduit la forme d'un *shaputuan* traditionnel, avec des grandes poutres en bois comme structures de soutien. Par cette récupération symbolique, il devient un marqueur visible de la présence des Innus sur le chantier.

L'argument inverse peut également être soulevé. En effet, ce genre de bâti destiné spécifiquement aux travailleurs autochtones tendrait plutôt à les isoler et renforcerait leur invisibilité dans les autres lieux partagés avec les allochtones, où ils sont davantage absents. Rappelons à cet effet que même leurs dortoirs sont distincts. Cela nous amène au questionnement suivant : les *shaputuan* rayonnent-ils au-delà de leur

rôle fonctionnel de lieu de rassemblement ? Peut-on réellement y lire le symbole d'une réappropriation territoriale ? Certes, ils sont très utilisés par les Innus et servent à augmenter leur visibilité, mais ils sont noyés dans un espace allochtone typique de l'idéologie capitaliste. Ils demeurent en effet des éléments ponctuels et minoritaires dans un modèle d'aménagement de plus en plus répandu dans les projets de développement nordique à travers le Canada, soit celui des campements éphémères de travailleurs (pour accommoder le « fly-in fly-out »), qui se déplacent de chantier en chantier. En somme, et pour reprendre une idée ressortie de nos résultats, les *shaputuan* ne signifient pas que le chantier se situe en territoire ancestral innu, mais plutôt que les Innus sont intégrés au territoire d'Hydro-Québec. En ce sens, pareil aménagement des lieux tend plutôt à renforcer l'idée d'une autorité usurpée aux Innus qu'à témoigner de leur relation identitaire plus complexe avec la rivière Romaine.



Crédit photo : Alexia Desmeules (2014)

Figure 5.1 : *Shaputuan* érigés au campement des Murailles et à Ekuanitshit

Dans la continuité de cette idée d'une relation non équitable de dominant-dominé qui joue sur la visibilité autochtone dans le paysage du chantier, s'ajoutent les types d'emploi occupés par les Innus, qui les restreignent à des positions « invisibles ».

Sans répéter tout ce qui auparavant dégagé, rappelons que la majorité des Innus y travaillant occupe des emplois qui sont en décalage avec les centaines d'autres travailleurs : les Innus s'affairent au campement lorsque les autres ont quitté pour les barrages ou lorsqu'ils reviennent pour manger lors de leurs pauses ou à la fin de leurs quarts de travail. Ce type d'emploi constitue ainsi un autre marqueur notable qui renforce l'image de la position subalterne des Innus, et qui peut constituer un frein à leur émancipation dans l'espace du chantier.

5.2.2 Minganie et *Nitassinan* : territoires de l'interculturalité ?

En revanche, à l'échelle du territoire de la Minganie, nous avons relevé que les Innus sont de plus en plus impliqués dans le développement économique. Leurs entreprises, créées en parallèle du projet Romaine, tendent à se diversifier et à progresser, transformant graduellement le paysage minganois. Ils sont de plus en plus nombreux à y œuvrer ou même à diriger des organismes à vocation économique (par exemple le président innu de l'AGAM). Ces entreprises et ces employés innus permettent d'entrevoir l'inscription d'un nouveau rapport au territoire qui déborde le rôle essentialisé des Autochtones dans les projets de développement, une idée sur laquelle nous reviendrons dans les parties suivantes (5.2 et 5.3). Pour l'instant, contentons-nous de souligner que la visibilité accrue des Innus dans le paysage économique contribue non seulement à les sortir de leur isolement relatif, mais aussi à consolider leur rôle comme acteurs clés dans le développement régional contemporain, même si des questionnements demeurent (Rivard et al., sous presse) sur le poids excessif de l'opportunisme économique dans les nouveaux partenariats créés :

Cette très forte corrélation qu'on observe entre l'« effervescence » partenariale et les perspectives de retombées économiques impose son lot de questions inhérentes. Advenant l'effritement de ces perspectives, peut-on alors s'attendre à autre chose qu'à la mise en porte-à-faux et l'effondrement

de ces stratégies partenariales ? Le cas échéant, qu'advient-il du dialogue culturel que ces stratégies alimentent dans une large mesure ? (Rivard et al., sous presse).

Il nous faut également considérer la présence – ou non – d'autres marqueurs paysagers « innus » sur le *Nitassinan*. L'occupation et l'utilisation du territoire sont certes millénaires, mais elles ont toujours été modulées par des cycles saisonniers et un grand respect pour la nature, lesquels ne s'accompagnent pas forcément de traces tangibles. Les indices attestant la présence innue sont entre autres les portages, les campements, les sites d'activités traditionnelles et les sépultures. Or, ces endroits sont ponctuels et parfois éphémères. En contrepartie, les quatre barrages et réservoirs en cours de complétion sont résolument plus étendus et durables dans le paysage qu'ils métamorphosent radicalement. Des lieux pratiqués et hautement significatifs pour les Innus sont et seront ainsi ennoyés. Dans leur étude du territoire ancestral des Winnemem Wintu inondé par des réservoirs hydroélectriques en Californie, Dallman et al. (2013) exposent les dimensions multiples affectées par l'enneigement de sites sacrés, qui trouvent écho dans les résultats que nous avons présentés :

We argue that the emotional, spiritual and intellectual connections to these sacred spaces reveal the intimate links between emotion, memory, and identity. Exposing these links shows how the currently limited access to Winnemem sacred spaces creates despair as community members struggle with cultural, social, and ancestral losses as a consequence of institutional approaches to land and water development that favor the more utilitarian meanings and practices of the dominant culture and political structure (Dallman et al., 2013 : 34).

À cette échelle territoriale plus large, les valeurs et significations du territoire pour les Autochtones et les allochtones ne se juxtaposent donc pas, mais plutôt s'excluent. Rappelons que les paysages sont forgés et contestés par différents groupes qui tentent d'y donner sens, devenant en quelque sorte des « arènes » où se décodent des rapports de force hérités et modernes (Alderman & Inwood, 2013). Bonnemaïson (2004, in Boucher, 2012 : 26) avance qu'un « paysage est essentiellement un espace culturel

construit sur un espace naturel ». Dans ses recherches menées sur la construction des barrages de la Baie-James en territoire cri, Desbiens (2004 ; 2013) estime que le sens du territoire, et plus particulièrement de la ressource « eau » pour les Cris, est complètement exclu des discours nationalistes québécois, et par extension de l'aménagement du complexe en *terra nullius*. Dans le contexte de la Romaine, nous sommes partiellement dans la continuité de cette idéologie colonisatrice du Nord et de ses ressources, quoique les controverses que le projet a soulevées en amont nuancent légèrement l'imaginaire d'une destinée « d'Hydro-Québécois » (Desbiens, 2004). S'inspirant de Bonnemaïson (1981), nous avançons tout de même que les barrages constituent en quelque sorte un géosymbole pour les Québécois allochtones, soit un espace où se confortent leur identité et leurs valeurs communes, en ceci qu'ils sont des éléments particulièrement représentatifs du territoire nordique imaginé. Ils en retirent une certaine source de fierté collective et y projettent leurs aspirations. Pour revenir à notre cas d'étude, il s'ensuit que les Innus se trouvent effacés de leur propre territoire ancestral par la poursuite de cette mise en spectacle d'un paysage hydroélectrique national. En bref, les initiatives localisées et éphémères, telles les *shaputuan*, marquent la présence autochtone sur le chantier, mais ne rayonnent pas à l'échelle plus large du territoire ancestral. Le paysage transformé reflète plutôt une relation de domination envers la minorité autochtone.

Il reste que nous pouvons encore dégager des marqueurs potentiels de l'interculturalité des lieux, qui eux pourraient constituer la première étape d'une réappropriation du territoire, ou à tout le moins vers une plus grande sensibilisation à la présence des Innus. Notons d'emblée un bémol important aux pistes proposées : celles-ci sont en quelque sorte contradictoires à la territorialité « traditionnelle » des Innus, qui a toujours été respectueuse de l'environnement et donc quasi-invisible dans le paysage. D'ailleurs, les notions de propriété et de frontière sont des concepts allochtones qui n'existaient pas chez les peuples autochtones avant la colonisation. Quelques participants relèvent d'ailleurs que le mot « frontière » n'a pas d'équivalent

dans la langue innue (HAP15, HNI8). En définitive, les pistes que nous explorons ci-après sont à considérer en gardant à l'esprit les interrogations suivantes : la réaffirmation de la présence des Innus, et subséquemment leur émancipation, doit-elle nécessairement se fonder sur des méthodes allochtones de marquage et d'appropriation du territoire ? Est-ce la seule voie envisageable, voire viable, pour sensibiliser le reste de la population à leurs revendications identitaires et politiques ?

Une première piste possible pour pallier l'invisibilité des Innus du paysage dominant se trouve dans une délimitation marquée du territoire ancestral. Par exemple, les Innus pourraient s'inspirer de la démarche des Atikamekw qui ont inauguré la première d'une série d'affiches qui seront installées le long des chemins forestiers parcourant leur territoire ancestral, suivant leur déclaration unilatérale de souveraineté en 2014 (Tremblay, 2016). Des affiches indiquant « Bienvenue dans le *Nitassinan* », écrites en innu et en français pourraient ainsi être installées tout le long de la nouvelle route qui relie les quatre centrales hydroélectriques. Rappelons également l'idée qui a été soulevée par un participant (HAP15) quant au paiement d'un droit d'entrée sur le *Nitassinan*. Si les Innus avaient obtenu gain de cause quant à la gestion de la nouvelle route, une telle mesure aurait pu être envisageable, à l'image des droits d'entrée perçus dans les parcs nationaux de la province. Or, nous avons vu que le gouvernement et Hydro-Québec sont loin de concéder une telle mesure, d'autant plus que les négociations territoriales globales ne sont toujours pas abouties.

D'autres signes pourraient également être déployés à l'échelle du territoire, par exemple pour signaler les sépultures existantes et celles qui ont été envoyées par les réservoirs. À l'échelle du chantier, et d'ici sa complétion, des ateliers obligatoires de sensibilisation aux enjeux autochtones pourraient être suivis par les travailleurs allochtones du chantier. Dans le même ordre d'idées, lorsque le complexe hydroélectrique sera achevé et ouvert aux visiteurs, un souci pour la territorialité des

Innus pourrait être intégré aux visites guidées, avec des explications sur leur histoire, leur culture et leur réalité actuelle dans les chantiers et le développement territorial en général. De telles visites pourraient être dispensées conjointement par des allochtones et des Innus, et peut-être même par des ex-travailleurs innus du chantier.

Ces pistes vers une plus grande réappropriation des lieux, se calant certes sur des moyens allochtones pour le moment, permettraient tout de même d'ouvrir la voie à l'inscription d'une nouvelle interculturalité dans le paysage, plus rapprochée de la notion de réciprocité ou de ce que Boucher (2012) nomme l'*équiculturalité*. Au lieu d'un territoire modelé par l'idéologie de la majorité, le visage transformé de la rivière pourrait refléter la rencontre entre Autochtones et allochtones ainsi que les aspirations culturelles et socioterritoriales des deux groupes. Il importe toutefois de soulever un bémol additionnel qui nous amène au prochain point de discussion : pour les Innus, le fait d'extérioriser et de matérialiser leur territorialité peut faire partie d'une stratégie épineuse qui se servirait de leurs particularités culturelles à des fins politiques. Or, pareil rapprochement entre une telle stratégie d'appropriation et une forme d'essentialisme identitaire ne réduirait-il pas la relation complexe des Innus au territoire à ses seules caractéristiques « traditionnelles ».

5.2 Folklorisation de l'identité territoriale comme stratégie

Le deuxième point de rencontre des dimensions ici explorées de la territorialité est cette idée d'une mobilisation de l'identité territorialisée comme stratégie politique chez les Innus. Dans l'Introduction, nous avons soulevé les dangers associés à l'essentialisme qui tend à restreindre les identités et cultures autochtones à des représentations folkloriques. Ici, nous nous attardons plus en détails sur cette notion, car elle permet d'alimenter d'autres pistes de réflexion sur les liens entre identité et politique.

D'abord, retenons une définition large de l'essentialisme en tant qu'idéologie : « Essentialism refers to discourse where complex structures of a social or cultural formation are reduced to a supposed representation of truth or essence » (Sitchon, 2013 : 17). En d'autres mots, c'est le fait d'imposer une identité (une essence) figée à des personnes sans considération pour leur statut actuel et leurs réalités changeantes. C'est en quelque sorte le prolongement de représentations du passé dans le présent. En contexte de colonisation de l'Amérique du Nord, l'essentialisme réfère à l'image réductrice octroyée aux Autochtones considérés comme des êtres inférieurs, aux valeurs et traditions archaïques. Cette représentation simplificatrice de leur identité, et par extension de leurs capacités, rendait légitime aux yeux des nouveaux arrivants les mesures d'assimilation et d'acculturation qu'ils perpétrèrent. Le fait que les Autochtones sont des peuples de tradition orale a d'autant renforcé cet état de fait : les colons, puis les chercheurs, au fil des décennies, exploraient surtout les traces tangibles de leurs cultures, comportant des artefacts et des sites archéologiques, mais il n'existait pas de documents écrits qui leur auraient permis de mieux comprendre leur cosmologie beaucoup plus complexe et vaste. En gros, ils considéraient les Autochtones comme des peuples primitifs issus d'un temps révolu, et qu'il fallait nécessairement faire évoluer vers la chrétienté et la modernité.

Cette façon de réduire leur identité s'est poursuivie au fil du temps et ses répercussions sont encore ressenties à ce jour. Par exemple, au niveau législatif, l'interprétation par la Cour Suprême de l'article 35 de la Constitution canadienne qui stipule que « les droits existants – ancestraux ou issus de traités – des peuples autochtones du Canada sont reconnus et confirmés » constitue certainement une avancée notable en termes de reconnaissance, mais elle contribue aussi à limiter la portée de ces droits à des activités traditionnelles très statiques (Leclair, 2016). La définition d'un droit ancestral s'en trouve réduite à des composantes matérielles qu'il faut pouvoir démontrer. Cela ne permet pas aux Premières Nations de revendiquer

des droits débordant ce cadre législatif serré qui, interprété autrement, aurait pu s'étendre aux composantes immatérielles de leur territorialité. Un autre exemple de l'essentialisme toujours omniprésent concerne le contenu « autochtone » des cursus enseignés aux étudiants québécois du primaire et du secondaire qui se limitent aux premiers contacts entre Autochtones et colons, aux échanges, et aux caractéristiques traditionnalistes des premiers, sans égard à leurs réalités actuelles et aux nombreux enjeux auxquels ils font face (Dery & Mottet, à paraître).

Cependant, malgré les conséquences négatives de cette essentialisation, c'est également une stratégie de plus en plus utilisée par les peuples autochtones eux-mêmes pour donner plus de poids à leurs revendications distinctes de celles de la population majoritaire. C'est que ce Spivak (1987) a introduit comme « l'essentialisme stratégique » :

“Today, essentialism can be applied outside of colonial discourses strategically by Indigenous peoples to resolve power imbalances and promote the recognition of their identities and rights within the dominant society” (Sitchon, 2013 : 18).

En bref, les Autochtones recourent eux-mêmes à une identité folklorisée pour marquer leur différence culturelle, et potentiellement s'en servir dans leurs revendications politiques et territoriales. Dans le contexte du projet de la Romaine, nos résultats ont montré que la relation privilégiée des Innus d'Ekuanitshit à la rivière confère à leurs revendications une légitimité plus grande que celle des allochtones des municipalités voisines. C'est le cas par exemple dans les processus de négociations ou lors de manifestations où la présence des Innus force l'écoute des leaders gouvernementaux. L'essentialisme stratégique peut aussi être utilisé dans les processus de revendications globales. Rappelons à ce titre le projet de gouvernement national innu comme une stratégie d'autodétermination. Qui plus est, c'est une démarche qui pourrait aussi être qualifiée d'essentialisatrice, en ce qu'elle mise sur

des revendications identitaires « traditionnelles » distinctes des allochtones. Leur rassemblement politique est ainsi basé sur l'identification stratégique à un territoire commun, faisant fi des différences culturelles locales. Or, comme nous l'avons exposé, les dissidences entre communautés innues sont multiples, ainsi qu'entre les membres d'une même communauté.

Une autre piste de réflexion supplémentaire est l'idée que les Innus, et les Autochtones en général, seraient en quelque sorte contraints, qu'ils en soient conscients ou non, de prouver leur relation affective au territoire par des composantes traditionnelles pour ne pas perdre leur « authenticité ». Nous revenons sur les risques qu'il y a de miser uniquement sur ce type de relation essentialisée au territoire dans la section suivante. Pour l'instant, soulignons qu'il demeure délicat de critiquer l'essentialisme, surtout lorsqu'il est utilisé par les Autochtones eux-mêmes pour affirmer leur identité. Comme nos résultats l'ont montré, une grande importance est accordée à l'héritage, aux récits et aux activités dites traditionnelles dans les discours des participants. Ainsi, bien que la territorialité identitaire des Innus puisse être utilisée pour appuyer leurs revendications politiques, il n'en demeure pas moins qu'elle émane d'un attachement profond au territoire, qui est certes changeant dans ses manifestations, mais sans nul doute extrêmement significatif. En ce sens, Smith (2012) présente une conception de l'essentialisme d'un point de vue autochtone, qui permet de déconstruire sa définition classique, de déborder les critiques à son égard, et de prendre en compte l'identité dynamique des communautés autochtones :

“The concept of essentialism is also discussed in different ways within the indigenous world... the essence of a person is also discussed in relation to indigenous concepts of spirituality. In these views, the essence of a person has a genealogy, which can be traced back to an earth parent, usually glossed as an Earth Mother. A human person does not stand alone, but shares with other animate and, in the Western sense, ‘inanimate’ beings, a relationship based on a shared ‘essence’ of life. The significance of place, of land, of landscape, of other things in the universe, in defining the very essence of a people, makes

for a very different rendering of the term essentialism as used by indigenous peoples” (2012 : 77).

Dans cette citation, le terme « essence » est défini comme l’identité qui se forge en relation avec les autres et avec l’environnement, sans nécessairement y accoler des composantes folkloriques. Le territoire y fait encore partie de l’essence des Autochtones, mais il n’est pas figé puisque les relations qu’on entretient à son égard peuvent varier dans leurs formes, si ce n’est dans leurs fonctions. Cette définition, indigène, permet d’envisager que la relation au territoire, même si elle demeure essentielle, évolue au gré des changements des paysages et des personnes qui y interagissent.

5.3 Le rôle des Autochtones dans le développement nordique

Comme troisième point de convergence des territorialités identitaire et politique, nous notons les processus de gouvernance mis en place dans le déploiement des projets d’exploitation des ressources naturelles qui questionnent le rôle des Premières Nations. À la lumière de la partie précédente, nous revenons pour ce faire sur la notion d’essentialisme car elle comporte diverses limites probables vers une participation plus entière à ces processus décisionnels.

Dans la visée de faire participer plus activement les populations autochtones au développement les affectant, une tendance qui se dégage de la gouvernance autochtone-allochtone à travers le monde concerne la prise en compte des savoirs écologiques et culturels de ces derniers comme valeurs ajoutées dans la mise en œuvre de projets. Par exemple, des études de cas dans le domaine de la gestion de l’eau en Océanie portent sur le *environmental flow* ou le *cultural flow*, soit la prise en compte d’indicateurs environnementaux et culturels (et pas seulement économiques)

concernant les significations multiples de l'eau dans les modes de vie des populations indigènes affectées (Tipa & Nelson, 2012 ; Jackson, 2005). Une réflexion est proposée sur la façon de mieux intégrer ces savoirs et valeurs aux procédures en place, notamment dans l'évaluation d'impacts. L'objectif de pareille nouvelle manière est une plus grande valorisation des cultures autochtones et une participation qui dépasse leur simple consentement.

Cependant, ce type de collaboration des Autochtones n'est pas sans risque. Carter et Hollinsworth (2009) critiquent les classifications associées aux communautés indigènes en Australie, « rurales » ou plus souvent « éloignées », qui marginalisent leur rôle dans la gestion des ressources naturelles. Ces termes créent des associations avec un imaginaire traditionnaliste ou exotique qui les positionnent comme des gardiens de la nature. Puisque leur identité est conçue comme indissociable du territoire et de sa protection, au lieu « d'une présence dynamique, hybride et moderne » dans le paysage rural (2009 : 421), la participation des communautés autochtones au développement s'en trouve limitée, car elle affecterait leur « authenticité ». Les Autochtones sont de plus en plus impliqués à certains niveaux, notamment, tel que nous venons de souligner, par rapport à leurs connaissances culturelles ou environnementales, mais leur rôle dans les processus décisionnels clés demeure restreint :

“Yet the current reification of culturally specific knowledges, practices and lifeworlds in natural resource management as an essentialised characteristic of Aboriginality may counteract any (political) advantage it seeks (Agrawal, 1995; Briggs, 2005). By relegating the presence of Aboriginal people in the landscape to an archaic and primitive other from a remote world, they can be (intentionally) excluded from more contemporary understandings and aspirations for fully participating in globalised worlds (Porter, 2006)” (Carter & Hollinsworth, 2009 : 415).

Comme nous l'avons constaté chez les Innus d'Ekuanitshit rencontrés, même si le territoire demeure important pour eux à titre de fondement identitaire et culturel,

plusieurs sont prêts à accepter le développement et à y participer activement, sous certaines conditions. Malgré le fait que la communauté était initialement en opposition au projet et qu'elle a subi beaucoup de pression interne et externe, le dénouement reste qu'elle a fini par y consentir. Divers membres ont en effet voulu travailler au chantier et offrir des opportunités d'avenir aux jeunes. En ce sens, le territoire, même s'il est central à leur identité, est aussi porteur de changement et de nouvelles aspirations qui peuvent ne pas y être contradictoires. Le fait de confiner leur relation au territoire uniquement à sa sauvegarde peut freiner en partie les aspirations d'une communauté consciente des réalités de la modernité qui l'a rattrapée. En d'autres mots, le fait de perpétuer le rôle des Autochtones comme protecteurs de la nature limite leur potentiel d'autodétermination. C'est le risque encouru en leur accolant, disions-nous, une identité territoriale essentialisée. Les Innus ne devraient pas être moins « authentiques » parce qu'ils ont fini par accepter de participer au projet de la Romaine. Sans compter que, comme nous l'avons illustré dans la première partie de ce chapitre V, les Innus d'Ekuanitshit sont de plus en plus visibles dans le développement économique de la région à travers les entreprises multiples qu'ils ont créées. Même si le modèle de la SEIE est critiqué, il n'en demeure pas moins un exemple concret du rôle contemporain des Autochtones dans le développement, un rôle qui les éloigne d'un culturalisme statique.

5.4 Guérison et réaffirmation

Abordons maintenant la tension entre les significations ancestrales et nouvelles du territoire, soit cette interface entre protection et opportunités d'avenir. Certes, les Innus sont conscients des réalités du développement contemporain et s'y impliquent de façon de plus en plus active. Or, nous avons également abondamment démontré que cette visibilité accrue n'est pas pour autant un signe de l'affaiblissement de l'identification au territoire et aux traditions. Même s'ils ont consenti à la réalisation

des barrages, cela s'est réalisé sous contraintes et après de longues luttes, le territoire demeurant au cœur de leur identité collective et de leur vécu quotidien. Tout compte fait, le chantier peut servir à illustrer que nouveautés et traditions ne sont pas foncièrement incompatibles. Nous explorons ainsi le projet de la rivière Romaine comme espace de compromis et éventuellement même de conciliation entre héritage et avenir.

Le programme Innu Aitun constitue à cet égard une matérialisation digne d'intérêt de la tension entre rupture et sauvegarde. Les barrages, comme nous l'avons vu, constituent une blessure à la fois matérielle, dans l'altération irrémédiable de l'environnement, à la fois immatérielle, en ce qu'elle est ressentie profondément dans l'identité de la majorité des Innus rencontrés. Toutefois, la mise sur pied du fonds Innu Aitun représente pour eux une contrepartie majeure à la perte de sites importants par l'accès plus aisé et étendu au reste du territoire ancestral. Paradoxalement, le projet de la Romaine est donc ainsi à la fois la source de la blessure et de sa guérison. En d'autres mots, même si le chantier est un sacrifice pour la majorité des participants, il est aussi porteur d'une réappropriation probable du territoire plus vaste. En ce sens, le fonds est une retombée significative car il permet d'entrevoir une conciliation entre la sauvegarde de l'identité territoriale et un développement économique, ou à tout le moins un compromis qui semble acceptable.

Il existe une littérature abondante sur les programmes de santé et de guérison communautaire par la transmission de la culture et le retour au territoire chez les populations autochtones (Big-Canoe & Richmond, 2014 ; Kingsley et al., 2009 ; Wilson, 2003). Dans les entrevues menées, plusieurs participants débordent le cadre des questions et confient des traumatismes vécus, que ce soit les pensionnats, des violences religieuses, des violences conjugales, des problèmes de toxicomanie et d'alcool, du racisme, etc. Le thème de la guérison ressort constamment des discours de façon directe ou indirecte. Plusieurs estiment que le territoire est au cœur de la

solution, une « ancre » comme l'exprime éloquemment une participante (F2). Rappelons d'ailleurs un questionnement identitaire soulevé en entrevue par une participante, qui revêt un sens profond que nous réitérons ici : « Sans territoire, qu'est-ce qu'on est ? » (FAC11). Les participants allochtones interrogés dans le cadre du mémoire et du projet plus large sont prompts à démontrer que l'occupation et l'utilisation du territoire par les Autochtones ne sont plus ce qu'elles étaient, que les jeunes n'y accordent plus d'importance et que les traditions se perdent. Or, sont-ils réellement en mesure de saisir la portée plus profonde du territoire comme support d'une guérison nécessaire pour les Innus ?

Lors de nos deux derniers séjours dans la communauté d'Ekuanitshit, nous avons pu observer les efforts réalisés pour renouveler la connexion aux traditions et au territoire. Nous avons pris part à des activités du programme Innu Aitun pour les jeunes, notamment une sortie de pêche et un atelier de dépeçage. Les enfants semblaient épanouis et heureux en nature. Nous étions également présents pendant la semaine culturelle, soit la semaine de congé scolaire accordée aux jeunes en octobre lors de la période de chasse d'automne pour que les familles puissent partir séjourner sur leurs lots ancestraux. Rappelons également les séjours de ressourcement mentionnés en entrevue par quelques participants. Les différentes initiatives montrent selon nous la prépondérance du territoire dans le maintien et la transmission de la culture et de l'identité aux nouvelles générations. Nous estimons ainsi que le rôle du territoire est d'autant plus tangible en région éloignée comme la Minganie, car les activités y sont encore en partie régulées par un rythme de vie très saisonnier, et où la chasse, la pêche et les séjours dans le bois sont encore accessibles et courants, voire nécessaires à la vie culturelle. Ajoutons que c'est là une affirmation aussi valable pour la population allochtone qui s'adonne à ces activités.

Par ailleurs, nous avons participé à d'autres activités qui témoignent de l'importance de la guérison de la communauté qui est loin d'être achevée. Nous avons ainsi fait

l'expérience d'un *mateshan*, soit une tente de sudation traditionnelle (mentionnons tout de même que certains membres de la communauté critiquent que ce n'est pas une tradition innue à proprement parler, et qu'elle aurait été récupérée d'autres nations autochtones). Nous avons également pris part à un cercle de partage lors d'un colloque tenu à la Maison de la culture sur la violence familiale et conjugale. Ces deux exemples additionnels confortent la nécessité de cicatriser des blessures profondes.

Nous sollicitons le thème de la guérison car il nous rapproche des préoccupations immédiates des participants. En effet, le marquage paysager du territoire (5.1), le choix de l'essentialisme stratégique (5.2) et leur place respective dans les processus décisionnels (5.3) sont des thématiques pertinentes à analyser. Toutefois, ce qui ressort de nos résultats est plutôt la perte de leurs héritage et identité que ces aspects plus politisés et extériorisés. Par exemple, les jeunes générations et leur avenir sont au cœur des questionnements communautaires. Comment leur redonner espoir et opportunités ? Avant de réfléchir à des enjeux politiques lointains, leur souci immédiat est celui du mieux-être : comment redonner une fierté aux jeunes de la communauté pour qu'ils poursuivent leur études, fassent des choix de vie sains, accèdent à des emplois de qualité, etc. ? Pour les Innus, cela passe par une valorisation de la culture et une réaffirmation identitaire, qui est en partie territorialisée. Même si le rôle du territoire peut apparaître en ce sens « essentialisé », parce qu'il se rapporte à des valeurs et des composantes davantage traditionnelles, il n'en demeure pas moins essentiel. C'est en quelque sorte la reprise de cette idée avancée en entrevue par des participants que pour « savoir où on va, il faut savoir qui on est ». Ainsi, aux dires de ces derniers, avant de se lancer dans des projets de développement d'envergure, et adopter des valeurs et des aspirations plus matérialistes et individualistes, il faut d'abord solidifier les bases pour ne pas les perdre de vue. Ces bases, selon eux, sont la culture et le territoire.

5.5 Territorialités autochtones contemporaines

Pour répondre à notre question principale qui interroge le rôle du chantier dans la transformation de la territorialité des Innus, nous devons revenir en premier lieu à la notion d'échelle. Les recherches sur les projets de développement en milieu autochtone à travers le monde tendent à s'intéresser aux enjeux « macro », par exemple de gouvernance, de relations inéquitables, de revendications, de retombées socioéconomiques, etc. Bien entendu, ces enjeux ne peuvent être ignorés, comme nous l'avons constaté : le contrôle du territoire et sa gestion, les processus de consultation et de négociation, le projet d'un gouvernement national innu, etc., font partie des discours des participants interrogés, notamment de ceux qui œuvrent dans les sphères politique et économique. Or, ce qui ressort de nos résultats, c'est surtout l'échelle locale du quotidien à laquelle l'ensemble des membres interrogés est davantage sensible. Des inquiétudes immédiates quant à la perte d'accès à la rivière et à ses ressources, aux paysages dévastés, aux défis d'intégration des travailleurs au chantier, aux problèmes sociaux dans la communauté, à l'avenir des enfants, etc., guident leurs propos.

Dans un deuxième temps, le chantier, qui accentue la rupture à la territorialité ancestrale des Innus, façonnée par l'héritage et des activités dites traditionnelles, a accéléré une réaffirmation identitaire, politique, et même économique. Il a inévitablement propulsé leur relation davantage intériorisée à la rivière vers une autre modulée plutôt par la sphère publique. Sous les projecteurs qu'a amenés le projet, leur territorialité est remise en question, doit être renégociée quotidiennement et démontrée aux yeux de la population majoritaire. Comme c'était le premier projet d'une telle envergure en Minganie, il a également forcé une réflexion sur le visage que devrait prendre le développement territorial à l'avenir, et le rôle que les Innus de la communauté d'Ekuanitshit et d'ailleurs veulent y jouer. Le chantier a également mis en exergue le besoin d'une guérison interne profonde. Avant de s'intéresser à

l'altérité, il nous semble qu'une introspection et une réaffirmation identitaires soient nécessaires pour assurer un futur à l'image des valeurs et des espoirs contemporains des Innus.

Le territoire apparaît ainsi être, d'une part, une entité politisée compte tenu du contexte de revendications et de relations interethniques avec la population majoritaire et ses instances décisionnelles. D'autre part, c'est aussi un milieu de vie quotidien, constamment fréquenté et signifié d'un point de vue à la fois matériel et idéal, véritable support d'une culture vivante qui cherche à concilier racines ancestrales et aspirations nouvelles. Ainsi, malgré les bouleversements que le chantier engendre, certaines constantes demeurent, principalement cette identification au territoire encore profondément ressentie et nourrie par les pratiques, les représentations et un sentiment d'appartenance indéniable.

Dans un troisième temps, en lien avec ce qui précède, nous entrevoyons un espace de rencontre nouveau qui est à définir entre héritage, vécu quotidien et opportunités d'avenir, où territorialités traditionnelle et nouvelle ne s'excluent pas. Au contraire, leurs composantes se renforcent mutuellement dans l'émergence d'une territorialité dynamique issue de cette imbrication de tensions et de transformations. À cet effet, la géographie culturelle apparaît comme la sous-discipline la mieux placée pour réinvestir les questions autochtones contemporaines. Elle permet de déborder la lecture binaire dans laquelle leurs composantes semblent toujours mises en opposition : traditions / modernité, Autochtones / État, Autochtones / allochtones, majorité / minorité, etc. La géographie culturelle propose une lecture plus holistique des territorialités autochtones, où passé, présent, avenir, ainsi que les relations enracinées et renouvelées à l'intériorité et à l'altérité, donnent lieu à une hybridité unique.

Comme l'avance une participante interrogée sur ses représentations de l'identité autochtone contemporaine, le concept du métissage est probablement le plus approprié pour la comprendre : « Le phénomène de métissage, c'est pas une moitié avec une autre moitié, mais c'est vraiment un tout où les deux moitiés peuvent être entièrement elles-mêmes [...]. C'est tout le temps organique » (F2). Abordant les récentes avancées dans les études post-coloniales en géographie culturelle à propos des peuples autochtones, Nash (2002) soulève que « the relationship between sacredness and modernity, far from being incommensurable, is continually under (re)negotiation » (2002 : 225). En transposant ces idées à la territorialité des Innus, nous avançons qu'elle peut ainsi être à la fois identitaire et politique, intériorisée et extériorisée, traditionnelle et contemporaine. En outre, nous argumentons que celle-ci est tout autant « authentique » que ses représentations essentialisées figées, voire même plus, car elle est à l'image du vécu véritable et actuel des Innus.

En dernier lieu, nous proposons de déborder le rôle peut-être survalorisé de l'identité culturelle « folklorisée » dans les territorialités, sans le nier, mais en y enchevêtrant les interactions quotidiennes et les luttes de pouvoir, puis les espaces de distinction, d'exclusion, de marginalisation, de rencontre, voire d'émancipation, où elles ont cours. Depuis son apparition dans les années 1970, le courant humaniste qui a inspiré le tournant culturel de la discipline géographique l'a conséquemment porté à s'intéresser à l'espace comme à une production de type principalement culturel (Collignon, 2001). Or, le danger est que cette dimension culturelle éclipse les autres dimensions de la géographie humaine, notamment sociale, politique et économique. La géographie culturelle « ne tient pas suffisamment compte des effets majeurs [...] provoqués par la compétition, la distinction, les luttes, l'action sociale en général et ses traductions géographiques » (Di Méo, 2008 : 64). Pour y pallier, Di Méo (2008) propose une géographie qui est à la fois sociale et culturelle, en suggérant trois approches qui seraient toutes pertinentes dans une interprétation plus affinée au niveau théorique de nos résultats empiriques : l'analyse structurale, le jeu des

interactions, l'humanisme phénoménologique. Allant un peu dans le même sens que Di Méo, d'autres auteurs s'inquiètent que la géographie culturelle est trop préoccupée par « l'immatériel » aux dépens du « matériel », alors que ce sont les pratiques, les relations et les luttes quotidiennes qui forment les structures et les systèmes sociaux, ainsi que les dynamiques d'inclusion et d'exclusion (Philo, 2000 ; Nash, 2002).

Nos propres conclusions nous amènent à ces mêmes réserves, à savoir que la dimension identitaire (ou culturelle) de la territorialité des Innus rencontrés, bien que prédominante, doit être comprise dans une dialectique constante avec des expériences quotidiennes et des rapports socio-spatiaux structuraux à l'œuvre. Ce qu'un projet d'envergure comme la Romaine a mis en évidence, ce sont justement les transformations de ces dimensions relationnelles (sociales, politiques, économiques) et leurs effets sur l'identité et la culture. Nous réitérons ainsi la pertinence de nous pencher sur cet espace inédit que crée le projet, un espace fait de convergence et de divergence, de tensions et de rapprochements, à l'échelle du « micro vécu de la coexistence » (CIÉRA, 2012 : 3), et des relations institutionnelles, historiques et actuelles. Le chantier agit ainsi à la fois comme contexte et comme producteur de territorialités dynamiques et hybrides. Celles-ci ne doivent plus être étudiées en vase clos quant à leurs composantes intériorisées, mais bien davantage comme une forme de métissage entre héritage et nouvelles aspirations, parfois volontaires, parfois empruntées ou imposées, mais qui façonnent, au final, un portrait authentique de la relation au territoire des Innus d'Ekuanitshit.

CONCLUSION

En nous intéressant au projet hydroélectrique de la rivière Romaine comme circonstance spatio-temporelle unique pour investiguer les transformations de la territorialité des Innus d'Ekuanitshit, nous avons trouvé que celles-ci doivent être comprises dans un enchevêtrement de composantes autant identitaires, politiques, économiques que sociales. Dans cette conclusion, pour être conforme aux postulats de la recherche collaborative en milieu autochtone, nous abordons d'abord les retombées concrètes et souhaitées de notre projet pour la communauté d'Ekuanitshit (6.1). Ensuite, nous explorons les limites de notre démarche, tant méthodologiques que conceptuelles (6.2). Enfin, en guise d'ouverture, nous revenons sur la portée de nos résultats (6.3).

6.1 Retombées pour la communauté

D'emblée, rappelons notre désir d'inscrire la démarche de recherche sur la territorialité des Innus de la communauté d'Ekuanitshit dans le courant de la géographie indigène. Pour parvenir à nos résultats, nous avons opté, autant que faire se peut, pour une approche s'évertuant à déconstruire les méthodes de recherche académiques classiques en priorisant les voix des Autochtones rencontrés. Ainsi, nous avons travaillé en proche collaboration avec les membres de la communauté pour développer un projet de recherche suivant une démarche et une éthique respectueuses de leurs préoccupations et valeurs. Par le fait même, nous avons cherché à bâtir une relation de confiance entre chercheur et participants. Rappelons les efforts principaux déployés en ce sens : signature d'une entente de recherche officielle, séjours immersifs, participation à des activités communautaires, retour dans la communauté pour présenter les résultats, etc.

À ce stade, nous souhaitons revenir sur notre séjour à Ekuanitshit qui a eu lieu en novembre 2016, et donc sur le respect du principe de réciprocité inhérent à toute recherche en milieu autochtone. Une conférence publique formelle (avec une présentation Powerpoint) pour partager les résultats était initialement prévue à la Maison de la culture. Cependant, une fois sur place, divers obstacles ont rendu impossible la tenue de cette conférence. Cette tournure imprévue des événements a obligé une réflexion sur des moyens alternatifs de diffusion des connaissances qui soient adaptés aux réalités et aux besoins de la communauté. Relevons par ailleurs que quelques membres nous ont confirmé que généralement moins d'une dizaine de personnes participaient au type de présentation publique qui était d'abord envisagé.

Un effort redoublé a donc été mis sur les façons les plus adaptées, culturellement et éthiquement, de partager la recherche. En fin de compte, les initiatives réalisées en ce sens ont ciblé les outils clés de communication pour rendre les résultats accessibles au plus grand nombre. D'abord, nous les avons présentés lors de deux entrevues (d'une durée de 45 minutes chacune) à la radio communautaire locale avec une traduction simultanée en *innu aimun*. À la fin de la deuxième émission radiophonique, une aînée de la communauté a même appelé en direct pour partager son expérience passée et ses anecdotes de chasse sur la rivière Romaine, que l'animatrice nous traduisait en français. Ce geste a en quelque sorte validé le choix de la radio comme outil de diffusion approprié, tout comme le fait que plusieurs autres personnes nous aient aussi interpellé suite aux entrevues pour en discuter davantage. Ensuite, nous avons publié un article de vulgarisation d'une dizaine de pages dans le numéro de décembre 2016 du journal communautaire *Inniun* (Desmeules, 2016) (annexe B). Enfin, mentionnons que nous avons remis une version imprimée préliminaire du mémoire aux membres du Conseil des Innus de Ekuanitshit, pour que ceux-ci puissent le lire et rétroagir avant son dépôt final.

Avec plus de temps et de ressources, une véritable recherche biculturelle aurait pu être envisagée. Les initiatives possibles en ce sens auraient été nombreuses : employer des assistants-chercheurs dans la communauté, des traducteurs, offrir de la formation en recherche, etc. Il va de soi qu'un apport concret à la formation et à l'engagement des membres à la recherche aurait pu décupler les retombées pour eux. Nous considérons tout de même avoir accompli beaucoup pour sortir du cadre académique habituel imposé par un projet de mémoire et nous voulons soulever les bénéfices probables des résultats pour la communauté. À cet égard, notre espoir est que ce projet pourra servir d'abord dans une compréhension plus fine des impacts du projet de la Romaine qui déborde le cadre des évaluations d'impacts formelles. En investiguant les pratiques, les représentations et les significations profondes pour les Innus de Ekuanitshit de la rivière Romaine dans le passé, le présent et l'avenir, nous espérons en avoir dressé un portrait d'ensemble qui nous semble passablement juste, et qui pourrait donc être utile aux membres de la communauté. Notre recherche peut en effet leur servir de base de référence en ceci qu'elle rassemble et analyse des préoccupations diverses eu égard à l'arrivée du chantier. Elle pourrait même mener à la création d'une borne de comparaison pour des études à venir (les barrages étant toujours en cours de construction), une contribution majeure en soi. Ensuite, les résultats peuvent servir à la diffusion à un public plus large et à la sensibilisation aux allochtones de la région et de l'extérieur au vécu territorial contemporain des Innus d'Ekuanitshit. En ce sens, nous souhaitons que nos résultats illustrent que l'attachement et l'identification à la rivière demeurent essentiels, malgré les bouleversements en cours et/ou ressentis. Une exposition temporaire sous forme artistique ou interactive des principaux résultats à la Maison de la culture d'Ekuanitshit pourrait être envisagée. Enfin, si nos résultats peuvent être employés partiellement dans la poursuite de négociations ou de revendications eu égard à la rivière Romaine, ce serait là un apport très concret et judicieux pour la communauté.

6.2 Retour sur la démarche de recherche

Nous avons évoqué les possibilités de la recherche quant à la participation plus entière de la communauté. Ici, nous ne revenons pas sur ce qui aurait pu être accompli, mais plutôt sur les limites de ce qui a été réalisé concrètement aux différentes étapes de la recherche, de la structuration de la problématique (notamment la formulation des hypothèses et l'élaboration du cadre conceptuel), jusqu'à la collecte de données et leur interprétation.

6.2.1 Limites de la problématique et de la schématisation conceptuelle

En premier lieu, nous interrogeons notre propre choix méthodologique d'avoir eu recours à des hypothèses de recherche. Respectant la chronologie et la structure normalement prescrites d'un mémoire, nous avons formulé ces hypothèses avant les séjours de terrain dans la communauté, en fonction d'intuitions et d'une revue de littérature non spécifique au chantier de la Romaine. Considérant la démarche indigène et inductive préconisée, il aurait probablement été plus habile d'établir des objectifs de recherche pour répondre aux mêmes questions principale et secondaires. Prenons, par exemple, l'hypothèse principale : au lieu de postuler préalablement à la collecte de données que le chantier transforme le rapport traditionnel à la rivière en rapport utilitaire, nous aurions pu aisément formuler l'objectif plus holistique d'explorer la ou les façons dont le chantier transforme la relation que les Innus d'Ekuanitshit entretiennent à la Romaine. Ceci pour résoudre la légère inadéquation décelée non seulement entre les postulats de la géographie indigène présentés en 1.3.2 et la rigidité de la schématisation retenue, mais aussi entre les préoccupations finalement centrales relevées dans les entrevues et les hypothèses avancées. D'autant plus que, comme les lecteurs de ce mémoire l'auront peut-être constaté, les hypothèses ne semblent pas avoir été pleinement éprouvées. Cette impression n'est

pas fausse, puisque nous voulions rester près des propos des participants, priorisant leurs intérêts plutôt que nos intuitions initiales. Si la conclusion n'indique pas clairement la confirmation ou l'infirmité des hypothèses, c'est que cela réduirait, à notre sens, la réelle portée de l'analyse. Mentionnons tout de même que malgré ce léger décalage entre ce qui était annoncé et les résultats, les hypothèses demeurent valables et utiles, agissant comme fil conducteur du mémoire. Cependant, le même rôle aurait peut-être été mieux servi par des objectifs de recherche, évitant les écueils ci-mentionnés.

Des réserves semblables peuvent être émises à l'égard de la conceptualisation de la territorialité en trois dimensions, lacune qui a été identifiée pendant l'avancement du mémoire et partiellement revue (cf. figure 3.1 remaniement conceptuel). Rappelons que la mouture matérielle de la territorialité, que nous avons initialement isolée pour aborder les transformations tangibles des pratiques et des paysages de la rivière devenue réservoirs, aurait pu être intégrée dès le départ à la territorialité culturelle. Ce resserrement des dimensions de la territorialité dès l'étape de la problématique aurait facilité la schématisation du cadre conceptuel ainsi que son recours plus systématique dans l'analyse et l'interprétation subséquente des résultats. Tel que noté à l'égard des hypothèses, les résultats obtenus ne s'harmonisent pas entièrement aux nombreux concepts préalablement retenus. Il aurait été souhaitable de circonscrire le cadre conceptuel via un langage plus précis et en ciblant des objets plus facilement mesurables dans le temps imparti pour les travaux de terrain. Surtout que ceux-ci sont en l'essence difficiles à définir et à mesurer : identité, représentations, gouvernance, valeurs traditionnelles, rapport utilitaire, etc. Les entrevues réalisées, avec des questions volontairement ouvertes, ne permettaient pas de couvrir systématiquement tous ces aspects variés.

Pour illustrer le défi posé par la validation des concepts sur le terrain, nous prenons comme exemple la notion de paysage. Alors que celle-ci n'a pas été relevée dans la

revue de littérature ayant servi à construire nos cadres théorique et conceptuel, elle est apparue plus significativement dans les propos des interviewés. Le paysage est devenu une clé centrale à l'interprétation de nos résultats, autant au niveau des représentations du territoire que des relations contestées qui s'y forment. Or, il intervient à un stade avancé de la démarche (chapitres de résultats), complexifiant les angles d'analyse nonobstant sa grande pertinence. Si nous nous étions davantage laissée guider par le terrain pour établir le cadre conceptuel, le « paysage » aurait pu mieux s'y intégrer dès le départ.

Tout ceci étant dit, la problématique, les cadres théorique et conceptuel, l'analyse et l'interprétation s'arriment néanmoins bien dans l'ensemble. Les limites avancées ne minent absolument pas la validité et à la richesse des résultats obtenus. Le défi se situait plutôt au niveau du programme proposé qui était passablement ambitieux pour un projet de mémoire aux échéances et aux ressources limitées. En ciblant des concepts, variables et indicateurs plus précis et en embrassant moins large, la valeur de la contribution scientifique de l'étude n'aurait pas été compromise, seulement simplifiée dans son articulation. Rappelons qu'une des façons d'y parvenir aurait été une démarche inductive plus aboutie, qui aurait mené d'une part à un cadre conceptuel plus circonscrit (en le bâtissant à partir des préoccupations des participants interrogés), d'autre part à la validation de la structure plus organique du mémoire mettant l'accent sur ces préoccupations.

Soulignons que les limites conceptuelles dégagées ont été revues et corrigées pour la rédaction en cours de deux articles scientifiques issus de ce mémoire, portant respectivement sur : le chantier de la Romaine comme objet précis instigateur de transformations des vocations identitaires et des fonctions relationnelles de la territorialité des Innus d'Ekuanitshit ; une exploration plus approfondie de la notion d'essentialisme dans le contexte de développement territorial interculturel (en prenant

la Romaine comme étude de cas) et sur son instrumentalisation politique et économique probable par les Autochtones eux-mêmes.

6.2.2 Limites de la collecte de données

En ce qui a trait à la collecte de données, bien que nous ayons tenté, dans notre échantillon, de représenter le plus fidèlement les profils variés des membres de la communauté, certaines contraintes ont pu limiter leur représentativité (même s'il importe de rappeler que la recherche qualitative ne vise pas une parfaite représentativité statistique). D'abord, la technique retenue, soit l'échantillonnage boule de neige, bien qu'il soit adapté au contexte d'une petite communauté d'environ 500 personnes comme Ekuanitshit, où les personnes contacts sont précieuses et où le « bouche à oreille » fonctionne bien, peut aussi avoir le désavantage d'infiltrer des cercles relativement homogènes de participants qui partagent des opinions semblables. Rappelons tout de même que, pour palier ce risque, nous avons utilisé trois « portes d'entrée » dans la communauté : les bureaux du Conseil (politique), la Maison de la culture (culturelle) et le Centre d'affaires (économique).

Ensuite, d'autres contraintes liées aux durées de nos séjours sur le terrain, à la disponibilité et à la volonté de participation des répondants, ont également joué sur l'échantillonnage. Pour certains, la méfiance ou le manque de connaissances du milieu de la recherche universitaire ou du sujet de recherche comme tel, ont pu freiner leur désir d'y participer. Quelques-uns étaient ainsi intimidés par la nature et l'approche très formelle de la recherche (signature d'un formulaire de consentement, grille de questions, entrevues enregistrées, etc.). Par exemple, les jeunes, moins habitués à ce type de démarche, ont été très peu nombreux à participer. C'est une limite importante à notre étude : alors qu'ils sont extrêmement présents dans les préoccupations et les propos des répondants, ils n'en font eux-mêmes pas partie (à

l'exception d'une seule participante). Il devient ainsi plus difficile d'évaluer l'importance du territoire pour les jeunes générations selon leur propre perspective, plutôt que par l'intermédiaire de participants plus âgés. De même, nous avons été sensibilisée à l'importance cruciale des aînés tout au long de nos entrevues et nous avons tenté d'obtenir leur participation. Or, ils sont extrêmement sollicités de toutes parts. Ainsi, nous avons eu beaucoup de rencontres ponctuelles et informelles avec eux, mais une seule entrevue officielle. Comme pour la question des jeunes, les répondants ont été très volubiles sur les aînés, sur leurs représentations du territoire et leurs traditions, mais au final, c'est par le truchement de leurs propos que nous avons surtout obtenu ces informations. De façon générale, mentionnons que la participation à la recherche, et même plus largement aux activités organisées, est un défi dans plusieurs communautés autochtones. Quelques participants ont exprimé qu'il s'avère parfois ardu d'intéresser les gens aux divers projets et initiatives qui ont cours, même lorsque ceux-ci sont initiés par des membres de la communauté. Un sentiment de méfiance s'ajoute lorsque ces initiatives sont réalisées par des allochtones.

Nous voulons soulever une autre limite probable dans la collecte de données, et surtout, leur interprétation, ce en lien avec la langue utilisée lors des entrevues, qui ont au final toutes été menées en français. La langue maternelle et courante de la quasi-totalité des participants rencontrés est l'*innu aimun*. La difficulté de trouver un traducteur a constitué un obstacle de taille dans le recrutement, surtout pour certains aînés qui ne parlent pas du tout le français. D'autres, qui estimaient que leur niveau de français n'était pas assez élevé, ont également refusé de participer aux entretiens. Ceux qui ont participé cherchaient souvent les mots justes pour exprimer pleinement ce qu'ils ressentaient. Comme les questions posées abordent les fondements identitaires et culturels de leur relation profonde au territoire, une relation à moult égards fort distinctes de celle que nous entretenons usuellement plus au sud, il se peut que l'expression de celle-ci n'ait pas trouvé écho dans une langue seconde. Les

relations spécifiques et les représentations du territoire peuvent être quasiment intraduisibles dans une autre langue.

Ce souci pour la langue nous amène également à revenir, en dernier lieu, sur notre position en tant que chercheure allochtone. Nous avons retenu l'approche indigène eu égard surtout à ses posture et composantes méthodologiques pour décoloniser notre démarche de recherche. Mais rappelons aussi que, plus largement, elle s'évertue à déconstruire, puis à reconstruire les connaissances et les savoirs. En ce sens, notre position en tant que chercheure allochtone peut avoir modulé, voire freiné notre compréhension de la territorialité complexe des Innus. Nous ne pourrions jamais prétendre à une perspective pleinement autochtone des enjeux, bien que nous ayons fait le plus d'efforts possibles à cet égard pour présenter les propos recueillis et l'interprétation qui en est ressortie selon les sens recherchés par les participants. Sur ce point, soulevons, comme d'autres auteurs, que le regard que nous posons sur le phénomène étudié, bien qu'incomplet, nous semble tout de même valide :

S'interroger sur la validité d'un savoir entièrement construit par des regards extérieurs est sans doute salutaire. Il ne s'agit pas pour le scientifique de renoncer à son projet mais, au contraire, de travailler à construire un savoir plus complet en reconnaissant que son regard distancié ne pourra jamais appréhender qu'une partie de la « réalité », et qu'il lui faut donc aussi, d'une part encourager l'expression d'autres regards, d'autre part les prendre en considération dans ses propres réflexions (Collignon, 2001 : 27).

6.3 Portée scientifique et pistes de recherche

La contribution scientifique de ce mémoire se trouve surtout dans les pistes que nous avons soumises en guise de synthèse dans le chapitre V, notamment que les composantes relationnelles de la territorialité (à l'échelle des interactions quotidiennes et à l'échelle structurelle) méritent d'être investiguées davantage dans

les études géographiques portant sur les territoires et les identités autochtones. Il faut déborder le cadre strict du « culturel » parfois survalorisé dans certaines recherches empreintes d'une forte tradition ethnographique, sans pour autant le nier comme il demeure omniprésent. Les territorialités contemporaines doivent se comprendre à la fois du point de vue de l'héritage et de l'intériorité, à la fois en relation avec l'altérité, c'est-à-dire avec les rapports socio-spatiaux à l'œuvre dans des contextes politiques et économiques particuliers.

Au niveau méthodologique, nous insistons sur l'importance de réaliser des études de terrain participatives en milieu autochtone. Nous ne serions pas arrivées à recueillir des données aussi riches sans la valeur ajoutée de la démarche collaborative, des séjours immersifs et rétroactifs dans la communauté, de l'observation participante et directe (entre autres au chantier) et des entrevues en profondeur avec les membres. Sur ce dernier point, soulignons que les perspectives de tous et chacun, et pas seulement celles des acteurs politiques et économiques habituels, sont pertinentes dans la compréhension plus fine des transformations induites par un projet comme celui de la Romaine. Les entrevues ont d'ailleurs permis de constater que c'est l'échelle du quotidien et les préoccupations immédiates, notamment les impacts environnementaux visibles sur le paysage et les problèmes sociaux engendrés par le projet, qui soulèvent le plus d'émotion dans la communauté. En d'autres mots, c'est l'investigation de l'expérience et des représentations de toutes les personnes concernées par le développement et le bien-être des communautés qui permet une compréhension plus complète des impacts ressentis.

Des questions spécifiques au chantier de la Romaine, explorées tout au long du mémoire, mériteraient par ailleurs de plus amples approfondissements. Du nombre, le chantier de la Romaine a-t-il vraiment contribué à sensibiliser la population allochtone à la place des Innus et à leurs enjeux actuels ? Peut-on déceler une reconfiguration des relations interethniques à différentes échelles : locale, régionale,

et voire même nationale ? Assiste-t-on plutôt à une reproduction de relations de domination et d'exclusion de l'espace hégémonique allochtone ? Plus encore, jusqu'à quel point le chantier agit-il comme un espace d'émancipation ? Pour l'instant, de nombreuses barrières indiquent qu'il n'apparaît pas comme un espace d'émancipation de la population innue : types d'emploi différenciés, défis d'intégration, modèle d'aménagement allochtone, mode de vie rigide, participation limitée aux processus décisionnels, etc. Par contre, il permet d'entrevoir des pistes prometteuses pour un développement territorial plus inclusif à l'avenir : il a forcé la rencontre des travailleurs, des citoyens et des décideurs allochtones et autochtones, et une réflexion concertée sur l'avenir de la Minganie. Il peut ainsi apparaître comme un premier jalon vers une sensibilisation accrue non seulement à la présence des Innus et à leurs réalités, mais également à l'interdépendance entre les deux groupes.

En dernier lieu, bien que nous ayons choisi de travailler uniquement avec la communauté d'Ekuanitshit, l'expansion de cette recherche aux autres communautés affectées par le projet de la Romaine pourrait favoriser sa mise en valeur et son appropriation par les populations locales. Il faudrait en outre multiplier les études de cas similaires dans le contexte de développement territorial interculturel pour mieux saisir les transformations contemporaines des territorialités autochtones. De telles études permettraient de tenir compte des contextes historiques, sociodémographiques, politiques et culturels distincts, etc., afin de voir si nos conclusions valent ailleurs mais aussi pour éviter toutes généralisations indues. Pareils approfondissements nous paraissent essentiels, car des interrogations plus larges demeurent quant à la territorialité des Innus, des Autochtones au Québec et ailleurs dans le monde en général : Est-il possible de concilier héritage traditionnel et valeurs néolibérales dans la participation à des projets de développement ? Les Autochtones sont-ils contraints de demeurer les « protecteurs de la nature » ? Est-ce là le seul moyen de protéger parallèlement leur culture ? Comment étendre leur rôle et dépasser leur position marginale actuelle dans le développement territorial tout en respectant leurs valeurs

profondes ? Bref, la multiplication des études, réalisés par des chercheurs autochtones et allochtones, permettraient un éclairage renouvelé sur ces questions et plusieurs autres encore, le domaine des territorialités indigènes demeurant encore peu exploré par le regard géographique contemporain.

ANNEXE A : Grilles d'entrevues
GRILLE D'ENTREVUE PRINCIPALE
Innus d'Ekuanitshit

**« Je monte au chantier » : l'expérience géographique des travailleurs
autochtones et non autochtones du chantier hydroélectrique de la Romaine
(Minganie, Côte-Nord)**

Recherche financée par le Fonds de recherche du Québec - Société et culture
(FRQSC)

Responsable de la recherche : Laurie Guimond
Département de géographie
Université du Québec à Montréal

SOMMAIRE

A. QUESTION GÉNÉRALE : LA RIVIÈRE ROMAINE

B. QUESTIONS DE RELANCE :

VIE QUOTIDIENNE : PRATIQUES ET TRANSFORMATIONS

ARRIVÉE DU CHANTIER : PAYSAGES, IMPRESSIONS, IMPACTS...

RELATIONS ENTRE INNUS ET NON-INNUS

IDENTITÉ ET SENTIMENT D'APPARTENANCE

VISIONS D'AVENIR

A. QUESTION GÉNÉRALE : LA RIVIÈRE ROMAINE

1. Que signifie la rivière Romaine pour vous ?

B. QUESTIONS DE RELANCE :

VIE QUOTIDIENNE : PRATIQUES ET TRANSFORMATIONS

2. Votre vision de la rivière Romaine a-t-elle changé depuis l'arrivée du chantier ? Si oui, en quoi ?

3. Votre relation à la rivière Romaine a-t-elle changé depuis l'arrivée du chantier ? Si oui, en quoi ?

4. Quelles activités y pratiquez-vous ?

5. Quels endroits fréquentez-vous le plus souvent dans les environs de la rivière ?

ARRIVÉE DU CHANTIER : PAYSAGES, IMPRESSIONS, IMPACTS...

6. Comment décririez-vous le paysage de la rivière et de ses environs ?

7. Quand et comment la communauté a-t-elle appris l'existence du projet hydroélectrique de la Romaine ?

8. Quelles étaient les réactions dans la communauté ?

9. Quand et comment avez-vous personnellement appris l'existence du projet ?

10. Quelles étaient vos premières impressions à l'annonce du projet ?

11. Vos impressions personnelles du projet ont-elles changé depuis le début des travaux ? Si oui, en quoi ?

12. Êtes-vous déjà allé au chantier ? Si oui, pourquoi ?

RELATIONS ENTRE INNUS ET NON-INNUS

13. Les non Innus (les « Blancs ») fréquentaient-ils la rivière avant l'arrivée du chantier ? Si oui, pour quelles activités ?

14. Quelles sortes de relations entretenez-vous avec les non Innus de la Minganie ?

15. Croyez-vous que le chantier a changé quelque chose au niveau de ces relations ?
Si oui, qu'est-ce qui a changé ?

16. À votre connaissance, existe-t-il des projets de collaboration en lien avec le chantier entre Innus et non Innus de la Minganie ?

IDENTITÉ ET SENTIMENT D'APPARTENANCE

17. Est-ce que vous vous sentez « chez vous » à la rivière Romaine ? Pourquoi ?

18. Jusqu'à quel point êtes-vous attaché au territoire de la rivière Romaine ?

19. Envisagez-vous de déménager un jour ? Si oui, pour quelle(s) raisons ? pour aller où ?

20. Qu'est-ce qui définit, selon vous, un Innu ?

VISIONS D'AVENIR

21. Selon vous, quelle serait la meilleure façon de gérer les projets de développement des ressources naturelles en territoire innu dans l'avenir ?

22. Que connaissez-vous du projet de gouvernement national innu ? Qu'en pensez-vous ?

23. Avant de terminer l'enregistrement, avez-vous d'autres éléments à rajouter et dont nous n'avons pas parlé ?

GRILLE D'ENTREVUE COMPLÉMENTAIRE
Travailleurs et ex-travailleurs du chantier

**« Je monte au chantier » : l'expérience géographique des travailleurs
autochtones et non autochtones du chantier hydroélectrique de la Romaine
(Minganie, Côte-Nord)**

Recherche financée par le Fonds de recherche du Québec - Société et culture
(FRQSC)

Responsable de la recherche : Laurie Guimond
Département de géographie
Université du Québec à Montréal

SOMMAIRE

**A. QUESTIONS INTRODUCTIVES : TRAJECTOIRES MIGRATOIRES ET
PROFESSIONNELLES**

**B. ÉTABLISSEMENT AU CHANTIER : PREMIÈRES IMPRESSIONS,
ACCUEIL, DIFFICULTÉS...**

C. VIE QUOTIDIENNE AU CHANTIER

D. RELATIONS ENTRE TRAVAILLEURS INNUS ET NON-INNUS

E. SENTIMENT D'APPARTENANCE ET PROJETS D'AVENIR

A. QUESTIONS INTRODUCTIVES : TRAJECTOIRES MIGRATOIRES ET PROFESSIONNELLES

1. a) Quel emploi occupez-vous (*ou avez-vous occupé*) sur le chantier de la Romaine ?
 - b) Depuis combien de temps y êtes-vous (*ou avez-vous été*) employé ?
 - c) S'agit-il d'un poste saisonnier? Annuel?
 - d) Jusqu'à quand envisagez-vous de travailler au chantier?

Si EX-TRAVAILLEUR

- e) Pourquoi ne travaillez-vous plus au chantier?

2. a) Qu'est-ce qui vous a **PRINCIPALEMENT** incité à travailler au chantier de la Romaine?
 - b) Aviez-vous d'autres motifs plus secondaires?
3. Pourquoi avez-vous choisi le chantier de la Romaine plutôt qu'un autre?

4. Avez-vous déjà travaillé sur un mégachantier autre que celui de la Romaine?

5. Où est située votre résidence permanente ?

SI NE PROVIENT PAS DE LA MINGANIE :

- a) Aviez-vous eu des expériences en Minganie avant votre venue sur le chantier?
- b) Quand?
- c) Dans quels contextes?

B. ÉTABLISSEMENT AU CHANTIER : PREMIÈRES IMPRESSIONS, ACCUEIL, DIFFICULTÉS...

6. Qu'est-ce qui vous a surpris le plus lors de votre arrivée au chantier?
7. Avez-vous éprouvé des difficultés particulières?
8. Quel type d'accueil avez-vous reçu de la part des autres travailleurs?

9. Quel type d'accueil avez-vous reçu de la part d'Hydro-Québec?

10. Étiez-vous préparé à la vie de chantier?

C. VIE QUOTIDIENNE AU CHANTIER

11. Combien d'heures travaillez-vous...

a) par jour ?

b) par semaine ?

12. a) À quelle fréquence quittez-vous le chantier?

b) Pour combien de temps?

c) Par quel moyen?

d) Pour aller où?

13. a) Lorsque vous êtes au chantier, à quelle fréquence avez-vous des journées de congé ?

b) Quels sont les principaux **lieux** de divertissement que vous fréquentez ...

- au chantier ?

- à l'extérieur du chantier (en Minganie) ?

c) Vous **impliquez**-vous dans des activités sur le chantier à l'extérieur de vos heures de travail ?

Si oui :

- Pourquoi ?

- Quelle est la nature de votre implication ?

14. a) Ressentez-vous parfois le **besoin** de quitter le chantier ?

Si oui :

b) Pour quelles raisons ?

c) À partir de quel moment ressentez-vous ce besoin (*à partir de combien de jours*) ?

d) Pour aller où ?

15. Que pensez-vous de la distance entre votre lieu de travail et votre lieu de résidence principale?

16. Quel sentiment éprouvez-vous lorsque vous revenez au chantier après un congé?

17. Quels sont les principaux avantages de la vie de chantier ?

18. Quels sont les principaux inconvénients de la vie de chantier ?
19. En général, quels sont les services disponibles pour les travailleurs au chantier ?
20. Selon vous, est-ce qu'Internet facilite la vie de chantier ?
21. Utilisez-vous des services à l'extérieur du chantier?
22. À votre avis, quels devraient être les services à prioriser pour répondre aux besoins des travailleurs du chantier?
23. Si vous avez déjà travaillé sur un mégachantier autre que celui de la Romaine, en quoi la vie de chantier est-elle comparable?

D. RELATIONS ENTRE TRAVAILLEURS

24. a) Sentez-vous que vous êtes bien intégré à la vie **sociale** du chantier ?
Si oui :
 b) Combien de temps cela a-t-il demandé?
Si non :
 c) Pourquoi?
25. Est-ce important pour vous d'avoir une vie sociale active au chantier?
26. a) Qui sont les personnes que vous fréquentez le plus souvent au chantier et à quelles occasions?
 b) D'où proviennent-elles?
27. a) Entretenez-vous des relations avec des travailleurs *non innus* ?
Si oui :
 b) Quelle sorte de relations s'agit-il? **RÉPONSE SPONTANÉE**
 - **positives**, précisez en donnant des exemples (services échangés...)
 - **négatives**, précisez en donnant des exemples (difficultés...)
Si non :
 c) Expliquez pourquoi?
28. a) Entretenez-vous des relations avec des travailleurs *innus* ?
Si oui :
 b) Quelle sorte de relations s'agit-il? **RÉPONSE SPONTANÉE**
 - **positives**, précisez en donnant des exemples (services échangés...)
 - **négatives**, précisez en donnant des exemples (difficultés...)

Si non :

c) Expliquez pourquoi?

29. a) Avez-vous développé des **amitiés proches** avec d'autres travailleurs du chantier?

Si oui :

b) D'où proviennent-ils?

c) Les fréquentez-vous ailleurs que sur le chantier?

30. D'après votre expérience, les travailleurs de la Minganie et ceux qui proviennent d'autres régions se fréquentent-ils au chantier?

ICI, il s'agit des travailleurs NON INNUS

a) Si oui, dans quels contextes?

b) Si non, pourquoi?

31. D'après votre expérience, les travailleurs innus et non innus se fréquentent-ils au chantier?

c) Si oui, dans quels contextes?

d) Si non, pourquoi?

32. a) En général, quelle est l'attitude des travailleurs non-innus vis-à-vis les travailleurs innus?

b) En général, quelle est l'attitude travailleurs innus vis-à-vis les travailleurs non-innus?

c) Qu'est-ce qui explique cette attitude?

33. a) Croyez-vous que le chantier de la Romaine amène un rapprochement / une complicité entre Innus et non Innus ?

Si oui,

b) Qu'est-ce qui crée cette complicité?

Donnez des exemples.

c) Sur le chantier ou en Minganie?

34. a) Croyez-vous que le chantier de la Romaine amène une distance / une séparation (ou tension) entre Innus et non Innus ?

Si oui,

b) Qu'est-ce qui crée cette distance ?

Donnez des exemples.

c) Sur le chantier ou en Minganie ?

35. Que pensez-vous des politiques d'embauche des Autochtones au chantier?
36. Selon vous, est-ce que c'est *facile* ou *difficile* pour les travailleurs de se faire un nouveau réseau social sur le chantier? **EXPLIQUER.**
37. Si vous avez déjà travaillé sur un mégachantier autre que celui de la Romaine, en quoi votre expérience du chantier est-elle comparable sur le plan de la vie sociale ?

E. SENTIMENT D'APPARTENANCE ET PROJETS D'AVENIR

38. a) Vous sentez-vous comme «chez-vous» sur le chantier?
b) Pourquoi?
39. Quel sentiment éprouvez-vous lorsque vous dites à quelqu'un que vous travaillez au chantier de la Romaine?
Expliquez. Sacrifice ou plutôt une opportunité (ou fierté).
40. a) Vous sentez-vous particulièrement attaché ...
- au chantier?
- à la Minganie?
- à la Côte-Nord?
b) Pourquoi?
41. a) Lorsque vous êtes au chantier, vous sentez-vous loin?
b) Qu'est-ce qui explique ce sentiment?
42. a) Que comptez-vous faire lorsque le chantier de la Romaine sera complété?
b) Voulez-vous travailler sur un autre chantier, dans une région autre que celle de votre résidence permanente?

Si travailleurs EXTRA-RÉGIONAUX :

43. Envisagez-vous de déménager en Minganie ou sur la Côte-Nord un jour?
44. Quels souvenirs garderez-vous de votre expérience sur le chantier de la Romaine?
45. Avant de terminer l'enregistrement, avez-vous d'autres éléments à rajouter et dont nous n'avons pas parlé?

ANNEXE B : Article de vulgarisation publié dans le journal *Inniun*

**LE CHANTIER DE LA ROMAINE AU CŒUR DU TERRITOIRE
ANCESTRAL INNU :
ENRACINEMENT ET TRANSFORMATIONS**

Par Alexia Desmeules

Cet article, écrit par Alexia Desmeules, étudiante de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), est un résumé de son projet de maîtrise en géographie qui porte sur les transformations de rivière Romaine depuis la venue du chantier. Plus spécifiquement, en collaboration avec les membres de la communauté de Ekuanitshit, elle a cherché à répondre à la question de recherche suivante : Comment l'arrivée du chantier transforme-t-il la relation au territoire des Innus de Ekuanitshit ? Pour y répondre, elle a réalisé une vingtaine d'entrevues avec des membres de la communauté sur des thèmes comme le territoire, l'identité, la culture, et bien sûr l'arrivée du chantier, les impacts et l'expérience vécue par ceux qui ont travaillé là-bas. Les citations dans l'article (les bulles bleues) ont été prises des entrevues réalisées avec les membres, mais elles sont anonymes pour préserver la confidentialité des participants.



...

La démarche

Le projet a débuté lors du premier séjour de trois semaines de l'étudiante dans la communauté en mai 2015, lorsqu'elle a signé une entente de recherche officielle avec les membres du Conseil des Innu de Ekuanitshit qui ont approuvé son projet. Elle est ensuite revenue pour un deuxième séjour de trois semaines en septembre 2015. Certains d'entre vous se souviendront peut-être de l'avoir croisée à différents endroits, au presbytère, à la Maison de la Culture, au Centre d'affaires, etc. ou même de l'avoir entendue à la radio. Suite à ces deux séjours, elle a passé une année à analyser et interpréter les informations recueillies dans les entrevues qu'elle a faites, et à rédiger son mémoire. Elle est revenue en novembre 2016 pour le présenter à la radio et au Conseil.



Les résultats

Les résultats présentés proviennent des récits, des histoires et des expériences des membres qui ont participé aux entrevues et qui ont partagé leur vision de la rivière, des paysages, des activités pratiquées, de l'arrivée du chantier et des impacts ressentis. Comme c'est un résumé, les résultats sont présentés dans les grandes lignes. L'article est divisé en quatre parties :

- AVANT LE CHANTIER :
La première partie porte sur la rivière Romaine avant l'arrivée du chantier, c'est-à-dire l'image de la rivière et du territoire ancestral tels qu'ils étaient avant le début des travaux.
- PENDANT LE CHANTIER :
La deuxième partie porte sur l'arrivée du chantier, les changements perçus, les impacts environnementaux et sociaux et l'expérience des Innus qui ont travaillé au chantier.
- APRÈS-ROMAINE : La troisième partie porte sur les visions des participants pour l'après-Romaine et l'avenir de la communauté.
- CONCLUSION : La dernière partie tente de savoir si, après tout ce qui est arrivé depuis l'arrivée du chantier, celui-ci est un sacrifice ou une opportunité de développement.

AVANT LE CHANTIER

La rivière comme héritage ancestral

La première question que je posais dans les entrevues était : *Qu'est-ce que la rivière Romaine signifie ou représente pour toi ?* Chez presque tous les participants, l'image principale de la rivière est celle de la rivière telle qu'elle était avant. Ils racontent des souvenirs d'enfance et des séjours le long de la rivière accompagnés de leurs parents ou de leurs grands-parents ou rappellent la fonction historique que la Romaine occupait pour la communauté : celle d'un chemin ancestral parcouru en canot pour accéder aux territoires de chasse plus au nord, un des principaux axes de pénétration du territoire. Les grands rassemblements des Innus de toutes les communautés avaient lieu à la hauteur environ du quatrième barrage actuel, selon les récits d'aînés de la communauté.

Bien que la plupart des participants disent que la rivière n'occupe plus cette fonction principale de chemin d'accès, en disant que l'hydravion ou bien le bateau à moteur ont remplacé le canot pour atteindre les territoires de chasse, l'image ancestrale évoquée par la quasi-totalité est significative. La rivière Romaine est un symbole fort dans l'histoire de la communauté. Elle est ancrée dans la mémoire collective qui est une composante de la culture actuelle. Les participants parlent du rôle du passé dans le présent dans leurs discours sur l'identité, dans l'idée que c'est impossible de savoir qui on est, sans savoir d'où on vient. Même si les membres ne fréquentent plus la rivière autant qu'avant, cet héritage transmis quant au vécu ancestral renforce l'attachement et conforte l'identité.

Innu Aitun : Activités et ressources

La deuxième représentation dominante de la rivière pré-chantier, qui est liée à la première, et qui est abordée par la totalité des participants, concerne les ressources variées qu'elle offre et qui sont précieuses aux Innus. C'était le « garde-manger » des ancêtres, pour reprendre le terme d'un participant.

La rivière était utilisée comme chemin d'accès, mais ce parcours vers l'intérieur des terres suivait un mode de vie circulaire au rythme des saisons et des animaux, sources de subsistance, ce que les Innus rencontrés nomment l'Innu Aitun. Un participant définit Innu Aitun comme toutes les activités culturelles des Innus, entre autres aller séjourner dans le bois, chasser, piéger, porter, pêcher, ramasser des graines, des plantes médicinales, etc. bref tout ce qui fait partie du cycle de vie et d'alimentation. La rivière Romaine fournissait beaucoup de ressources, les principales étant la pêche au saumon et la chasse aux petits gibiers comme le castor et les oiseaux migrateurs, suivi de la cueillette de plantes.

« La rivière Romaine... celle que j'ai en tête, pis celle que j'ai en mémoire, celle que j'ai dans mon esprit, c'est celle d'avant le projet. C'est celle là. C'est comme si je souhaitais qu'elle reste intacte, aussi forte qu'elle l'était avant. »

« On vit encore beaucoup d'Innu Aitun. »

« Quand j'y pense, ça me fait penser à la force, quelque chose de vaste, qui peut fournir beaucoup aussi au niveau des plantes, des animaux. Je vois ça comme quelque chose d'infini, vraiment grand là. Qu'il y a plein de ressources, si tu les respectes. Avant le chantier. »

Plusieurs ont parlé de la pratique de l'Innu Aitun comme toujours centrale à l'identité, même s'ils admettent que la fréquence des activités et les conditions ont changé. Par exemple, les séjours dans le bois sont généralement plus courts, en hélicoptère ou

en hydravion, avec un confort matériel plus grand que la vie d'antan, sauf pour quelques utilisateurs du territoire qui l'occupent encore plusieurs mois par année. Il faut dire que le chantier n'est pas l'unique responsable des transformations vécues. L'histoire coloniale a aussi bouleversé les modes de vie des Autochtones, dont la création des réserves et la sédentarisation progressive.

Cadre naturel : Grandeur et beauté des paysages

La dernière catégorie de représentations de la rivière pré-chantier est celle d'une rivière vierge majestueuse, sa beauté, la paix, le calme et la sérénité. Plusieurs participants mettent en opposition leur vision négative des travaux en cours à cette image très pure des paysages et de la nature tels qu'ils étaient avant. Pour quelques-uns, la rivière a même un caractère sacré et spirituel, des « effets thérapeutiques » et a déjà servi pour des séjours de ressourcement.

PENDANT LE CHANTIER

Impacts environnementaux

Justement, les représentations liées à l'arrivée du chantier montrent assez bien le changement dans la vision de la Romaine. J'ai ressorti quelques mots utilisés par les participants pour décrire le paysage du chantier : *Destruction, gaspillage, pitié, triste, bizarre, dynamitage, blessure, dévasté, massacré, traumatisant, cassure, meurtre...*

«C'est sûr qu'avec l'ennoiement de la rivière Romaine, c'est une partie des histoires, de l'histoire des Innus qui s'envole. Il y a des sites importants probablement qui vont disparaître. Qu'est-ce qu'un site important ? C'est un site de sépulture, c'est peut-être un site d'enseignement des coutumes, des traditions, des camps satellites...»

«Quand j'ai pris la route, câline, ça m'a rendue triste. Comment c'était là, tout le chemin fait dans les montagnes, pis tu voyais la grosse rivière, pis j'avais juste à imaginer là, dans un an, deux ans, trois ans, que ça ne serait plus de même. C'est triste.»



Ces mots vont avec une vision négative des impacts environnementaux causés par les barrages. Le déboisement et l'enneigement sont les plus importants, dévastant le paysage et les écosystèmes, entraînant le gaspillage de ressources précieuses aux Innus (notamment le saumon, la perte d'animaux et de plantes), ainsi que la disparition de sites importants, qui vont être sous l'eau, par exemple des portages et de sépultures.

Ces impacts environnementaux ont un effet direct sur les activités à la rivière. Le chantier est directement responsable de la perte d'accès à 300 km² de territoire ennoyé et des ressources qui s'y trouvent. Un autre point important des entrevues concerne cet accès restreint au territoire, et l'impression d'être plus contrôlé et surveillé. Les participants ont mentionné la présence d'agents de conservation depuis

*« Ce n'est plus notre territoire
ça. Quelqu'un nous l'a volé,
nous l'a pris. C'est pas
quelqu'un, c'est Hydro. Pour
faire de l'argent. »*

le début des travaux qui patrouillent à l'embouchure, des nouveaux quotas de pêche et des restrictions pour la chasse. Aussi, la nouvelle route de 150 km pour aller au chantier a une guérite, ça prend des cartes et des permissions spéciales pour y accéder. Pour certains,

l'ouverture de la route est un point positif, car le territoire sera plus facilement accessible. Mais c'est là le double tranchant. Comme la route sera publique, beaucoup d'inquiétudes sont soulevées par les membres de la communauté qui voient d'un mauvais œil la liste d'attente grandissante pour la construction de chalets par des allochtones sur ce qui demeure leur territoire ancestral, sur lequel ils n'ont jamais cédé leurs droits.

Expérience vécue par les travailleurs innus au chantier

Les Innus qui y ont travaillé partagent cette image d'un lieu fermé et replié sur lui-même, évoquant les dortoirs-roulotte de la même couleur tous alignés, la routine écrasante, l'éloignement et la solitude. Il y en a même, parmi ceux qui ont visité le chantier, qui évoquent des sentiments de prison, de peur ou même pour une participante « *la présence d'un esprit maléfique* » là-bas.



Lorsque le chantier a débuté, plusieurs membres de la communauté sont allés y tenter leur chance. Cependant, depuis les premières années des travaux, le nombre de travailleurs a grandement diminué selon les participants interviewés. On parle d'une dizaine ou de quelques dizaines d'Innus de Ekuanitshit qui y travaillent encore. Ce serait plus les membres d'autres communautés innues à l'ouest qui y travaillent (comme Masteuiash, Pessamit et Uashat). Ceci pourrait être expliqué par le fait que ce sont des communautés moins isolées, plus près du développement économique, et qui avait déjà acquis de l'expérience sur d'autres chantiers hydroélectriques près de chez eux.

« Moi je disais : Je suis femme de ménage. C'est comme dénigrant. C'est comme... tu marches à la cafétéria là-bas, ça paraît que tu es une femme innue. Ah, femme de ménage, femme de ménage. Tu sais, les statuts des Innus dans les chantiers, on est tous des femmes de ménage, la base là. »

Les participants sont aussi unanimes quant aux types d'emploi occupés par les membres de la communauté : la plupart ont des postes à la cafétéria ou à la conciergerie, des emplois considérés au bas de l'échelle ou peu valorisants, et qui sont durs physiquement.

Défis d'intégration et d'adaptation

À cette difficulté d'accès à des emplois de qualité, qui peut être expliquée par le manque de formation avant le chantier, s'ajoutent d'autres défis d'intégration qui font que l'expérience au chantier est difficile.

D'abord, pour la plupart, c'était une première expérience sur un méga-chantier de grande productivité ou même une première expérience de travail tout court. L'adaptation aux longues heures de travail et à l'encadrement strict ont pu en décourager plusieurs. Selon quelques participants, le mode d'apprentissage des Innus aussi est différent : ce sont des personnes visuelles, mais qui ont peut-être plus de mal avec les tâches verbales, surtout que le français est la langue seconde. Quelques-uns ont aussi ajouté le manque de temps et de support additionnel pour expliquer les tâches et les former, justement vu que les délais d'un méga-chantier sont serrés et que

la pression est élevée. Les relations avec les travailleurs blancs sont aussi un défi, vu que les emplois occupés sont différents, les contacts demeurent superficiels et les relations marquées de méconnaissance, de discrimination et de préjugés.

Problèmes sociaux

Il faut aussi ajouter que ces difficultés d'adaptation ont pu augmenter des problèmes sociaux qui font partie d'inquiétudes abordées par la majorité des participants : accroissement des problèmes de consommation d'alcool et de drogue au chantier (le bar est très fréquenté au campement). Même si certains avaient peut-être des problèmes à ce niveau là avant, l'isolement et l'éloignement au chantier a pu les empirer. Certains problèmes se rendent jusque dans la communauté, par exemple liés à la consommation. D'autres impacts sociaux sont aussi ressentis, par exemple au niveau familial, des tensions liées aux absences prolongées, à l'infidélité, à l'endettement, ou même des enfants laissés seuls lorsque les parents partent travailler pour des longs séjours... parfois jusqu'à 1 mois sans congé.

APRÈS-ROMAINE

Impacts économiques

Il faut quand même dire que le portrait n'est pas tout noir. Pour certaines personnes, l'expérience au chantier a pu être une bonne chose : ça leur a permis d'avoir des compétences et d'augmenter leur pouvoir d'achat. Plusieurs ont acheté des chalets, des autos ou des motoneiges par exemple. Certains sont devenus des modèles positifs pour leurs enfants et se sont responsabilisés. Point intéressant à mentionner, il semble que plus l'emploi occupé est « spécialisé », par exemple des opérateurs de machinerie lourde, plus l'expérience du chantier est positive. Par contre, à l'inverse, certains participants disent que le chantier a changé les modes de vie, que les gens sont plus stressés et que plusieurs se sont endettés, et que finalement, la communauté n'est pas réellement plus riche.

Démarrage d'entreprises

Du point de vue positif, en plus des emplois directs au chantier, il y a aussi beaucoup d'emplois dans des nouvelles entreprises créées. La Société des entreprises innues d'Ekuanitshit (SEIE) totalise 19 entreprises, certaines fournissant des services au

chantier, d'autres très variées. Une qui semble apporter le plus de fierté dans la communauté est l'entreprise Innukoptères, qui fait le transport en hélicoptère.

Redevances

L'entente négociée a aussi amené des millions de dollars de redevances à la communauté, étalées sur plusieurs années. Différents fonds et programmes ont été créés pour gérer l'argent reçu : le fonds développement économique et communautaire, le fonds formation, le fonds patrimoine, le fonds travaux correcteurs, le programme archéologie, le fonds Innu Aitun, etc.

Fonds Innu Aitun

J'aimerais insister sur le fonds Innu Aitun qui est la retombée la plus positive du chantier pour la communauté, selon la majorité des participants. C'est un fonds qui a été négocié à perpétuité et qui vise le maintien et la poursuite des activités culturelles. C'est ce fonds qui paye les frais de transport en hydravion ou en hélicoptère pour les familles qui veulent aller séjourner en territoire. Il finance aussi un projet pour la construction de 32 nouveaux chalets quatre saisons sur les lots ancestraux. C'est aussi lui qui finance les activités Innu Aitun des jeunes, qui visent la transmission des connaissances et des traditions.

Émergence d'une prise de conscience politique

Un aspect important à mentionner par rapport aux visions d'avenir des participants c'est que le chantier a pu servir de leçon pour la communauté pour des futurs grands projets. Vu que la Romaine était le premier chantier aussi gros dans la région, les gens étaient peut-être moins bien préparés. Mais à l'avenir, ils sauront mieux se défendre et défendre les droits. Et on voit déjà des aspects de ça qui commencent avec ce qui se passe à Anticosti et à Standing Rock. La communauté de Ekuanitshit est présente et défend les droits des Autochtones devant des compagnies pétrolières.

«C'est là que j'ai vu que le respect n'y était pas. Entre nous et Hydro-Québec. Moi je leur disais le territoire pour nous, c'est sacré, c'est quelque chose d'important, c'est là qu'on a vécu, que nos ancêtres ont vécu. Toute notre spiritualité est liée au territoire. Tout le monde animal. Tout ça va être affecté et la réponse que j'ai eue, la première fois, on m'a dit carrément : Il y a la patinoire, pis tu vas jouer sur la glace avec nous autres. »

CONCLUSION

Le chantier, un sacrifice ou opportunité de développement ?

Les consultations et les négociations avant le projet ont été menés sous pression, avec l'idée que le chantier allait se faire peu importe la résistance (il y avait des études d'avant-projet qui se faisaient déjà dans les années 60), qu'il fallait signer une entente pour ne pas manquer le train. D'autres communautés innues avaient déjà signé avant Ekuanitshit, Nutashkuan était la première alors suivi de près d'Unamen Shipu et de Pakua Shipi, ce qui a diminué le rapport de force. Les participants m'ont dit que ça donnait l'impression qu'ils n'avaient pas de choix réel, ils étaient obligés de voter « oui » au projet.

Avec quelques années de recul depuis le référendum communautaire, j'ai demandé aux participants s'ils voyaient le chantier comme un sacrifice ou comme une opportunité de développement. Pour la majorité, c'est un sacrifice sans l'ombre d'un doute (13/20). Pour quelques-uns, c'est les deux : à la fois un sacrifice et une opportunité (5/20), et pour une faible minorité seulement, c'est une opportunité (2/20). Cette impression de sacrifice peut être expliquée d'abord par le fort attachement identitaire et culturel à la rivière que j'ai présenté en première partie. Quelques bonnes citations tirées des entrevues pour rappeler l'importance du territoire :

« Le territoire, puis être Innu, c'est la même chose. Tu ne peux pas être Innu sans le territoire. »

« Le territoire fait partie de notre cœur. C'est notre cœur qui bat. Tant et aussi longtemps que le territoire sera là, on va être là nous. »

« C'était une très belle rivière. Pis moi je trouve que les gens qui ont milité pour le barrage, pour l'économie, pour les redevances, pour l'emploi là, ils n'avaient aucune idée de ce qu'ils allaient détruire. Ils ne voyaient que l'aspect économique, monétaire. »

« Un sacrifice parce que vu qu'on est des Innus, c'est comme on nous a coupé quelque part là, dans notre estime d'être Innus, dans notre fierté d'être Innus, dans notre mode de vie des Innus, ça a été coupé quelque part. On a été amputé. »

« Après ça là je vais aller avec mon cœur, [...]. Je vais faire une belle photo, de la rivière avant, puis une autre photo, de la blessure. Pis la blessure, on va voir les barrages, avec les lignes. Ça c'est une image que j'ai. Une blessure béante, qui va prendre du temps à guérir. Parce que on s'est fait avoir. Il ne faut pas être gêné de le dire là. »

L'impression de sacrifice est aussi renforcée par la vision négative des différents impacts environnementaux et sociaux. De plus, comme plusieurs me l'ont mentionné, les promesses et les projets qui devaient résulter des redevances ne sont pas tous réalisés ou visibles dans la communauté. Et enfin, l'impression que la négociation en amont et la signature de l'entente a été menée sous pression, sans réel choix, renforce cette impression de s'être fait voler quelque chose de précieux et d'avoir sacrifié une partie importante du territoire, de l'histoire et de l'identité de la communauté.

En conclusion, pour répondre à notre question principale : Comment la relation des Innus à la rivière Romaine a-t-elle changé depuis l'arrivée du chantier ? On peut dire qu'elle s'est transformée en partie, avec les nombreux bouleversements et impacts sur le territoire, les effets sur les activités traditionnelles, et les nouvelles pratiques (par exemple les emplois sur le chantier). Mais en même temps, on a aussi démontré que malgré la venue du chantier, certaines choses demeurent très enracinées, dont l'attachement au territoire et son importance, et l'héritage de la rivière comme une composante toujours vivante de la culture actuelle.

Remerciements

J'aimerais encore une fois remercier du fond du cœur la communauté de Ekuanitshit, et toutes les personnes que j'ai rencontrées, pour votre accueil et votre générosité lors de mes séjours parmi vous. Aussi, tout spécialement, je veux remercier les personnes qui ont participé à mes entrevues. Ce sont vos récits et vos expériences qui forment le cœur de cette recherche.

Tshinashkumiten !

Si vous avez des questions, ou des commentaires, ou si vous êtes intéressés de recevoir par email le rapport de recherche détaillé du projet, vous pouvez me contacter directement à l'adresse suivante :

alexia.desmeules@gmail.com

ou par téléphone : [514-791-1906](tel:514-791-1906), ou sur Facebook.

Il me fera plaisir de vous répondre !

BIBLIOGRAPHIE

- AECOM. (2015). *Complexe de la Romaine – Suivi environnemental : Utilisation du territoire par les Innus d'Ekuanitshit et de Nutashkuan (2013)*. Rapport d'étude, version préfinale, janvier 2015.
- Agence Mamu Innu Kaikusshet (AMIK). (2015). (Page consultée le 28 novembre 2015) *Communautés innues membres (carte)*, [En ligne]. (http://l-amik.ca/fr/communautes-membres_19/).
- Alderman, D. & J. Inwood. (2013). Landscapes of memory and socially just futures, in N. Johnson, R. Schein & J. Winders (dir.) *The Wiley-Blackwell companion to cultural geography*, Somerset: Wiley, p. 235-248.
- APNQL. Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador. (2014). (Page consultée le 25 février 2015). *Protocole de recherche des Premières Nations au Québec et au Labrador*, [En ligne]. (<http://www.apnql-afnql.com/fr/publications/pdf/Protocole-de-recherche-des-Premieres-Nations-au-Quebec-Labrador-2014.pdf>).
- Asselin, H. (2011). Plan Nord : les Autochtones laissés en plan, *Recherches amérindiennes au Québec*, 41, 1, 37-46.
- Bailly, A. (2015). Représentation, in *Encyclopædia Universalis*, [En ligne]. (<http://www.universalis.fr/encyclopedie/representation-geographie/>). Page consultée le 8 avril 2015.
- BAPE. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. (2009). (Page consultée le 17 mars 2015). *Projet d'aménagement d'un complexe hydroélectrique sur la rivière Romaine, Rapport d'enquête et d'audience publique*, [En ligne]. (<http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape256.pdf>).
- Beaulieu, A. (2013). La création des réserves indiennes au Québec, in A. Beaulieu, S. Gervais & M. Papillon (dir.) *Les Autochtones et le Québec : Des premiers contacts au Plan Nord*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, p. 135-151.
- Bédard, M. (2015). *Méthodologie et méthodes de la recherche en géographie, GEO8011*, 12^e éd. Montréal : Université du Québec à Montréal, Département de géographie, collection Notes et Documents de Cours.

- Bédard, M. (sous presse). Réflexion sur les modes relationnels et registres de signifiante des perception, conception, représentation et affection, ou la quadrature des approches qualitatives en géographie, *Cahiers de géographie du Québec*, 22 pages.
- Bédard, M. (accepté pour publication). Les vertus identitaire, relationnelle et heuristique de la territorialité – II. D'une conception culturelle à une conceptualisation tripartite, *CYBERGEO*, 39 pages.
- Bélanger, M. (2016a). Innus et élus de la Minganie unis contre la fracturation sur l'île d'Anticosti, *Le Nord-Côtier*, 20 mai 2016.
- Bélanger, M. (2016b). Anticosti : Les Innus demandent une injonction pour stopper la fracturation, *Le Nord-Côtier*, 12 juillet 2016.
- Bellier, I. (2011). Échelles de gouvernance : Penser l'autodétermination des peuples autochtones dans la globalisation, *Congrès de l'Association Française d'Ethnologie et d'Anthropologie (AFEA) "No(s) Limit(es)"*, Sep 2011, Paris, France. pp.1-12.
- Big-Canoe, K. & C. Richmond. (2014). Anishinabe youth perceptions about community health: Toward environmental repossession, *Health & Place*, 26, 127-135.
- Blunt, A. & McEwan C. (2002). *Postcolonial geographies*. New York and London: Continuum.
- Bonnemaison, J. (1981). Voyage autour du territoire, *Espace géographique*, 10, 4, 249-262.
- Boucher, L. N. (2012). *Interculturalité et esprit du lieu : Les paysages artialisés des Chutes des Chaudières*, thèse de doctorat. Ottawa : Université d'Ottawa, Département de géographie, Faculté des Arts, 331 p.
- Bourgeois, A. (2011). *Les relations interculturelles entre les allochtones et les autochtones du Québec : Étude de cas des communautés de Nutashkuan et de Natashquan*, mémoire de maîtrise. Montréal : Université du Québec à Montréal, Département de sociologie.
- Bréda, C., Chaplier, M. & Servais, O. (2008). Sémantique de la survie dans le rapport au territoire : esquisse interprétative à partir de cas algonquiens, *Recherches amérindiennes au Québec*, 38, 2-3, 13-18.

- Busbridge, R. (2016). Between continuity and change: Contemporary indigenous identities and Māori in Aotearoa New Zealand, *International Sociology Reviews*, 31, 5, 515-524.
- Carter, J. & D. Hollinsworth. (2009). Segregation and protectionism: Institutionalised views of Aboriginal rurality, *Journal of Rural Studies*, 25, 414-424.
- Cater, T. & A. Keeling. (2013). "That's where our future came from": Mining, landscape, and memory in Ranklin Inlet, Nunavut, *Études/Inuit/Studies*, 37, 2, 59-82.
- Chapin, M. & Threlkeld, B. (2001). *Indigenous Landscapes. A study in ethnocartography*. Arlington (EEUU): Center for the Support of Native Lands.
- Charest, P. (2003). Qui a peur des Innus ? Réflexions sur les débats au sujet du projet d'entente de principe entre les Innus de Mashteuiatsh, Essipit, Betsiamites et Nutashkuan et les gouvernements du Québec et du Canada, *Anthropologie et Sociétés*, 27, 2, 185-206.
- Charest, P. (2013). Les relations entre les Innus et les non-Innus en Sagamie : une double analyse "impressionniste" et discursive, *Recherches amérindiennes au Québec*, 43, 1, 9-24.
- Chartier, D. & Désy, J. (dir.) (2014). *La Nordicité du Québec : Entretiens avec Louis-Edmond Hamelin*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- CDEPNQL. Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador. (2012). *Bulletin Nikan*, 11, 1, [En ligne]. (<http://www.cdepnql.org/pdf/nikan/Nikan%20juin%202012%20FR.pdf>). Page consultée le 1 septembre 2016.
- CIÉRA. Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones. (2012). Les relations entre Autochtones et non-Autochtones aujourd'hui : entre tensions et rapprochements, *Les Cahiers du CIÉRA*, N. Counord & P. Laneuville (dir.), 10, novembre 2012.
- Collignon, B. (2001). La géographie des minorités. Déconstruire et dénoncer les discours dominants, in J.-F. Staszak et al. (dir.) *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris : Mappemonde-Belin, p. 23-28.
- Cosgrove, D. & Stephen, D. (dir). (1988). *The iconography of landscape: essays on the symbolic representation, design and use of past environments*. U.S.A.; Australia: Cambridge University Press.

- Courcelles, R. & Murdoch, J. P. (2015). *Du conflit à l'acceptabilité sociale : retour sur 40 ans d'apprentissages entre Hydro-Québec et la Nation autochtone Crie (1975-2015)*. Communication donnée au HEC Montréal, dans le cadre du séminaire sur l'acceptabilité sociale des grands projets de développement, 10 novembre 2015.
- Crampton, J. & Krygier, J. (2005). An introduction to critical cartography, *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 4, 1, 11-33.
- Dallman, S., Ngo, M., Laris, P. & D. Thien. (2013). Political ecology of emotion and sacred space: The Winnemem Wintu struggles with California water policy, *Emotion, Space and Society*, 6, 33-43.
- Debarbieux, B. (2006). Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie, *Espace géographique*, 35, 4, 340-354.
- Denis, J.S. (2015). Contact Theory in a Small-Town Settler-Colonial Context: The Reproduction of Laissez-Faire Racism in Indigenous-White Canadian Relations, *American Sociological Review*, 80, 1, 218-242.
- Desbiens, C. (2004). Producing North and South: a political geography of hydro development in Quebec, *Le Géographe canadien*, 48, 2, 101-118.
- Desbiens, C. (2013). *Power from the north: territory, identity and the culture of hydroelectricity in Quebec*. Vancouver: UBC Press.
- Desbiens, C. & Rivard, E. (2012). Géographies autochtones: développement et confluence des territorialités, *Cahiers de géographie du Québec*, 56 (159): 559-564.
- Desbiens, C. & Rivard, E. (2014). From passive to active dialogue ? Aboriginal lands, development and métissage in Québec, Canada, *Cultural Geographies*, 21, 1, 99-114.
- Desmeules, A., Deraspe, M. & Clément, T., sous la direction de L. Guimond (2014). *Un territoire, deux nations : le chantier hydroélectrique de la Romaine comme espace de rencontre des Innus et des non Innus de la Minganie (Côte-Nord)*. Rapport de recherche publié au CRISES, Montréal : Université du Québec à Montréal, 68 p.
- Desmeules, A. (2016). Le chantier de la Romaine au cœur du territoire ancestral innu : Enracinement et transformations, *Journal Inniun*, Ekuanitshit, décembre 2016.

- Dery, C. et É. Mottet (2015). *Quelle place et quelle vision du Nord québécois dans les programmes de géographie du primaire et du secondaire?*. Communication donnée à Rimouski, Canada, 83^{ème} Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), colloque : Le Nord québécois, un milieu géographique aux multiples visages : états des lieux et défis actuels, 27 mai 2015.
- Di Méo, G. (1999). Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales, *Cahiers de géographie du Québec*, 43, 118, 75-93.
- Di Méo, G. (2002). L'identité : une médiation essentielle du rapport espace/société, *Géocarrefour*, 77, 2, 175-184.
- Di Méo, G. (2004). Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités, *Annales de géographie*, 113 (638): 339-362.
- Di Méo, G. (2006). Les territoires de l'action, *Bulletin de la Société géographique de Liège*, p. 7-17. [En ligne]. (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00281466>). Page consulté le 15 mars 2015.
- Di Méo, G. (2008). La géographie culturelle : quelle approche sociale ?, *Annales de la géographie*, 2, 660-661, 47-66.
- Di Méo, G. (2015). *Itinéraire intellectuel et scientifique du géographe français Guy Di Méo : sa contribution à la géographie sociale*. Communication donnée à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Département de géographie.
- Dubois, J. (2011). Beyond territory: Revisiting the normative justification of self-government in theory and practice, *The International Indigenous Policy Journal*, 2, 2, [En ligne]. (<http://ir.lib.uwo.ca/iipj/vol2/iss2/1>). Page consultée le 2 mars 2015.
- Duhaime, G., Brousseau, S., Grenier, J., Therrien, A. & Beaudoin-Jobin, C. (2013). Le développement du Nord et le destin du Québec, *Recherches sociographiques*, 54, 3, 477-511.
- Duncan, J. S. (1990). *The city as text: the politics of landscape interpretation in the Kandyen kingdom*. Cambridge, England; New-York: Cambridge University Press.
- Eades, G.L. (2015). *Maps and Memes: Redrawing culture, place and identity in Indigenous communities*. Montreal; Kingston: McGill-Queen's University Press.

- Foote, K. E. & Azaryahu, M. (2009). *Sense of place*. [En ligne]. (<https://www.zotero.org/evand/items/JATAXFTE>). Page consultée le 10 avril 2015.
- Gagnon, J. (2013). *Modes d'habiter et territorialités autochtones contemporains: le cas de la nation Nisga'a en Colombie-Britannique*, mémoire de maîtrise. Montréal : Université du Québec à Montréal, Département de géographie.
- Gélinas, C. (2013). La représentation des Autochtones depuis le contact, in A. Beaulieu, S. Gervais & M. Papillon (dir.) *Les Autochtones et le Québec: Des premiers contacts au Plan Nord*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, p. 177-194.
- Germain, A. (2011). La relation entre Autochtones et gouvernements provinciaux vue à la lumière du développement nordique au Québec et en Ontario, *Recherches amérindiennes au Québec*, 41, 1, 91-95.
- Germain, A. (2015). *La question territoriale et le fédéralisme multinational : Uashat Mak Mani-Utenam et la planification territoriale autochtone au Canada*, thèse de doctorat. Montréal : Université du Québec à Montréal, Département de science politique.
- Gibbs, L. (2003). Decolonising, Multiplicities and Mining in the Eastern Goldfields, Western Australia, *Australian Geographical Studies*, 41, 1, 17-28.
- Girard, C. & Brisson, C. (2014). *Nistassinan – Notre terre: Alliance et souveraineté partagée du peuple innu au Québec – Des premiers contacts à nos jours*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, Collection Mondes Autochtones.
- Gottmann, J. (1973). *The Significance of Territory*. Charlottesville: University Press of Virginia.
- Grammond, S. (2009). La gouvernance territoriale au Québec entre régionalisation et participation des peuples autochtones, *Revue canadienne de science politique*, 42, 4, 939-956.
- Grossman, Z. (2001). Let's not create evilness for this river: Interethnic environmental alliances of Native Americans and Rural Whites in Northern Wisconsin, in J. Bystydzienski & S. Schacht (dir.) *Forging radical alliances across difference*, Boulder, Colorado: Rowman & Littlefield, p. 32-51.

- Guimond, L. & Desmeules, A. (sous presse). « Les oreilles se sont ouvertes des deux côtés » : Développement territorial et relations entre Innus et non Innus au chantier hydroélectrique de la rivière Romaine, *Recherches sociographiques*, 30 pages.
- Hamelin, L.E. (1975). *Nordicité canadienne*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, Ltée.
- Hirt, I. (2008). Géographies de la Résistance et de la Décolonisation – Une approche de la reconstruction des territoires mapuche au Chili, *Géographie et cultures*, [En ligne]. (<http://gc.revues.org/1919>). Page consultée le 10 mars 2015.
- Hydro-Québec. (2016). (Page consultée le 26 octobre 2016). *Projet de la Romaine*, [En ligne]. (<http://www.hydroquebec.com/romaine/>).
- Idle No More. (2015). (Page consultée le 12 février 2015). *The Vision*, [En ligne]. (<http://www.idlenomore.ca/vision>).
- Jackson, S. (2005). Indigenous Values and Water Resource Management: A Case Study from the Northern Territory, *Australian Journal of Environmental Management*, 12, 3, 136-146.
- Kingsley, J., Townsend, M., Phillips, R. & Aldous, D. (2009). “If the land is healthy...it makes the people healthy”: the relationship between caring for Country and health for the Yorta Yorta Nation, Boonwerrung and Bangerang Tribes, *Health & Place*, 15, 291-295.
- Klauser, F.R. (2012). Thinking through territoriality: introducing Claude Raffestin to Anglophone sociospatial theory, *Environment and Planning D: Society and Space*, 30, 106-120.
- Kovach, M. (2009). *Indigenous Methodologies: characteristics, conversations, and contexts*. Toronto: University of Toronto Press.
- Ladner, K. & Orsini, M. (2004). De l'« infériorité négociée » à l'« inutilité de négocier » : La Loi sur la gouvernance des Premières Nations et le maintien de la politique coloniale, *Politiques et sociétés*, 23, 1, 59-87.
- Lajoie, A. (2007). *Gouvernance autochtone : aspects juridiques, économiques et sociaux*. Montréal : Éditions Thémis.

- Larsen, S.C. (2003). Promoting aboriginal territoriality through interethnic alliances: The case of the Cheslatta T'en in northern British Columbia, *Human Organization*, 62, 1, 74-84.
- Larsen, S.C. & Johnson, J.T. (2012). In between worlds: place, experience and research in Indigenous geography, *Journal of Cultural Geography*, 29, 1, 1-13.
- Leclair, J. (2016). *Retour sur l'article 35 de la Constitution, boîte à fantômes de la commission Erasmus-Dussault*. Communication donnée à l'Université du Québec à Montréal, 84^{ème} Congrès de l'ACFAS, colloque 468 : Le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones (1996) : vingt ans plus tard, quel bilan?, 9 mai 2016.
- Leroux, S. (2011). *Les relations entre autochtones et allochtones en milieu urbain : le point de vue des Innus de Sept-Îles, Uashat et Maliotenam*, mémoire de maîtrise. Montréal : Université du Québec à Montréal, Département de travail social.
- Lévesque, F. (2009). Mingan approuve le projet hydroélectrique de la Romaine, *Le Soleil*, 21 mars 2009.
- Lévesque, F. (2015) Les Innus bloquent toujours La Romaine, *Le Nord-Côtier*, 15 juillet 2015.
- Louis, R.P. (2007). Can you hear us now? Voices from the margins: Using Indigenous methodologies in geographic research, *Geographic Research*, 45, 2, 130-139.
- Loxton, E., Schirmer, J. & Kanowski, P. (2012). Employment of Indigenous Australians in the forestry sector: a case study from northern Queensland, *Australian Forestry*, 75, 2, 73-81.
- Lussault, M. (2013a). Pratique spatiale, in J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin, p. 811-813.
- Lussault, M. (2013b). Identité spatiale, in J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin, p. 524-525.
- Lussault, M. (2013c). Paysage, in J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin, p. 753-759.

- MAMOT. Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. (2015). (Page consultée le 5 avril 2015). *Répertoire des municipalités : Mingan*, [En ligne]. (<http://www.mamrot.gouv.qc.ca>).
- Mitchell, D. (2005). Landscape, in D. Atkinson, P. Jackson, D. Sibley, & N. Washbourne (dir.) *Cultural geography : A critical dictionary of key concepts*, New York: I.B. Taurius & Co Ltd, p. 49-56.
- Montpetit, C. (2016). Blocage autochtone en vue à Anticosti, *Le Devoir*, 12 juillet 2016.
- Murphy, A.B. (2012). Entente territoriale: Sack and Raffestin on territoriality, *Environment and Planning D: Society and Space*, 30, 159-172.
- Nash, C. (2002). Cultural geography: postcolonial cultural geographies, *Progress in Human Geography*, 26, 2, 219-230.
- Norton, W. (2006). *Cultural geography: Environments, landscapes, identities, inequalities*. 2nd ed. : Oxford University Press.
- ONU. Organisation des Nations Unies. (2007). (Page consultée le 10 mars 2015). *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, [En ligne]. (http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf).
- Otis, G. (2006). Territorialité, personnalité et gouvernance autochtone, *Les Cahiers de Droit*, 47, 4, 781-814.
- Panelli, R. (2008). Social geographies: encounters with Indigenous and more-than-White/Anglo geographies, *Progress in Human Geography*, 32, 6, 801-811.
- Papillon, M. & Lord, A. (2013). Les traités modernes : vers une nouvelle relation ?, in A. Beaulieu, S. Gervais & M. Papillon (dir.) *Les Autochtones et le Québec: Des premiers contacts au Plan Nord*, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, p. 343-362.
- Philo, C. (2000). More words, more worlds: reflections on the 'cultural turn' and human geography, in I. Cook, D. Crouch, S. Naylor, & J. Ryan (dir.) *Cultural turns/geographical turns*, Harlow: Longman, p. 26-53.
- Radio-Canada. (2015). *Les Innus veulent se donner un gouvernement national*, [En ligne]. (<http://ici.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2015/02/26/013-innus-gouvernement-national-essipit.shtml>), publié le 26 février 2015.

- Radio-Canada. (2016). *Enquête : Gueule de bois à la Romaine*, reportage, 43 minutes, saison 10, épisode 11 (24 novembre 2016), Montréal, ICI Radio-Canada Télé.
- Raffestin C. (1986) Écogénèse territoriale et territorialité, in F. Auriac & R. Brunet (dir.) *Espaces, jeux et enjeux*, Paris: Fayard, p. 175-185.
- Raffestin, C. (1987). Repères pour une théorie de la territorialité humaine, *Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et territoires*, 3, 7, 2-22.
- Rivard, E. (2006) *Terra Nullius* ou géographie de l'absence : les géographes québécois et la question autochtone au pays, *Cahiers de géographie du Québec*, 50, 141, 385-392.
- Rivard, E. (2013). L'Approche commune ou l'irrésistible élan vers une définition interethnique de la planification territoriale ?, *Recherches amérindiennes au Québec*, 43, 1, 25-38.
- Rivard, E. & Desbiens, C. (2011). Le Plan Nord, monstre à deux têtes et autres chimères géographiques, *Recherches amérindiennes au Québec*, 41, 1, 83-89.
- Rivard, E., Desbiens, C., Basile, S. & Guimond, L. (sous presse). Les « régions carrefours » du Moyen Nord comme laboratoires interculturels de nordicité, *Recherches sociographiques*, 40 pages.
- Rodon, T. (2013). La quête d'autonomie des Autochtones du Québec : les projets de gouvernement des Innus, d'Eeyou Istchee et du Nunavik, in A. Beaulieu, S. Gervais & M. Papillon (dir.) *Les Autochtones et le Québec : Des premiers contacts au Plan Nord*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, p. 385-403.
- Rose, D. & Gilbert, A. (2005). Aperçu de la géographie sociale et culturelle au Canada et au Québec au tournant du millénaire, 'Country Report', *Social & Cultural Geography*, 6, 2, 271-298.
- Ryan, J.R. (2004). Postcolonial geographies, in J. Duncan, N.C. Johnson & R.H. Shein (dir.) *A Companion to cultural geography*, Oxford: Blackwell Publishing, p. 469-484.
- Sack, R.D. (1983). Human territoriality : a theory, *Annals of the Association of American Geographers*, 73, 1, 55-74.

- Savard, S. (2009). Les communautés autochtones du Québec et le développement hydroélectrique : un rapport de force avec l'État, de 1944 à aujourd'hui, *Recherches amérindiennes au Québec*, 39, 1-2, 47-60.
- Savoir-Zajc, L. (2006). L'entrevue semi-dirigée, in B. Gauthier (dir.) *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données 4e édition*, Ste-Foy : Presses de l'Université du Québec, p. 293-316.
- Scott, C. (2013). Le partage des ressources au Québec : perspectives et stratégies autochtones, in A. Beaulieu, S. Gervais & M. Papillon (dir.) *Les Autochtones et le Québec : Des premiers contacts au Plan Nord*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, p. 363-384.
- Sitchon, M. (2013). *Renewing Relationships at the Centre: Generating a Postcolonial Understanding of Asiniskow Ithiniwak (Rocky Cree) Heritage*, thèse de doctorat en philosophie. Winnipeg : University of Manitoba, Department of Anthropology.
- Shaw, W.S., Herman, R.D.K. & Dobbs, G.R. (2006). Encountering indigeneity: re-imagining and decolonizing geography, *Geografiska Annaler*, 88B, 3, 267-276.
- Smith, L.T. (1999). *Decolonizing methodologies: Research and indigenous people*. Dunedin, New-Zealand: University of Otago Press.
- Smith, L.T. (2012). *Decolonizing Methodologies: Research and Indigenous Peoples*. 2nd ed. London : Zed Books Ltd.
- Soja, E. (1971). The political organization of space, RP 8, *Commission on College Geography, Association of American Geographers*, Washington, DC, p. 1-54.
- Tipa, G. & Nelson, K. (2012). Identifying cultural flow preferences: Kakaunui river Case study, *Journal of Water Resources Planning and Management*, 660-670.
- Tremblay, A. (2016). La nation atikamekw fait son bilan, *Le Nouvelliste*, 8 septembre 2016.
- Vincent, S. (2008). Le projet de la rivière Romaine vu et rapporté par la presse écrite, *Recherches amérindiennes au Québec*, 38, 2-3, 148-152.
- Vincent, S. (2013). La tradition orale : une autre façon de concevoir le passé, in A. Beaulieu, S. Gervais & M. Papillon (dir.) *Les Autochtones et le Québec : Des premiers contacts au Plan Nord*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, p. 75-91.

- Willow, A.J. (2012). Re(con)figuring Alliances: Place membership, environmental justice and the remaking of Indigenous-Environmentalist relationships in Canada's Boreal Forest, *Human Organization*, 71, 4, 371-382.
- Wilson, K. (2003). Therapeutic landscapes and First Nations peoples: an exploration of culture, health and place. *Health & Place*, 9, 83-93.
- Yung, L., Freimund, W.A. & Belsky, J.M. (2003). The politics of place: Understanding meaning, common ground, and political difference on the Rocky Mountain Front, *Forest Science*, 49, 6, 855-866.